

Commune Etaples-sur-Mer

Vu pour être annexé à la délibération
du conseil communautaire n°2025-314
en date du 09/10/2025

Fait à Montreuil-sur-Mer

Le Président

Bruno COUSEIN



Modification simplifiée du PLU

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20251009-2025-314-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2025

Publication : 10/10/2025

Dossier administratif





Plan Local d'Urbanisme

Commune Etaples-sur-Mer

Modification simplifiée du PLU

SOMMAIRE - Dossier administratif

Partie 1 : Lancement de la procédure et définition des modalités de concertation

Partie 2 : Concertation tout au long de la procédure

Partie 3 : Personnes Publiques Associées et Autorité environnementale

Partie 4 : Mise à disposition



Plan Local d'Urbanisme

Commune Etaples-sur-Mer

.....

Modification simplifiée du PLU

SOMMAIRE - Dossier administratif

**Partie 1 : Lancement de la procédure et définition des
modalités de concertation**



Numéro de l'acte	2024-116
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples et définition des modalités de concertation

- **Le Président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois,**
- Vu l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103.2 et suivants, L.153-36 à L.153-40, L.153-45 à L. 153-48, R. 104-12, R104-33 à R104-37, R. 153-20 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la Communauté d'Agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Etaples-sur-Mer en date du 16 décembre 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération n°2017-330 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2017 approuvant la mise en compatibilité du PLU d'Etaples-sur-Mer dans le cadre d'une Déclaration de Projet ;
- Vu la délibération n°2022-163 du Conseil Communautaire en date du 19 mai 2022 approuvant une modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer ;
- Considérant la nécessité de procéder à diverses modifications du Plan Local d'Urbanisme afin d'adapter certains points réglementaires en vue de permettre à la municipalité de mener sa politique urbaine et d'être en accord avec son évolution sociétale, sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme, de modifier le document ;
- Considérant la nécessité de procéder la modification du Plan Local d'Urbanisme afin de faire évoluer le règlement écrit et graphique du PLU communal sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme ;
- Considérant que la procédure de modification simplifiée porte sur l'adaptation de certaines dispositions du règlement écrit et graphique du PLU d'Etaples-sur-Mer, plus précisément au sein de la zone UE correspondant à la zone industrielle et artisanale du PLU et de son sous-secteur UEc spécifique aux commerces. Le but de cette procédure est d'apporter des modifications mineures au document ;

Elle prévoit notamment de mettre en cohérence le règlement avec les activités préexistantes sur la zone d'activité, d'adapter certains points au règlement écrit afin de mieux intégrer les projets (Introduction des objectifs de « verdissement » au sein de la

zone, issues de la loi Climat & Résilience et de la loi APER, pour permettre une insertion paysagère de qualité des futurs aménagements projetés et apporter une plus-value à l'entrée de ville de la commune) mais aussi d'étendre légèrement le sous-secteur UEc et enfin d'adapter et préciser les dispositions propres à ces secteurs au sein du règlement écrit ;

- Considérant qu'aux vues des modifications envisagées, il y a lieu d'adapter les pièces constitutives du PLU ;
- Considérant que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :
 - Changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durable ;
 - Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
 - Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- Considérant en conséquence que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;
- Considérant que l'ensemble des modifications apportées n'ont pas pour effet :
 - Soit de majorer de plus de 10% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
 - Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
 - Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- Considérant en conséquence que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la modification de droit commun ;
- Considérant que les articles L. 103.2 et suivants du Code de l'Urbanisme prévoient et encadrent la mise en œuvre de la concertation tout au long de la procédure pour certains dossiers soumis à évaluation environnementale ;
- Considérant que la concertation prévue aux articles L103-2 et suivant du Code de l'Urbanisme est mise en œuvre pour certains dossiers soumis à évaluation environnementale et ce tout au long de la procédure (à compter de l'exécution de l'acte définissant les modalités jusqu'à la phase mise à disposition) ; L'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme vient préciser que la concertation peut être menée de manière facultative et que dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent ;
- Considérant que la connaissance de soumission à évaluation environnementale est connue en fin de projet, après retour de l'avis émis par l'autorité environnementale, dans le cadre du dossier cas par cas ad hoc ;
- Considérant que pour sécuriser la procédure et permettre une participation du public dans le cadre de la construction du projet, le Président de la CA2BM a décidé de mettre en place la concertation « préalable » à la présente procédure de modification de manière facultative ;
- Considérant que les articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme précisent que la concertation associe, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. L'article L.103-4 précise que les modalités de cette concertation doivent permettre « pendant une durée suffisante et selon

des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente ».

A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L. 103-3 en arrête le bilan.

- Considérant que le lancement de la procédure de modification est initié par le Président de l'EPCI au sens de l'article L. 153-37 du Code de l'Urbanisme ;
- Considérant qu'au sens de l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme, « avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux Maires des communes concernées par la modification ».
- Considérant que conformément à l'article R.104-33 du Code de l'Urbanisme, l'autorité compétente saisit l'autorité environnementale, pour avis conforme sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale

ARRETE

Article 1^{er} : En vertu du champ d'application de l'article L. 153-37 du Code de l'Urbanisme, une procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer est engagée.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 103-3 du Code de l'Urbanisme, les modalités de concertation suivantes seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :

- Un registre sera mis en place en Mairie d'Etaples-sur-Mer, commune où il est projeté d'effectuer une modification du Plan Local d'Urbanisme ;
- Une information sur la procédure sera affichée sur le site Internet de la CA2BM et mise à jour tout au long de la procédure ;
- Une adresse électronique modificationurbanisme3@ca2bm.fr permettra de recueillir les observations et contributions du public.

Cette concertation permet d'associer la population à la construction du projet. Les différents canaux proposés permettent de toucher un public large. Les modalités de concertation du public seront mises en place à compter de l'exécution du présent arrêté et jusqu'à la phase mise à disposition du public. Le bilan de la concertation sera joint au dossier de mise à disposition du public.

Article 3 : Avant la mise à disposition du public, le projet sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 ainsi qu'à la commune concernée conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme. En outre, il sera transmis pour examen au cas-par-cas ad hoc auprès de l'autorité environnementale afin de savoir s'il est soumis ou non à une évaluation environnementale.

Article 4 : Le dossier de mise à disposition du public, dont les modalités seront fixées par délibération du Conseil Communautaire, comprendra l'exposé des motifs, et le cas échéant, les avis émis (personnes publiques associées, Autorité environnementale, commune concernée), ainsi que le bilan de la concertation.

Article 5 : A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par

délibération motivée conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 : Conformément à l'article R. 153-20 à R. 153-22 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois et en Mairie d'Etaples-sur-Mer durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. Le présent arrêté sera également publié sur le site internet de la CA2BM ainsi que sur le Géoportail de l'Urbanisme.

Article 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le présent arrêté sera transmis à :

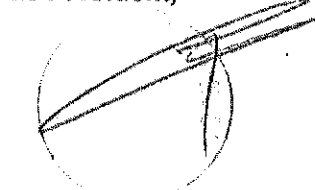
- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer au titre du contrôle de légalité ;
- Monsieur le Maire de la commune d'Etaples-sur-Mer ;

L'arrêté sera exécutoire à compter de sa transmission au Préfet.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 23 décembre 2024

Le Président,



Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20241223-2024-116-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

Avis de décès



CROISILLES

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Monsieur Guy ERET

survenu le mardi 31 décembre 2024, à l'âge de 65 ans.

La cérémonie civile sera célébrée le mardi 7 janvier 2025 à 10 heures au crématorium du Pays d'Artois de Beaurains, où l'on se réunira à partir de 9 h 45.

Selon sa volonté, les cendres de Guy reposeront au cimetière d'Arras.

Le salut du corps tiendra lieu de condoléances.

De la part de
Maunette ERET-CADET, son épouse,
David et Sabine ERET,
Laurent et Jenny ERET,
Virginie et Ahmed AMARA-ERET, ses enfants,
ses petits-enfants et son arrière-petite-fille,
son frère, ses beaux-frères et ses belles-sœurs,
ses neveux et nièces.

Dans l'attente de ses funérailles, Monsieur Guy ERET repose au salon de Beauvoir, de la Maison des Obsèques de Beaurains, 19, rue Jehan Bodel où la famille recevra les visites les samedi 4 et dimanche 5 janvier de 14 heures à 16 heures.

Ni plaques, ni fleurs s'il vous plaît.

Vous pouvez déposer vos condoléances sur le site
arrasfuneraire.lamaisondesobsèques.fr

Pompes Funèbres La Maison des Obsèques
19, rue Jehan Bodel - 62217 BEAURAINS
03.21.24.04.04

GIVENCHY-LE-NOBLE

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

Madame Marie-Joseph LUC
née DOIGNIES

survenu le mardi 31 décembre 2024, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 janvier 2025 en l'église Saint-Nicolas d'Avesnes-le-Comte à 10 h 30, où l'on se réunira à partir de 10 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Givenchy-le-Noble.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

De la part de

Monsieur Pierre LUC †, son époux,

Isabelle et Philippe MORTREUX-LUC,
Françoise et Camille † DELVALLEZ-LUC,
Philippe et Dominique † LUC-MONCHY,
ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Antonio TEIXEIRA,

Monsieur † et Madame BEGUIN-DOIGNIES,
Monsieur et Madame DOIGNIES-CASSOLI,
son frère, sa sœur, son beau-frère et sa belle-sœur,

ses neveux et nièces,
toute la famille,

ses nombreux amis et voisins,
l'ensemble du personnel de l'EHPAD Santerre de Roye.

Ni plaques, ni fleurs artificielles, s'il vous plaît.

Dans l'attente de ses funérailles, Madame LUC repose au domicile de sa fille, 30, rue d'Ambrières à Givenchy-le-Noble, où la famille recevra ses visiteurs vendredi 3, samedi 4, dimanche 5 et lundi 6 janvier 2025 de 16 heures à 19 heures.

Un livre de condoléances est ouvert
sur www.pompesfunebres-duflos.com

Pompes Funèbres DUFLOS et Fils
AVESNES-LE-COMTE - 63, Grande Rue
03.21.58.55.23

ARRAS

Claude DEDEURWAERDER †, son époux,
Guy et Paola DEDEURWAERDER,
Eric DEDEURWAERDER et Catherine FRUCHART, ses enfants,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
et toute la famille,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

**Madame
Jacqueline DEDEURWAERDER**
née LEFEBVREsurvenu le mercredi 1er janvier 2025, dans sa 89^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 janvier 2025, à 10 h 30, en l'église Saint-Sauveur, 1, rue Gaston Debray à Arras, suivie de l'incinération dans l'intimité familiale au crématorium de Beaurains.

Réunion à l'église à 10 h 15.

Ni fleurs, ni plaques, s'il vous plaît.

Dans l'attente de ses funérailles, Madame Jacqueline DEDEURWAERDER repose au funérarium, 4, place de la Vacquerie à Arras, où vous pourrez vous recueillir de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

POMPES FUNÈRES GÉNÉRALES
2 et 4, place de la Vacquerie - 62000 ARRAS
03.21.23.17.37

SAINT-NICOLAS-LEZ-ARRAS

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

Madame Marcelle FOURNIER
née DEBERLES
veuve d'André FOURNIER

survenu le mercredi 1er janvier 2025, à l'âge de 85 ans.

Les funérailles religieuses auront lieu le lundi 6 janvier 2025 à 15 heures en l'église de Saint-Nicolas-lez-Arras, suivies de l'inhumation au cimetière dudit lieu.

Réunion à l'église à 14 h 45.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

De la part de
Nathalie FOURNIER et Frédéric KARASINSKI,
Dominique FOURNIER,
Christophe FOURNIER,
Cédric FOURNIER † et sa fille Lou-Anne,
ses enfants et sa petite-fille,
Sandra HENOCQ,
ses frères et sœurs,
toute la famille,
Madame Muriel LEMOINE,
ses voisins et amis.

La famille remercie les docteurs COURDENT GRACEFFA et l'ensemble du personnel de l'EHPAD "Les Jardins du Crinchoir" d'Achicourt, Caroline DELORME et Laetitia VASSEUR, ses infirmières libérales, pour leur dévouement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Dans l'attente de ses funérailles, Madame FOURNIER repose au funérarium des pompes funèbres de l'Artois, 29, rue Anatole France à Saint-Nicolas-lez-Arras, où la famille recevra les visites les vendredi 3, samedi 4 et dimanche 5 janvier de 16 heures à 18 heures.

Pompes Funèbres de l'Artois - Le Choix Funéraire
29, rue Anatole-France - 62223 SAINT-NICOLAS
03.21.07.87.07

Remerciements

ACHIET-LE-GRAND

Par votre présence, vos messages de condoléances, vos gestes d'amitié lors des funérailles de

Marie-Agnès DESSENNE
née LESCROART
veuve de Jean-Paul DESSENNE

vous avez partagé notre peine.

Nous vous exprimons notre vive reconnaissance et vous remercions très sincèrement.

Ses enfants, petits-enfants et toute la famille.

Maison Dessein et fils - Bapaume
03.21.07.11.68



ATHIES

Toute la famille, très touchée par les marques de sympathie reçues lors du décès de

Monsieur Pierre DUHAUTOIS

vous remercie du fond du cœur.

Pompes Funèbres DUFLOS et Fils
SAINTE-CATHERINE - 7 et 9, route de Béthune
03.21.71.48.74

VÉLU

Toute la famille remercie les personnes qui ont assisté aux obsèques de

Madame Francine BOUVET

et celles qui lui ont témoigné des marques de sympathie

Maison Dessein et fils - Bapaume
03.21.07.11.68

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

AVIS DE CONCERTATION PRÉALABLE

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS**

AVIS AU PUBLIC

LANCEMENT et DÉFINITION DES MODALITÉS DE CONCERTATION
de la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Étaples-sur-Mer

Le public est informé que le président a décidé :

- Du retrait de l'arrêté n° 2024-72 du 22 juillet 2024 engageant la procédure de modification du PLU d'Étaples par arrêté n° 2024-115 en date du 23 décembre 2024 ;
- D'engager et définir les modalités de concertation « préalable » à la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Étaples (phase de co-construction du projet), par arrêté n° 2024-116 en date du 23 décembre 2024.

Le public pourra consigner ses observations par courriel à l'adresse suivante : modificationurbanisme@ca2bm.fr ainsi que sur le registre qui sera consultable par le public dans la mairie concernée aux jours et heures habituels d'ouverture du public, pour qu'il puisse consigner ses remarques. La concertation « préalable » est menée à compléter de l'engagement de la procédure jusqu'à la phase mise à disposition.

Avant approbation, le dossier sera mis à disposition du public afin de recueillir les éventuelles observations du public dont les modalités seront définies par délibération du conseil communautaire.

Une information sur la procédure sera publiée sur le site internet de la CA2BM et mise à jour tout au long de la procédure. Le présent arrêté sera également publié sur le site internet.

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNE DE BETHUNE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL PAR TRANSFERT D'OFFICE DE LA VOIRIE DE LA CITÉ DES FLEURS

Par arrêté n° 2024-1442 du 12/11/2024, M. le Maire de Béthune, a ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de classement de la voirie constituant la cité des Fleurs en vue de l'inclure dans le domaine public communal par transfert d'office.

L'enquête publique se tiendra du jeudi 2 janvier au mercredi 22 janvier 2025 inclus. M. Didier CHAPPE a été désigné Commissaire-enquêteur.

Durant toute l'enquête publique, le dossier d'enquête publique sera consultable par le public à l'hôtel de ville de la mairie de Béthune du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Des observations peuvent être consignées dans le registre d'enquête à l'hôtel de ville, ou transmises à destination de M. le Commissaire enquêteur qui les annexera au registre par voie postale : 6, Place du 04 Septembre 62407 Béthune, ou par mail : enquêtespubliques@ville-bethune.fr

Le commissaire-enquêteur assurera des permanences à l'hôtel de ville de la mairie :

- le jeudi 2 janvier 2025 de 9:00 à 12:00 ;

- le mercredi 22 janvier de 14:00 à 17:00 ;

À l'issue de l'enquête, le rapport du commissaire-enquêteur énonçant ses conclusions motivées sera tenu à disposition du public en Mairie de Béthune et sur le site internet de la ville.

LA VOIX DU NORD

Retrouvez nos annonces légales sur lavoxdunord.fr en flashant ce QR Code

Site internet : engagement procédure

19/10 - Cloud CA2BM x Les procédures en cours - Com x +

ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours



La CA2BM

Services au public

Urbanisme

Développer

> Urbanisme > Les procédures en cours



Outre le lancement du PLUI (voir onglet spécifique), la CA2BM est compétente en matière d'élaboration et modification des documents d'urbanisme (Plan local d'urbanisme, Plan d'occupation des sols, Carte communale), depuis le 1^{er} janvier 2017.

Dans ce cadre, la communauté d'agglomération peut faire évoluer ponctuellement les documents d'urbanisme communaux (CC, PLU et POS), sur des critères restreints et bien définis (code de l'urbanisme – articles L 153-36 et suivants). Ces procédures de modification peuvent être engagées le temps de l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal, et ce jusqu'à son approbation.

La CA2BM mène les procédures administratives pour le compte de ses 46 communes.

Après l'approbation du PLUI de la CA2BM, les POS, les CC et PLU seront supprimés et remplacés par le PLUI qui règlera l'ensemble du territoire.

Voici les procédures en cours qui concernent les documents en vigueur dans les communes ainsi que les liens permettant l'accès aux différents supports de ces modifications / élaborations.

MODIFICATIONS ET ELABORATIONS DE DOCUMENTS D'URBANISME EN COURS

MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU D'ETAPLES SUR MER

Lancée par arrêté du Président n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 une procédure de modification simplifiée du PLU communal est en cours d'élaboration par la CA2BM. Les modalités de concertation tout au long de la procédure ont été définies par ce même arrêté.

ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours



La CA2BM

Services au public

Urbanisme

Développer

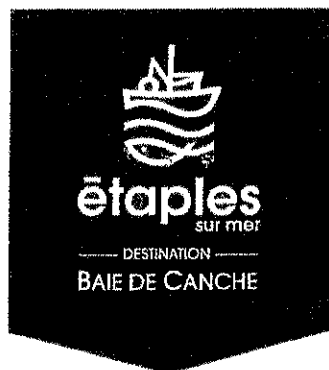


Vous trouverez ci-dessous :

- Un arrêté d'engagement de la procédure de modification simplifiée
- Une note d'information relative au projet de modification simplifiée

Concertation du public : Dans le cadre de cette procédure, une concertation du public a été mise en œuvre. Cette concertation préalable à la mise à disposition a pour objectif de permettre au public d'être associé aux projets et de formuler des observations et propositions afin de concourir à une action publique transparente et efficace.

Le public pourra consigner ses observations par courriel à l'adresse suivante : modificationurbanisme3@ca2bm.fr ainsi que sur le registre mis à disposition du public à la mairie d'Etaples aux jours et heures habituels d'ouverture.



Mairie d'Étaples-sur-mer
Place du Général de Gaulle
62630 Étaples-sur-mer

☎ 03 21 89 62 62
✉ contact@etaples-sur-mer.net
🌐 www.etaples-sur-mer.fr

Etaples-sur-mer, le 27 janvier 2025

Certificat d'affichage

Arrêté du Président de la CA2BM n°2024-116 portant engagement de la procédure de modification simplifiée du PLAN LOCAL d'URBANISME et définissant les modalités de concertation tout au long de la procédure.

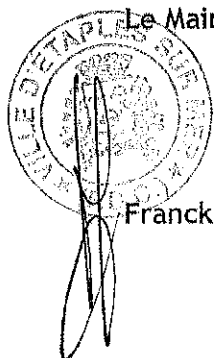
Le Maire de la commune d'Étaples-sur-mer ,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté de M. le Président de la CA2BM n°2024-116 portant engagement de procédure de modification simplifiée relative à la zone UE du PLU.

Cet arrêté a été affiché du 26/12/2024 au 27/01/2025, à la porte de la Mairie, selon les modalités habituelles.

Pour faire valoir ce que de droit.

Le Maire,



Franck TINDILLER



Certificat d'affichage arrêté PLU pour 26 01 2025



Montreuil-sur-Mer, le 29 janvier 2025

Certificat d'affichage

Arrêté du Président n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 portant engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU de la Commune d'Etaples et définissant les modalités de concertation tout au long de la procédure.

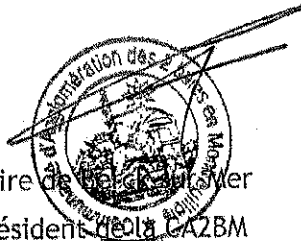
Le Président de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois,

Certifie avoir fait :

- afficher l'arrêté n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 portant engagement de la procédure de modification du 24 décembre 2024 du au 29 janvier 2025 inclus **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés** ;
- mention de cet affichage **dans un journal diffusé dans le département** ;
- publier au **recueil des actes administratifs** ;
- publier l'arrêté susmentionné **sur le site internet de la CA2BM** ;

Pour faire valoir ce que de droit.

Bruno COUSEIN



Maire de Berck-sur-Mer

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck



Plan Local d'Urbanisme

Commune Etaples-sur-Mer

Modification simplifiée du PLU

SOMMAIRE - Dossier administratif

Partie 2 : Concertation tout au long de la procédure



Numéro de l'acte	2024-116
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples et définition des modalités de concertation

- **Le Président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois,**
- Vu l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103.2 et suivants, L.153-36 à L.153-40, L.153-45 à L. 153-48, R. 104-12, R104-33 à R104-37, R. 153-20 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la Communauté d'Agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Etaples-sur-Mer en date du 16 décembre 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération n°2017-330 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2017 approuvant la mise en compatibilité du PLU d'Etaples-sur-Mer dans le cadre d'une Déclaration de Projet ;
- Vu la délibération n°2022-163 du Conseil Communautaire en date du 19 mai 2022 approuvant une modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer ;
- Considérant la nécessité de procéder à diverses modifications du Plan Local d'Urbanisme afin d'adapter certains points réglementaires en vue de permettre à la municipalité de mener sa politique urbaine et d'être en accord avec son évolution sociétale, sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme, de modifier le document ;
- Considérant la nécessité de procéder la modification du Plan Local d'Urbanisme afin de faire évoluer le règlement écrit et graphique du PLU communal sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme ;
- Considérant que la procédure de modification simplifiée porte sur l'adaptation de certaines dispositions du règlement écrit et graphique du PLU d'Etaples-sur-Mer, plus précisément au sein de la zone UE correspondant à la zone industrielle et artisanale du PLU et de son sous-secteur UEc spécifique aux commerces. Le but de cette procédure est d'apporter des modifications mineures au document ;

Elle prévoit notamment de mettre en cohérence le règlement avec les activités préexistantes sur la zone d'activité, d'adapter certains points au règlement écrit afin de mieux intégrer les projets (Introduction des objectifs de « verdissement » au sein de la

zone, issues de la loi Climat & Résilience et de la loi APER, pour permettre une insertion paysagère de qualité des futurs aménagements projetés et apporter une plus-value à l'entrée de ville de la commune) mais aussi d'étendre légèrement le sous-secteur UEc et enfin d'adapter et préciser les dispositions propres à ces secteurs au sein du règlement écrit ;

- Considérant qu'aux vues des modifications envisagées, il y a lieu d'adapter les pièces constitutives du PLU ;
- Considérant que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :
 - Changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durable ;
 - Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
 - Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- Considérant en conséquence que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;
- Considérant que l'ensemble des modifications apportées n'ont pas pour effet :
 - Soit de majorer de plus de 10% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
 - Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
 - Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- Considérant en conséquence que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la modification de droit commun ;
- Considérant que les articles L. 103.2 et suivants du Code de l'Urbanisme prévoient et encadrent la mise en œuvre de la concertation tout au long de la procédure pour certains dossiers soumis à évaluation environnementale ;
- Considérant que la concertation prévue aux articles L103-2 et suivant du Code de l'Urbanisme est mise en œuvre pour certains dossiers soumis à évaluation environnementale et ce tout au long de la procédure (à compter de l'exécution de l'acte définissant les modalités jusqu'à la phase mise à disposition) ; L'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme vient préciser que la concertation peut être menée de manière facultative et que dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent ;
- Considérant que la connaissance de soumission à évaluation environnementale est connue en fin de projet, après retour de l'avis émis par l'autorité environnementale, dans le cadre du dossier cas par cas ad hoc ;
- Considérant que pour sécuriser la procédure et permettre une participation du public dans le cadre de la construction du projet, le Président de la CA2BM a décidé de mettre en place la concertation « préalable » à la présente procédure de modification de manière facultative ;
- Considérant que les articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme précisent que la concertation associe, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. L'article L.103-4 précise que les modalités de cette concertation doivent permettre « pendant une durée suffisante et selon

des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente ».

A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L. 103-3 en arrête le bilan.

- Considérant que le lancement de la procédure de modification est initié par le Président de l'EPCI au sens de l'article L. 153-37 du Code de l'Urbanisme ;
- Considérant qu'au sens de l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme, « avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux Maires des communes concernées par la modification ».
- Considérant que conformément à l'article R.104-33 du Code de l'Urbanisme, l'autorité compétente saisit l'autorité environnementale, pour avis conforme sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale

ARRETE

Article 1^{er} : En vertu du champ d'application de l'article L. 153-37 du Code de l'Urbanisme, une procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer est engagée.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 103-3 du Code de l'Urbanisme, les modalités de concertation suivantes seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :

- Un registre sera mis en place en Mairie d'Etaples-sur-Mer, commune où il est projeté d'effectuer une modification du Plan Local d'Urbanisme ;
- Une information sur la procédure sera affichée sur le site Internet de la CA2BM et mise à jour tout au long de la procédure ;
- Une adresse électronique modificationurbanisme3@ca2bm.fr permettra de recueillir les observations et contributions du public.

Cette concertation permet d'associer la population à la construction du projet. Les différents canaux proposés permettent de toucher un public large. Les modalités de concertation du public seront mises en place à compter de l'exécution du présent arrêté et jusqu'à la phase mise à disposition du public. Le bilan de la concertation sera joint au dossier de mise à disposition du public.

Article 3 : Avant la mise à disposition du public, le projet sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 ainsi qu'à la commune concernée conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme. En outre, il sera transmis pour examen au cas-par-cas ad hoc auprès de l'autorité environnementale afin de savoir s'il est soumis ou non à une évaluation environnementale.

Article 4 : Le dossier de mise à disposition du public, dont les modalités seront fixées par délibération du Conseil Communautaire, comprendra l'exposé des motifs, et le cas échéant, les avis émis (personnes publiques associées, Autorité environnementale, commune concernée), ainsi que le bilan de la concertation.

Article 5 : A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par

délibération motivée conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 : Conformément à l'article R. 153-20 à R. 153-22 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois et en Mairie d'Etaples-sur-Mer durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. Le présent arrêté sera également publié sur le site internet de la CA2BM ainsi que sur le Géoportail de l'Urbanisme.

Article 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le présent arrêté sera transmis à :

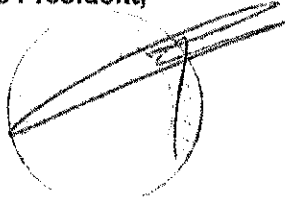
- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer au titre du contrôle de légalité ;
- Monsieur le Maire de la commune d'Etaples-sur-Mer ;

L'arrêté sera exécutoire à compter de sa transmission au Préfet.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 23 décembre 2024

Le Président,



Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20241223-2024-116-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

Site internet : Concertation tout au long de la procédure

Cloud CA2BM X Les procédures en cours - Cour X
ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours



La CA2BM Services au public Urbanisme Développer

> Urbanisme > Les procédures en cours



Où le lancement du PLUi (voir onglet spécifique), la CA2BM est compétente en matière d'élaboration et modification des documents d'urbanisme (Plan local d'urbanisme, Plan d'occupation des sols, Carte communale), depuis le 1^{er} janvier 2017.

Dans ce cadre, la communauté d'agglomération peut faire évoluer ponctuellement les documents d'urbanisme communaux (CC, PLU et POS), sur des critères restreints et bien définis (code de l'urbanisme - articles L 153-36 et suivants). Ces procédures de modification peuvent être engagées le temps de l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal, et ce jusqu'à son approbation.

La CA2BM mène les procédures administratives pour le compte de ses 46 communes.

Après l'approbation du PLUi de la CA2BM, les POS, les CC et PLU seront supprimés et remplacés par le PLUi qui réglera l'ensemble du territoire.

Voici les procédures en cours qui concernent les documents en vigueur dans les communes ainsi que les liens permettant l'accès aux différents supports de ces modifications / élaborations.

MODIFICATIONS ET ELABORATIONS DE DOCUMENTS D'URBANISME EN COURS

MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU D'ETAPLES SUR MER

Lancée par arrêté du Président n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 une procédure de modification simplifiée du PLU communal est en cours d'élaboration par la CA2BM. Les modalités de concertation tout au long de la procédure ont été définies par ce même arrêté.

ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours



La CA2BM Services au public Urbanisme Développer



Vous trouverez ci-dessous :

- Un arrêté d'engagement de la procédure de modification simplifiée
- Une note d'information relative au projet de modification simplifiée

Concertation du public : Dans le cadre de cette procédure, une concertation du public a été mise en œuvre. Cette concertation préalable à la mise à disposition a pour objectif de permettre au public d'être associé aux projets et de formuler des observations et propositions afin de concourir à une action publique transparente et efficace.

Le public pourra consigner ses observations par courriel à l'adresse suivante : modificationurbanisme3@ca2bm.fr ainsi que sur le registre mis à disposition du public à la mairie d'Étaples aux jours et heures habituels d'ouverture.

Modification simplifiée du PLU d'Etaples

La procédure de modification simplifiée porte sur l'adaptation de certaines dispositions du règlement écrit du PLU d'Etaples, plus précisément au sein de la zone UE correspondant à la zone industrielle et artisanale du PLU et de son sous-secteur UEc spécifique aux commerces.

Le but de cette procédure est d'apporter des modifications mineures au document.

Elle prévoit notamment de mettre en cohérence le règlement avec les activités préexistantes sur la zone d'activité, d'adapter certains points au règlement écrit afin de mieux intégrer les projets (Introduction des objectifs de « verdissement » au sein de la zone, issues de la loi Climat & Résilience et de la loi APER, pour permettre une insertion paysagère de qualité des futurs aménagements projetés et apporter une plus-value à l'entrée de ville de la commune) mais aussi d'étendre légèrement le sous-secteur UEc et enfin d'adapter et préciser les dispositions propres à ces secteurs au sein du règlement écrit ;

La modification simplifiée apporte des adaptations aux articles suivants :

- **Préambule** (Présentation de la zone UE et du sous-secteur UEc) : les modifications apportées ont pour objet d'afficher la vocation économique de la zone et d'apporter plus de clarté dans la composition de la zone UE en précisant que le secteur UEc sera uniquement dédié aux nouveaux commerces et activités de services.
- **Article UE2** (Occupations et utilisations du sols admises sous condition) Adapter l'écriture de cet article en dissociant les activités préexistantes sur la zone de celles qui peuvent nouvellement être admises.
- **Article UE3** (Accès et Voiries) : Précisions de l'article notamment avec l'apport du respect des dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.
- **Article UE6** (Implantation par rapport aux voies et diverses emprises publiques) A l'instar de l'article UE2, il s'agit de dissocier l'existant de ce qui est nouvellement admis tout en précisant certains points dans l'écriture de la règle d'implantation par rapport aux voies d'accès pour une meilleure compréhension. Une précision sur les accès techniques qui ne sont pas réglementés et également ajoutée.
- **Article UE7** (Implantation par rapport aux limites séparatives) Sécurisation de l'implantation des bâtiments en introduisant une règle d'implantation par rapport aux berges des cours d'eau.
- **Articles UE 8, 9** : non concernés
- **Article UE10** : adaptation mineure de la hauteur
- **Article UE11** (Aspect extérieur) : Introductions des dispositions relatives à l'article L171-4 du code de la construction et de l'habitation, issues de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 Climat et Résilience, relatives aux performances énergétiques et environnementales des bâtiments. Précisions au sein des dispositions particulières sur les clôtures en zone N pour assurer une meilleure transition en l'espace urbain et naturel.
- **Article UE12** (Stationnement des véhicules) Prise en compte des dispositions de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 APER et précisions sur le stationnement des véhicules motorisés et des vélos. Insertion d'une mention permettant de privilégier les matériaux perméables pour les espaces de stationnement.
- **Article UE13** : non concerné



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 21 mai 2025, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Daniel FASQUELLE a donné pouvoir à Bruno COUSEIN
Philippe COUSIN a donné pouvoir à Hubert DOUAY
Patrick HERLANGÉ a donné pouvoir à Jacques FLAHAUT
Pierre-Georges DACHICOURT a donné pouvoir à MICHEL KUCHARSKI
Jean-Marie MICHAULT a donné pouvoir à Marie-France BUZELIN
Claudine TORABI a donné pouvoir à Jocelyne CAULIER
Claudine OBERT a donné pouvoir à Danièle BERTIN
Jean-Jacques OPRESCO a donné pouvoir à Bernard MORGENTHALER
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à Sébastien BAILLET
Dominique DELSAUX a donné pouvoir à Gérard ANDRÉ
Bernard WAUQUIER a donné pouvoir à Franck TINDILLER
Josiane BOUTOILLE a donné pouvoir à Maryse MAILLART
Charles LANQUETIN a donné pouvoir à Gaston CALLEWAERT
Anthony JOUVENEL a donné pouvoir à Madeleine DERAMECOURT
Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à Valérie DELORME

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Thierry POILLET représenté par Jean-Claude JOURDAIN

Etaient absents excusés et non représentés :

Walter KAHN, Marc DELABY, Sébastien BETHOUART, Emile CREPIN, Christèle DEHARBE, Franck LEURETTE, Henri DELIANNE, Thierry SAMIEC, Daniel THILLIEZ, Jeannine SAMASSA

Secrétaire de séance : Marc BRIET

*Monsieur Jean-Luc BOUVIER est arrivé à 18h10 avant le vote de la délibération n°2025-121
Madame Françoise DENIS est arrivée à 18h13 avant le vote de la délibération n° 2025-122
Monsieur Hubert MAQUAIRE est arrivé à 18h15 avant le vote de la délibération n° 2025-126*

Fin de la séance : 19h58

- **Communication sur les décisions du Président et du Bureau**



Numéro de l'acte	2025-176
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Planification - Modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer - Bilan de la concertation tout au long de la procédure

• Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,

- Vu l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103.2 et suivants, L. 153-36 à L. 153-40, L. 153-45 à L. 153-48, R. 104-12, R104-33 à R104-37, R. 153-20 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Etaples-sur-Mer en date du 16 décembre 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération n°2017-330 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2017 approuvant la mise en compatibilité du PLU d'Etaples-sur-Mer dans la cadre d'une Déclaration de Projet ;
- Vu la délibération n°2022-163 du Conseil Communautaire en date du 19 mai 2022 approuvant une modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer ;
- Vu l'arrêté du Président de la CA2BM n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 portant engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer et définissant les modalités de concertation tout au long de la procédure ;
- Considérant que la concertation prévue aux articles L103-2 et suivant du Code de l'Urbanisme est mise en œuvre pour certains dossiers soumis à évaluation environnementale et ce tout au long de la procédure (à compter de l'exécution de l'acte définissant les modalités jusqu'à la phase mise à disposition) ;
- Considérant que l'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme vient préciser que la concertation peut être menée de manière facultative et que dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le Président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent ;
- Considérant que la connaissance de soumission à évaluation environnementale est connue en fin de projet, après retour de l'avis émis par l'autorité environnementale, dans le cadre du dossier cas par cas ad hoc ;
- Considérant que pour sécuriser la procédure et permettre une participation du public dans le cadre de la construction du projet, le Président de la CA2BM a décidé de mettre en place la concertation « préalable » à la présente procédure de modification de manière facultative ;
- Considérant que les articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme précisent que la concertation associe, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Les modalités de cette concertation doivent permettre « pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente ».

- Considérant qu'à l'issue de la concertation, le Conseil Communautaire en arrête le bilan et que ce bilan est joint au dossier de mise à disposition.
- Considérant que le dossier est prêt à être soumis à mise à disposition ;
- Considérant que conformément à l'arrêté n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 les modalités suivantes ont été mises en œuvre pendant toute la durée de l'élaboration du projet :
 - Un registre a été mis en place en Mairie d'Étaples-sur-Mer, commune où il est projeté d'effectuer une modification du Plan Local d'Urbanisme ;
 - Une information sur la procédure a été affichée sur le site internet de la CA2BM et mise à jour tout au long de la procédure ;
 - Une adresse électronique modificationurbanisme3@ca2bm.fr permettant de recueillir les observations et contributions du public a été créée .

Ces modalités de concertation du public ont été mises en place du 23 décembre 2024 au 16 mai 2025 (depuis l'exécution de l'acte définissant les modalités jusqu'à la phase mise à disposition du public).

Le bilan de la concertation sera joint au dossier de mise à disposition.

- Considérant que la population a pu avoir connaissance de cette concertation via une parution dans la presse au sein des annonces légales, sur le site internet et par voie d'affichage en Mairie et à la CA2BM. Différents canaux ont été proposés afin de collecter leurs observations;
- Considérant que des éléments liés à la procédure ont été publiés sur le site internet de la CA2BM et qu'ils étaient proportionnés à la modification (actes, note explicative) ;
- Considérant qu'aucune inscription n'a été portée sur le registre de concertation mis à disposition en Mairie ;
- Considérant qu'aucune observation n'a été formulée sur l'adresse mail créée à cet effet.
- Considérant qu'il revient au Conseil Communautaire d'en arrêter le bilan en application de l'article L.103-6 du Code de l'Urbanisme ;
- Considérant que la présente délibération fera l'objet :
 - d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois et en Mairie d'Étaples-sur-Mer durant un mois ;
 - d'une publication au registre des actes administratifs et sur le site internet de la CA2BM.

La délibération deviendra exécutoire à compter de la transmission au Préfet.

Après avoir entendu l'exposé du Vice-Président et en avoir délibéré,

Le Conseil Communautaire décide :

- de constater que la procédure de concertation relative à la modification du PLU de la commune d'Étaples-sur-Mer concernant l'adaptation de certains points réglementaires s'est déroulée conformément aux dispositions des articles L 103-2 et L 103-3 du Code de l'Urbanisme et selon les modalités définies dans l'arrêté du Président n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 ;
- d'arrêter le bilan de la concertation ;
- de poursuivre la mise en œuvre de la procédure d'évolution du PLU et d'annexer le bilan au dossier d'enquête publique ;
- de préciser que cette délibération sera transmise à Monsieur le Préfet ainsi qu'à la commune concernée.

Adopté à l'Unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de

deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

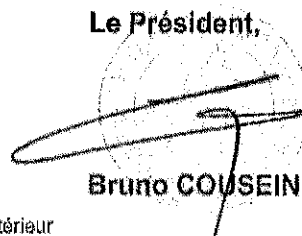
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le secrétaire de séance,

Marc BRIET



Le Président,



Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20250527-2025-176-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2025
Publication : 28/05/2025



Bilan de la concertation

— Modification simplifiée de PLU de la commune d'Etaples- sur-Mer

1/ CONTEXTE DE LA PROCEDURE

Une procédure de modification simplifiée du PLU communal d'Etaples a été engagée par arrêté du Président n°2024-116 en date du 23 décembre 2024.

La procédure porte sur l'adaptation de certaines dispositions du règlement écrit et graphique du PLU d'Etaples, plus précisément au sein de la zone UE correspondant à la zone industrielle et artisanale du PLU et de son sous-secteur UEc spécifique aux commerces. Le but de cette procédure est d'apporter des modifications mineures au document.

Elle prévoit notamment de mettre en cohérence le règlement avec les activités préexistantes sur la zone d'activité, d'adapter certains points au règlement écrit afin de mieux intégrer les projets (Introduction des objectifs de « verdissement » au sein de la zone, issues de la loi Climat & Résilience et de la loi APER, pour permettre une insertion paysagère de qualité des futurs aménagements projetés et apporter une plus-value à l'entrée de ville de la commune) mais aussi d'étendre légèrement le sous-secteur UEc et enfin d'adapter et préciser les dispositions propres à ces secteurs au sein du règlement écrit ;

2/ MODALITES DE CONCERTATION

Les modalités de concertation ont été fixées dans l'arrêté n°2024-116 en date du 23 décembre 2024.

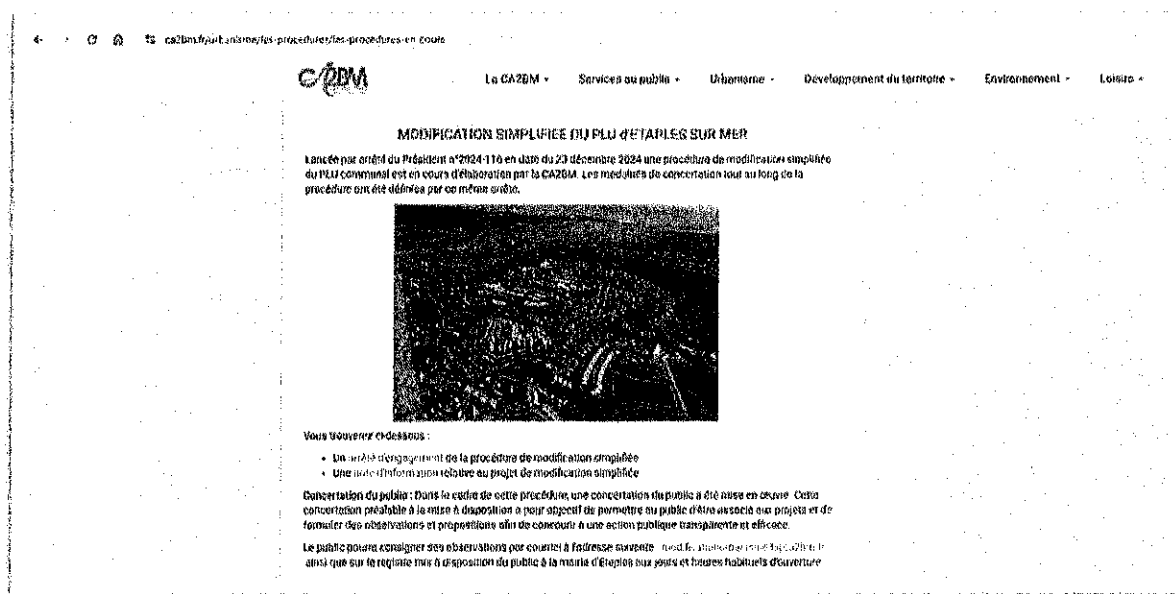
La concertation a pris place à compter de l'exécution de l'acte jusqu'à la mise en œuvre de la phase mise à disposition du public soit du 23 décembre 2024 au 16 mai 2025.

Afin de permettre au public (habitants, associations locales et autres personnes concernées) d'être associé au projet et de consigner ses observations et propositions, un registre a été mis en place en mairie d'Etaples, seule mairie concernée par le projet, et une adresse mail dédiée à la procédure a été créée.

Les modalités d'information et d'expression mises en place, conformément à la délibération de prescription, à savoir :

Pour s'informer :

L'ensemble des documents clés autour de la démarche ont été déposés sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>)



Pour contribuer :

- De manière numérique :

.Par courriel au sein de l'adresse modificationurbanisme3@ca2bm.fr

- Par moyens d'expression papier :

.La mise en place d'un registre de concertation en Mairie d'Etaples-sur-Mer située 1 place du Général de Gaulle, 62630 ETAPLES-SUR-MER.

3/ BILAN DE LA CONCERTATION

SYNTHESE DES CONTRIBUTIONS :

-0 contribution n'a été consignée dans le registre de concertation en Mairie d'Etaples-sur-Mer,

-0 contribution n'a été envoyée à l'adresse mail précitée,

Le présent bilan sera joint au dossier d'enquête publique.

4/ ANNEXES

ARRETE DE LANCEMENT



Numéro de l'acte	2024-116
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples et définition des modalités de concertation

- **Le Président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois,**
- Vu l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103.2 et suivants, L.153-36 à L.153-40, L.153-45 à L. 153-48, R. 104-12, R104-33 à R104-37, R. 153-20 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la Communauté d'Agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Etaples-sur-Mer en date du 16 décembre 2016 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération n°2017-330 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2017 approuvant la mise en compatibilité du PLU d'Etaples-sur-Mer dans le cadre d'une Déclaration de Projet ;
- Vu la délibération n°2022-163 du Conseil Communautaire en date du 19 mai 2022 approuvant une modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer ;
- Considérant la nécessité de procéder à diverses modifications du Plan Local d'Urbanisme afin d'adapter certains points réglementaires en vue de permettre à la municipalité de mener sa politique urbaine et d'être en accord avec son évolution sociétale, sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme, de modifier le document ;
- Considérant la nécessité de procéder la modification du Plan Local d'Urbanisme afin de faire évoluer le règlement écrit et graphique du PLU communal sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme ;
- Considérant que la procédure de modification simplifiée porte sur l'adaptation de certaines dispositions du règlement écrit et graphique du PLU d'Etaples-sur-Mer, plus précisément au sein de la zone UE correspondant à la zone industrielle et artisanale du PLU et de son sous-secteur UEc spécifique aux commerces. Le but de cette procédure est d'apporter des modifications mineures au document ;

Elle prévoit notamment de mettre en cohérence le règlement avec les activités préexistantes sur la zone d'activité, d'adapter certains points au règlement écrit afin de mieux intégrer les projets (Introduction des objectifs de « verdissement » au sein de la

zone, issues de la loi Climat & Résilience et de la loi APER, pour permettre une insertion paysagère de qualité des futurs aménagements projetés et apporter une plus-value à l'entrée de ville de la commune) mais aussi d'étendre légèrement le sous-secteur UEc et enfin d'adapter et préciser les dispositions propres à ces secteurs au sein du règlement écrit ;

- Considérant qu'aux vues des modifications envisagées, il y a lieu d'adapter les pièces constitutives du PLU ;
- Considérant que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :
 - Changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durable ;
 - Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
 - Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- Considérant en conséquence que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;
- Considérant que l'ensemble des modifications apportées n'ont pas pour effet :
 - Soit de majorer de plus de 10% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
 - Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
 - Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- Considérant en conséquence que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la modification de droit commun ;
- Considérant que les articles L. 103.2 et suivants du Code de l'Urbanisme prévoient et encadrent la mise en œuvre de la concertation tout au long de la procédure pour certains dossiers soumis à évaluation environnementale ;
- Considérant que la concertation prévue aux articles L103-2 et suivant du Code de l'Urbanisme est mise en œuvre pour certains dossiers soumis à évaluation environnementale et ce tout au long de la procédure (à compter de l'exécution de l'acte définissant les modalités jusqu'à la phase mise à disposition) ; L'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme vient préciser que la concertation peut être menée de manière facultative et que dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent ;
- Considérant que la connaissance de soumission à évaluation environnementale est connue en fin de projet, après retour de l'avis émis par l'autorité environnementale, dans le cadre du dossier cas par cas ad hoc ;
- Considérant que pour sécuriser la procédure et permettre une participation du public dans le cadre de la construction du projet, le Président de la CA2BM a décidé de mettre en place la concertation « préalable » à la présente procédure de modification de manière facultative ;
- Considérant que les articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme précisent que la concertation associe, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. L'article L.103-4 précise que les modalités de cette concertation doivent permettre « pendant une durée suffisante et selon

des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente ».

A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L. 103-3 en arrête le bilan.

- Considérant que le lancement de la procédure de modification est initié par le Président de l'EPCI au sens de l'article L. 153-37 du Code de l'Urbanisme ;
- Considérant qu'au sens de l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme, « avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux Maires des communes concernées par la modification ».
- Considérant que conformément à l'article R.104-33 du Code de l'Urbanisme, l'autorité compétente saisit l'autorité environnementale, pour avis conforme sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale

ARRETE

Article 1^{er} : En vertu du champ d'application de l'article L. 153-37 du Code de l'Urbanisme, une procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer est engagée.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 103-3 du Code de l'Urbanisme, les modalités de concertation suivantes seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :

- Un registre sera mis en place en Mairie d'Etaples-sur-Mer, commune où il est projeté d'effectuer une modification du Plan Local d'Urbanisme ;
- Une information sur la procédure sera affichée sur le site internet de la CA2BM et mise à jour tout au long de la procédure ;
- Une adresse électronique modificationurbanisme3@ca2bm.fr permettra de recueillir les observations et contributions du public.

Cette concertation permet d'associer la population à la construction du projet. Les différents canaux proposés permettent de toucher un public large. Les modalités de concertation du public seront mises en place à compter de l'exécution du présent arrêté et jusqu'à la phase mise à disposition du public. Le bilan de la concertation sera joint au dossier de mise à disposition du public.

Article 3 : Avant la mise à disposition du public, le projet sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 ainsi qu'à la commune concernée conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme. En outre, il sera transmis pour examen au cas-par-cas ad hoc auprès de l'autorité environnementale afin de savoir s'il est soumis ou non à une évaluation environnementale.

Article 4 : Le dossier de mise à disposition du public, dont les modalités seront fixées par délibération du Conseil Communautaire, comprendra l'exposé des motifs, et le cas échéant, les avis émis (personnes publiques associées, Autorité environnementale, commune concernée), ainsi que le bilan de la concertation.

Article 5 : A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par

délibération motivée conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 : Conformément à l'article R. 153-20 à R. 153-22 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois et en Mairie d'Etaples-sur-Mer durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. Le présent arrêté sera également publié sur le site internet de la CA2BM ainsi que sur le Géoportail de l'Urbanisme.

Article 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le présent arrêté sera transmis à :

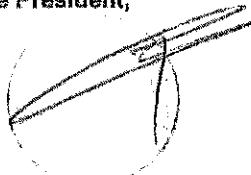
- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer au titre du contrôle de légalité ;
- Monsieur le Maire de la commune d'Etaples-sur-Mer ;

L'arrêté sera exécutoire à compter de sa transmission au Préfet.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 23 décembre 2024

Le Président,



Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

062-200069029-20241223-2024-116-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

CERTIFICATS D'AFFICHAGE



Montreuil-sur-Mer, le 29 janvier 2025

Certificat d'affichage

Arrêté du Président n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 portant engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU de la Commune d'Etaples et définissant les modalités de concertation tout au long de la procédure.

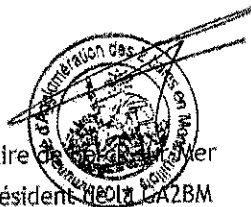
Le Président de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois,

Certifie avoir fait :

- afficher l'arrêté n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 portant engagement de la procédure de modification du 24 décembre 2024 du au 29 janvier 2025 inclus en la forme habituelle et aux lieux accoutumés ;
- mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département ;
- publier au recueil des actes administratifs ;
- publier l'arrêté susmentionné sur le site internet de la CA2BM ;

Pour faire valoir ce que de droit.

Bruno COUSEIN



Maire de Berck
Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck



Mairie d'Étapes-sur-mer
Place du Général de Gaulle
62630 Étapes-sur-mer

☎ 03 21 89 62 62
✉ contact@etapes-sur-mer.net
🌐 www.etapes-sur-mer.fr

Étapes-sur-mer, le 27 janvier 2025

Certificat d'affichage

Arrêté du Président de la CA2BM n°2024-116 portant engagement
de la procédure de modification simplifiée du PLAN LOCAL d'URBANISME
et définissant les modalités de concertation tout au long de la procédure.

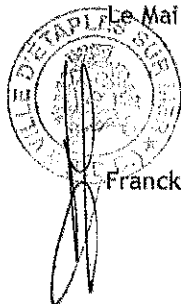
Le Maire de la commune d'Étapes-sur-mer,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté de M. le Président de la CA2BM n°2024-116 portant
engagement de procédure de modification simplifiée relative à la zone UE du PLU.

Cet arrêté a été affiché du 26/12/2024 au 27/01/2025, à la porte de la Mairie, selon
les modalités habituelles.

Pour faire valoir ce que de droit.

Le Maire,



Franck TINDILLER



2024-2025 - BFDU



Certificat d'affichage arrêté PLU pour 26 01 2025

AVIS DE DÉCÈS



CROISILLES

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Monsieur Guy ERET

succédé le mardi 31 décembre 2024, à l'âge de 63 ans.

La cérémonie civile sera célébrée le mardi 7 janvier 2025 à 10 heures au cimetière des Pays d'Arras de Beaumont, où l'on se réunira à partir de 9 h 45. Selon sa volonté, les cendres de Guy reposent au cimetière d'Arras.

Le salut du corps tiendra lieu de condoléances.

De la part de
Mauricette ERET-CADET, son épouse,
David et Babine ERET,
Laurent et Jenny ERET,
Virginie et Ahmed AMARA-ERET, ses enfants,
ses petits-enfants et son arrière-petite-fille,
son frère, ses beaux-frères et ses belles-sœurs,
ses neveux et nièces.

Dans l'attente de ses funérailles, Monsieur Guy ERET repose au salon de Beaumont, de la maison des Obsèques de Beaumont, 19, rue Jehan Bodel où la famille recevra les visites les samedi 4 et dimanche 5 janvier de 14 heures à 16 heures.

Ni plaques, ni fleurs s'il vous plaît.

Vous pouvez déposer vos condoléances sur le site
en ligne : www.maison-des-obsèques.fr

Pompes Funèbres La Maison des Obsèques
19, rue Jehan Bodel - 62217 BEAUMONT
☎ 03.21.24.04.04

GIVENCHY-LE-NOBLE

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

Madame Marie-Joseph LUC

née DOIGNIES

succédée le mardi 31 décembre 2024, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 janvier 2025 en l'église Saint-Nicolas d'Avesnes-le-Comte à 10 h 30, où l'on se réunira à partir de 10 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Givenchy-le-Noble. L'offrande tiendra lieu de condoléances.

De la part de

Monsieur Pierre LUC †, son époux,

Isabelle et Philippe MORTREUX-LUC,
Françoise et Camille DELVALLEZ-LUC,
Philippe et Dominique LUC-MONCHY,
ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Antonio TEIXEIRA,

Monsieur † et Madame BEGUIN-DOIGNIES,
Monsieur et Madame DOIGNIES-CASSOLI,
son frère, sa sœur, son beau-frère et sa belle-sœur,

ses neveux et nièces,
toute la famille,

ses nombreux amis et voisins,
l'ensemble du personnel de l'EHPAD Soutenez de Roye.

Ni plaques, ni fleurs artificielles, s'il vous plaît.

Dans l'attente de ses funérailles, Madame LUC repose au domicile de sa fille, 30, rue d'Amélie à Givenchy-le-Noble, où la famille recevra les visites les samedi 3, dimanche 4, dimanche 5 et lundi 6 janvier 2025 de 16 heures à 19 heures.

Un livre de condoléances est ouvert
sur www.pompesfuneraires-duflos.com

Pompes Funèbres DUFLOS et Fils
AVESNES-LE-COMTE - 63, Grande Rue
☎ 03.21.55.55.23

ARRAS

Claude DEDEURWAERDER †, son époux,
Guy et Paula DEDEURWAERDER,
Euse DEDEURWAERDER et Catherine FRUCHART, ses enfants,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
et toute la famille,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Madame Jacqueline DEDEURWAERDER

née LEFEBVRE

succédée le mercredi 1er janvier 2025, dans sa 89e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 janvier 2025, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques, 1, rue Gaston Debay à Arras, suivie de l'inhumation dans l'urnier familial au cimetière des Beaumonts.

Réunion à l'église à 10 h 15.

Ni fleurs, ni plaques, s'il vous plaît.

Dans l'attente de ses funérailles, Madame Jacqueline DEDEURWAERDER repose au Beaumont, 4, place de la Vierge à Arras, où vous pourrez vous recueillir de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

POMPES FUNÈRES GÉNÉRALES
2 et 4, place de la Vierge - 62000 ARRAS
☎ 03.21.23.17.37

SAINT-NICOLAS-LEZ-ARRAS

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

Madame Marcelle FOURNIER

née DEBERLES
veuve d'André FOURNIER

succédée le mercredi 1er janvier 2025, à l'âge de 85 ans.

Les funérailles religieuses auront lieu le mardi 6 janvier 2025 à 15 heures en l'église de Saint-Nicolas-lez-Arras, suivies de l'inhumation au cimetière d'Arras.
Région à l'église à 14 h 45.
L'offrande tiendra lieu de condoléances.

De la part de
Nathalie FOURNIER et Frédéric KARASINSKI,
Dominique FOURNIER,
Christophe FOURNIER,
Cécile FOURNIER † et sa fille Lou-Anne,
ses enfants et sa petite-fille,
Sandrine HENOCO,
ses frères et sœurs,
toute la famille,
Madame Mireille LEMOINE,
ses cousins et cousines.

La famille remercie les docteurs COURDENT GRACEFFA et l'ensemble du personnel de l'EHPAD "Les Jardins du Cœur" d'Arras, Caroline DELORME et Lucette VASSEUR, ses amies, pour leur dévouement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Dans l'attente de ses funérailles, Madame FOURNIER repose au Beaumont des pompes funèbres de l'Arras, 29, rue Anatole France à Saint-Nicolas-lez-Arras, où la famille recevra les visites les vendredi 3, samedi 4 et dimanche 5 janvier de 16 heures à 18 heures.

Pompes Funèbres de l'Arras - Le Choix Funéraire
29, rue Anatole France - 62223 SAINT-NICOLAS
☎ 03.21.67.87.07

Remerciements

ACHET-LE-GRAND

Par votre présence, vos messages de condoléances, vos gestes d'amitié lors des funérailles de

Marie-Agnès DESSENNE

née LESCROART
veuve de Jean-Paul DESSENNE

vous avez partagé notre peine.
Nous vous exprimons notre vive reconnaissance et vous remercions très sincèrement.

Ses enfants, petits-enfants et toute la famille.

Maison Dessein et fils - Bapaume
☎ 03.21.07.11.68



ATHIES

Toute la famille,
très touchée par les marques de sympathie reçues lors du décès de
Monsieur Pierre DUHAUTOIS
vous remercie du fond du cœur.

Pompes Funèbres DUFLOS et Fils
SAINT-CATHÉRINE - 7 et 9, route de Béthune
☎ 03.21.71.18.74

VÉLU

Toute la famille remercie les personnes qui ont assisté aux obsèques de

Madame Francine BOUVET

et celles qui lui ont témoigné des marques de sympathie.

Maison Dessein et fils - Bapaume
☎ 03.21.07.11.68

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

AVIS DE CONCERTATION PRÉALABLE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS AU PUBLIC

LANCÈMENT ET DÉFINITION DES MODALITÉS DE CONCERTATION
de la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Étaples-sur-Mer

Le public est informé que le président a décidé :
• De retirer de l'ordre du jour du 23 janvier 2024 engageant la procédure de modification du PLU d'Étaples-sur-Mer n° 2024-115 en date du 23 décembre 2024 ;
• D'engager et définir les modalités de concertation « préalable » à la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Étaples-sur-Mer (phase de concertation du projet), par arrêté n° 2024-116 en date du 23 décembre 2024.
Le public pourra consulter ses observations par écrit à l'adresse suivante : modification@commune-etaples-sur-mer.fr ainsi que sur le registre qui sera consultable par le public dans la mairie concernée aux jours et heures habituels d'ouverture du public, pour qu'il puisse présenter ses remarques. La concertation « préalable » est menée à compter de l'adoption par le conseil municipal de la présente mise à disposition.
Avec approbation, le dossier sera mis à disposition du public afin de recueillir les observations du public. Les modalités seront définies par délibération du conseil municipal.
Une information sur la procédure sera publiée sur le site internet de la CADEM et mise à jour tout au long de la procédure. Le présent avis sera également publié sur le site internet.

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNE DE BETHUNE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL PAR TRANSFERT
D'OFFICE DE LA VOIRIE DE LA CITÉ DES FLEURS

Par arrêté n° 10-2024-1442 du 12/11/2024, M. le Maire de Bethune, a autorisé l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de classement de la voirie existante la rue des Fleurs au vu de la loi dans le domaine public communal par transfert d'office.

L'enquête publique aura lieu du jeudi 2 janvier au vendredi 22 janvier 2025 inclus. Le dossier d'enquête publique sera consultable par le public à l'hôtel de ville de la commune de Bethune ou lors du vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

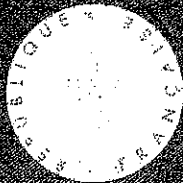
Des observations peuvent être consignées dans le registre d'enquête à l'hôtel de ville, ou transmises à destination de M. le Commissaire enquêteur qui les annexera au registre par voie postale : 6, Place du 04 Septembre 62401 Bethune, ou par mail : enquêtespubliques@ville-bethune.fr

Le commissaire enquêteur assurera des permanences à l'hôtel de ville de la mairie :
- le jeudi 3 janvier 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- le vendredi 22 janvier de 14 h 00 à 17 h 00.
A l'issue de l'enquête, le rapport du commissaire enquêteur énonçant ses conclusions motivées sera tenu à disposition du public au Mairie de Bethune et sur le site internet de la ville.

LA VOIX DU NORD

Retrouvez nos annonces légales sur www.lavoixdu-nord.fr en faisant ce QR Code

EXTRAITS DU REGISTRE



DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
COMMUNE D'ETAPLES



Registre de concertation du public

Cocher la case correspondante

- ☐ Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.)
- ☒ Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)
- ☐ Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)
- ☐ Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.)
- ☐ Opération d'aménagement
- ☐ Autre

Relatif à : la procédure de modification
simplifiée du P.L.U. de la commune d'Etaples
et définition des modalités de concertation
préalable - Zone UE.

Lieu de la concertation : Mairie d'Etaples

Service Urbanisme

Reçu le : 29/07/2024
Mairie d'ETAPLES s/m



Berger
Levrault

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
062-200069029-20250527-2025-176a-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/06/2025
Publication : 03/06/2025

Berger
Levrault

EXTRAIT RÉGLEMENTAIRE

Article L. 103-2 du Code de l'urbanisme (créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 5)
Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1. L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ;
2. La création d'une zone d'aménagement concerté ;
3. Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat ;
4. Les projets de renouvellement urbain.

Article L. 103-3 (créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 5)
Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

1. L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'Etat ;
2. L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.

Toutefois, lorsque la concertation est rendue nécessaire en application du 2° ou du 3° de l'article L. 103-2 ou lorsqu'elle est organisée alors qu'elle n'est pas obligatoire, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent.

Article L. 103-5 (créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 5)
Lorsqu'une opération d'aménagement doit faire l'objet d'une concertation en application des 2° ou 3° de l'article L. 103-2 et nécessite une révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider que la révision du document d'urbanisme et l'opération font l'objet d'une concertation unique. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

Article L. 300-2 (modifié par l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 - art. 2 (V))
(modifié par l'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 - art. 7)

Les projets de travaux ou d'aménagements soumis à permis de construire ou à permis d'aménager, autres que ceux mentionnés au 3° de l'article L. 103-2, situés sur un territoire couvert par un schéma de cohérence territoriale, par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu ou par une carte communale peuvent faire l'objet de la concertation prévue à l'article L. 103-2. Celle-ci est réalisée préalablement au dépôt de la demande de permis, à l'initiative de l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis ou, avec l'accord de celle-ci, à l'initiative du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage transmet à l'autorité compétente pour statuer un dossier de présentation du projet comportant au moins une description de sa localisation dans l'environnement et sur le terrain concerné, sa destination, les caractéristiques des constructions ou aménagements envisagés, comprenant un avant-projet architectural dans le cas où le projet comporte des bâtiments, ainsi que la desserte du projet par les équipements publics et l'aménagement de ses abords.

L'autorité compétente met ce dossier à la disposition du public dans des conditions lui permettant d'en prendre connaissance et de formuler des observations ou propositions. Celles-ci sont enregistrées et conservées. Le bilan de la concertation est joint à la demande de permis.

Pour les projets devant faire l'objet d'une évaluation environnementale et pour lesquels la concertation préalable est réalisée, il n'y a pas lieu d'organiser l'enquête publique mentionnée à l'article L. 123-1 du code de l'environnement.

La demande de permis de construire ou de permis d'aménager, l'étude d'impact et le bilan de la concertation font l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités prévues à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

L'autorité mentionnée aux 1° ou 2° de l'article L. 103-3 peut prendre une décision ou une délibération définissant, parmi les projets de travaux ou d'aménagements mentionnés au présent article, ceux qui, compte tenu de leur importance, de leur impact potentiel sur l'aménagement de la commune ou de la sensibilité du lieu où ils seront implantés, sont soumis à cette concertation.

NOTA : Conformément au II de l'article 8 de l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016, les dispositions de ladite ordonnance entrent en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'Etat et au plus tard au 1^{er} janvier 2017.

Registre de concertation du public

Concertation préalable à : la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Épaves et définition des modalités de concertation préalable - zone UE

En exécution de la délibération du ⁽¹⁾ l'arrêté 2024-116
en date du 23/12/2024

je soussigné(e) Bruno COUSSEIN, Président de la CALBM
ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, pour recevoir les observations du public.

A Montreuil-sur-Mer, le 30/12/2024

signature



(1) Conseil Municipal
Comité Directeur
Conseil Communautaire

(2) Maire de..., Président du..., Préfet de...

[illegible]

OBSERVATIONS DU PUBLIC



Registre de concertation clos le

Lundi 19 mai 2025, 9h

Aucune observations ont été consignées au registre

Aucune lettres ou notes écrites sont annexées au présent registre.

signature



Le Maire -

Frédéric Tindler

Article L. 600-11 (créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 8)

Les documents d'urbanisme et les opérations mentionnées aux articles L. 103-2 et L. 300-2 ne sont pas illégaux du seul fait des vices susceptibles d'entacher la concertation, dès lors que les modalités définies aux articles L. 103-1 à L. 103-6 et par la décision ou la délibération prévue à l'article L. 103-3 ont été respectées. Les autorisations d'occuper ou d'utiliser le sol ne sont pas illégales du seul fait des vices susceptibles d'entacher cette délibération ou les modalités de son exécution.

Article R. 103-1 (créé par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

Les opérations d'aménagement soumises à concertation en application du 3° de l'article L. 103-2 sont les opérations suivantes :

1. L'opération ayant pour objet, dans une commune non dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu, ayant fait l'objet d'une enquête publique, la création de plus de 5 000 mètres carrés de surface de plancher ou la restauration, dans les conditions définies à l'article L. 313-4-1, d'un ensemble de bâtiments ayant au moins cette surface ;
2. La réalisation d'un investissement routier dans une partie urbanisée d'une commune d'un montant supérieur à 1 900 000 euros, et conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants ;
3. La transformation d'une voie existante en aire piétonne d'une superficie supérieure à 3 000 mètres carrés ou la suppression d'une aire piétonne d'une même superficie ;
4. La création d'une gare ferroviaire ou routière de voyageurs, de marchandises ou de transit ou l'extension de son emprise, lorsque le montant des travaux dépasse 1 900 000 euros ;
5. Les travaux de modification de gabarit, de détournement ou de couverture de cours d'eau dans une partie urbanisée d'une commune, lorsque le montant des travaux dépasse 1 900 000 euros ;
6. Les travaux de construction ou d'extension d'infrastructures portuaires des ports fluviaux situés dans une partie urbanisée d'une commune, lorsque le montant de ces travaux dépasse 1 900 000 euros, ainsi que la création d'un port fluvial de plaisance d'une capacité d'accueil supérieure à 150 places ou l'extension d'un port de plaisance portant sur au moins 150 places ;
7. Dans une partie urbanisée d'une commune, la création d'un port maritime de commerce, de pêche ou de plaisance, les travaux d'extension de la surface des plans d'eau abrités des ports maritimes de commerce ou de pêche d'un montant supérieur à 1 900 000 euros, ainsi que les travaux ayant pour effet d'accroître de plus de 10 % la surface du plan d'eau abrité des ports maritimes de plaisance ;
8. Les ouvrages et travaux sur une emprise de plus de 2 000 mètres carrés réalisés sur une partie de rivage, de lais ou relais de la mer située en dehors des ports et au droit d'une partie urbanisée d'une commune.

Article R. 103-3 (créé par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article L. 103-2 les travaux d'entretien et de grosses réparations quels que soient les ouvrages et aménagements auxquels ils se rapportent.

Il en va de même des travaux et aménagements mentionnés à l'article R. 123-44 du code de l'environnement.

MAIL



Plan Local d'Urbanisme

Commune Etaples-sur-Mer

Modification simplifiée du PLU

SOMMAIRE - Dossier administratif

Partie 3 : Personnes Publiques Associées et Autorité environnementale

Modification simplifiée

Etaples-sur-Mer

Liste des PPA	Dates de réception
Obligatoires	
Préfecture du Pas-de-Calais A l'attention de Monsieur le Préfet Rue Ferdinand Buisson 62000, Arras CEDEX 9	Via mélanissimo Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 18/03/2025
Sous - Préfecture A l'attention de Monsieur le Sous-Préfet 7-9-11 rue d'Hérambault 62170, Montreuil-sur-Mer	Via mélanissimo Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 18/03/2025
Direction départementale des territoires et de la Mer Service Urbanisme et Aménagement Unité Planification 100 avenue Winston Churchill 62022, Arras Cedex	Via mélanissimo Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 18/03/2025 Avis reçu hors délai (réception 03/07/2025)
Conseil Régional A l'attention de Monsieur le Président 151 avenue du Président Hoover 59555, Lille CEDEX Et Antenne de la région Hauts-de-France – Montreuil-sur-Mer 5 rue Saint-Gengoult 62170, Montreuil-sur-Mer	Via LRAR 2C 186 694 2749 6 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025 Via LRAR 2C 186 694 2750 2 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025
Conseil Régional AOM 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Via LRAR 2C 186 694 2751 9 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025
Conseil Départemental Hôtel du département Rue Ferdinand Buisson 62018, Arras CEDEX 9	Via LRAR 2C 186 694 2752 6 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025 Avis favorable le 20 mai 2025

Office National des Forêts Boulevard de Constance 77300, Fontainebleau	Via LRAR 2C 186 694 2753 3 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025
Parc Naturel Marin des estuaires picards et de la mer d'Opale Chemin de la Warennne 62310 Saint Etienne au Mont	Via LRAR 2C 186 694 2754 0 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 21/03/2025
Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale 24 Boulevard des Alliés - BP 199 62104, Calais Cedex	Via LRAR 2C 186 694 2755 7 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025
Chambre de métiers et de l'artisanat A l'attention de Monsieur le Président Place des Artisans 59011 Lille – CS 12010 Et Antenne Saint-Martin-Boulogne 9 rue du Montjoie ZAC du Montjoie 62280, Saint-Martin-Boulogne	Via LRAR 2C 186 694 2756 4 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025 Via LRAR 2C 186 694 2757 1 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025
Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais 56 avenue Roger Salengro 62223, Saint-Laurent-Blangy CEDEX	Via LRAR 2C 186 694 2758 8 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025 AF le 28 mars 2025
Comité régional de la conchyliculture Normandie – mer du Nord 35 rue du Littoral BP 5 50560, Gouville sur Mer	Via LRAR 2C 186 694 2759 5 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 21/03/2025
SNCF Direction Immobilière territoriale Nord Pôle Synthèse Innovation Urbanisme Immeuble Perspective – 7ème étage 449 avenue Willy Brandt 59777 EURALILLE	Via LRAR 2C 186 694 2760 1 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025 AF le 15/04/2025

Syndicat mixte du Montreuillois 14 Grand Place 62650, Hucquelliers	Via L'AR 2C 186 694 2761 8 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 25/03/2025
Mairie d'Etaples-sur-Mer 1 Place du Général de Gaulle 62630 Etaples-sur-Mer	Via L'AR 2C 186 694 2762 5 Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 20/03/2025

AE	Dates de réception
DREAL Hauts-de-France - MRAe 44 rue de Tournai CS 40 259 F 59019, Lille CEDEX	Via mélancissimé Date d'envoi : 18/03/2025 Reçu le : 18/05/2025 Avis favorable 13/05/2025



Montreuil-sur-Mer, Le 17/03/2025

Madame, Monsieur,

**Pôle Aménagement
du Territoire**

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/SD/MB
N° 2025-1191

Objet :
Notification dossier
modification
simplifiée du PLU
d'Etaples-sur-Mer :
PPA

PJ : Dossier de
modification

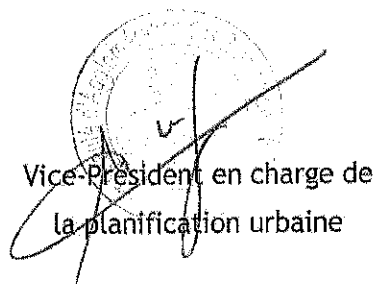
La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer.

L'absence de réponse de votre part, avant la tenue de la mise à disposition du public associée au projet de modification, prévue à partir de juillet 2025, vaudra acceptation tacite de ce dernier.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Jean-Claude ALLEXANDRE



Vice-Président en charge de
la planification urbaine

stérielle de la MCE pour
olumineux par messagerie

tation pour Avis PPA - Modification simplifiée Etaples-sur-Mer »

message : 18 mars 2025

m.bodin@ca2bm.fr

prefecture@pas-de-calais.gouv.fr	Envoyé le 16/03/2025 à 09:07 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 7
sp-montreuil@pas-de-calais.gouv.fr	Envoyé le 16/03/2025 à 09:07 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 7
ddtm-sua@pas-de-calais.gouv.fr	Envoyé le 16/03/2025 à 09:07 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 7
ddtm-saat@pas-de-calais.gouv.fr	Envoyé le 16/03/2025 à 09:07 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 7
patricia.herbez@pas-de-calais.gouv.fr	Envoyé le 16/03/2025 à 09:07 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 7
s.guinbert@ca2bm.fr	en attente de propagation...

Consultation pour Avis PPA - Modification simplifiée Etaples-sur-Mer

journer vous livrant à émettre un avis concernant le projet de modification simplifiée d'Etaples-sur-Mer.

e titre, le dossier de modification.

ance,

lication urbaine, CA2BM.

liet(s) jusqu'au 17/04/2025 à 10:07 (Europe/Paris)

engagement de la procédure.pdf	Taille : 202 ko, MD5 : 78bd7c71deefdeba9dd5b0de9f95c2a
IS avec modifications.pdf	Taille : 445 ko, MD5 : 085758f1b7de42f0513b7d4598e59f8b
es.pdf	Taille : 10 Mo, MD5 : d0840b491290c104bfa27a42fa2a1e580
upposable.pdf	Taille : 244 ko, MD5 : c19352092795085db43c7f32b7e0a0
pdf	Taille : 18 Mo, MD5 : 5d77fafcb8af02c4b0b0a067a5ecaeff
	Taille : 961 ko, MD5 : db0e006a6e1f4c0bd43079aad7cb0f

Mathilde BODIN

De: Robot Mélanissimo - SG/DNUM <robot-melanissimo.csac@developpement-durable.gouv.fr>
Envoyé: mardi 18 mars 2025 09:08
Objet: Accusé d'envoi - Consultation pour Avis PPA - Modification simplifiée Etaples-sur-Mer

Bonjour !

Votre message a bien été envoyé à tous les destinataires de l'administration.

Un agent de l'administration doit valider votre message pour que le destinataire suivant le reçoive :

- s.quinbetz@ca2bm.fr

Le cas échéant, vous serez informé de sa décision (validation ou refus). Un refus peut être suivi ultérieurement d'une validation.

Les pièces jointes suivantes étaient associées à votre message :

- Courrier PPA.pdf (202 ko)
- 2024-116 - Arrêté d'engagement de la procédure.pdf (445 ko)
- Notice explicative - MS avec modifications.pdf (2 Mo)
- Règlement opposable.pdf (10 Mo)
- Règlement avant-après.pdf (244 ko)
- Règlement graphique opposable.pdf (18 Mo)
- Zonage avant-après.pdf (961 ko)

7 fichiers, taille totale: 31 Mo.

Les fichiers seront disponibles jusqu'au **jeudi 17 avril 2025 à 10:07 (CEST)**.

Vous pouvez suivre l'action de chaque destinataire de votre message ainsi qu'en supprimer les pièces jointes en cliquant sur le lien suivant :

- <https://melanissimo-ng.din.developpement-durable.gouv.fr/gestion.jsf?expid=qBRFHH6f9SlapRoK6-d-pldh915E-56W-TJwKmmcT5Y>

Si le lien n'est pas cliquable, copiez-le dans votre navigateur Web préféré pour accéder à l'application.

À l'issue de la période de rétention des fichiers, vous recevrez un récapitulatif de consultation de votre message et de leur téléchargement.

Mélanissimo v. 4.0.15

© Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

© Ministère de la Transition énergétique



Montreuil-sur-Mer, le 17/03/2025

Madame, Monsieur,

**Pôle Aménagement
du Territoire**
Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/SD/MB
N°2025-1192

Objet :
Notification dossier
modification
simplifiée du PLU
d'Etaples-sur-Mer :
PPA

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer.

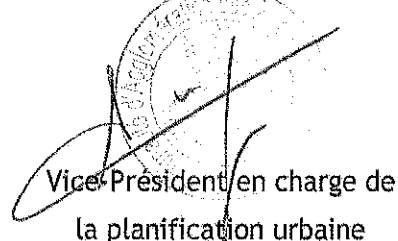
Vous pourrez retrouver l'ensemble des documents sur le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/ef36etmJ9batqag>

L'absence de réponse de votre part, avant la tenue la mise à disposition du public associée au projet de modification, prévue à partir de juillet 2025, vaudra acceptation tacite de ce dernier.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Jean-Claude ALLEXANDRE



Vice-Président en charge de
la planification urbaine

lancé de :
~~indicateur mixte du
Montreuil~~

Grand Place
556 Herguelles
/ Avisé le : 25 / 3 / 2025
le :
igné(e) déclare être
stinataire
ndataire
permis de conduire
ste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
ment n° CB08

LA POSTE
Numéro de l'AR :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
AR 2C 186 694 2761 8



MB - HS Etaples (SODEC) Renvoyer à
CA2BM

FRAB

Service Planification CABINET CA2BM
reçu le :

M/13 Place Gambetta

28 MARS 2025

6 2 1 7 0 Montreuil-sur-Mer

lancé de :
~~CONSEIL DÉPARTEMENTAL
Hôtel du département
D D A K
Rue Ferdinand Guisson
216 Arras CEDEX~~

/ Avisé le :
le :
igné(e) déclare être
stinataire
ndataire
permis de conduire
ste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
ment n° CB08

LA POSTE
Numéro de l'AR :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
AR 2C 186 694 2752 6



MB - HS Etaples (SODEC) Renvoyer à
CA2BM

FRAB

Service Planification

M/13 Place Gambetta

CABINET CA2BM
reçu le :

6 2 1 7 0 Montreuil-sur-Mer
21 MARS 2025

lancé de :
~~Commissariat d'agriculture du
15 - de Calais
avenue Royer Salengro
223 Saint-Laurent-Blangy Cedex~~

/ Avisé le : 20 / 3 / 25
le :
igné(e) déclare être
stinataire
ndataire
permis de conduire
ste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
ment n° CB08

LA POSTE
Numéro de l'AR :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
AR 2C 186 694 2758 8



MB - HS Etaples (SODEC) Renvoyer à
CA2BM

FRAB

Service Planification

M/13 Place Gambetta

CABINET CA2BM
reçu le :

6 2 1 7 0 Montreuil-sur-Mer
104 MARS 2025



24 MARS 2025

Remise de :
CONSEIL REGIONAL
Mr Le Président
51 avenue du Président Mitterrand
835 Lille cedex



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RECEPTION**
AR 2C 186 694 2749 6



MS Etaples (SODEC)

Renvoyer à

FRAB

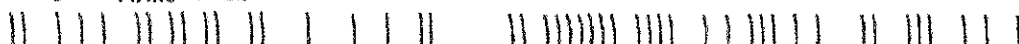
CA2BM

Service Planification

N/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer

24 MARS 2025



Remise de :
CONSEIL REGIONAL
Mme de la Région Hauts-de-France
Montreuil-sur-Mer
2 rue Saint-Gengoul
470 Montreuil-sur-Mer



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RECEPTION**
AR 2C 186 694 2750 2



MB - MS Etaples (SODEC)

Renvoyer à

FRAB

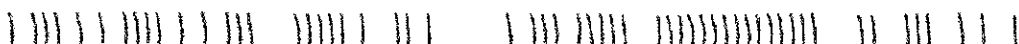
CA2BM

Service Planification

N/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer

24 MARS 2025



Remise de :
Office National des Forêts
Boulevard de Constance
800 Fontainebleau



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RECEPTION**
AR 2C 186 694 2753 3



MB - MS Etaples (SODEC)

Renvoyer à

FRAB

CA2BM

Service Planification

N/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer

24 MARS 2025

rance de :
 mité Régional de la rynchylacton
 mande - nes du Nord
 au du Littoral BRG
 360 Gouille sur Mer

/ Avisé le : 21 / 23 / 25
 le :
 signé(e) déclare être
 Destinataire
 Mandataire
 permis de conduire
 :
 Signature

25 MARS 2025
 CABINET CADRE
 reçu le :



Numéro de l'AR :

RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RÉCEPTION
 AR 2C 186 694 2759 5



MB - MS Etaples (SODEC)

Renvoyer à

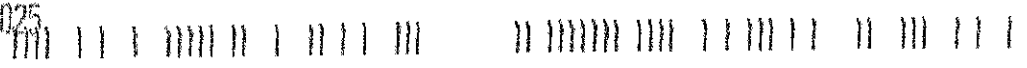
FRAB

CA2BM

Service Planification

M/13 Place Gambetta

6 2 1 7 0 Montreuil - sur - Mer



rance de :
 rance de la mer d'Opale
 rance de la Warena
 3 Saint Etienne du Mont

/ Avisé le : 21 / 23 / 25
 le :
 signé(e) déclare être
 Destinataire
 Mandataire
 permis de conduire
 :
 Signature

25 MARS 2025
 CABINET CADRE
 reçu le :



Numéro de l'AR :

RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RÉCEPTION
 AR 2C 186 694 2754 0



MB - MS Etaples (SODEC)

Renvoyer à

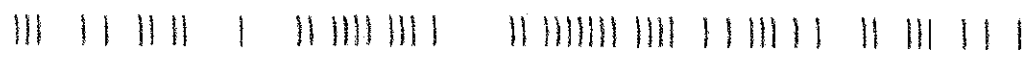
FRAB

CA2BM

Service Planification

M/13 Place Gambetta

6 2 1 7 0 Montreuil - sur - Mer



SNCF IMMOBILIER

DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE HAUTS-DE-FRANCE NORMANDIE

Pôle Valorisation et Développement

Immobilière Territoriale Hauts-de-France Normandie

440, rue du Montreuil - 62170 MONTREUIL-SUR-MER



CABINET CA2BM

reçu le :

18 AVR. 2025

Monsieur le Vice-Président
de la planification urbaine
Communauté d'Agglomération des Deux
Baies du Montreuillois (CA2BM)
11-13, place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

A l'attention du Pôle Aménagement du Territoire

Vos références : BC/JCA/IB/SQ/SD/MB n°2025-1192

NREF : Affaire suivie par : Marie-France DOUTRIAUX

Tél : 06 30 95 62 93

Mail : marie-france.doutriaux@sncf.fr

Objet : Avis SNCF sur la modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer
Réponse pour l'ensemble du groupe public unifié SNCF.

Lille, le 15 avril 2025

Monsieur le Vice-Président,

Par courrier du 17/03/2025, vous sollicitez l'avis de la SNCF dans le cadre de la modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer. Par la présente, nous vous remercions d'avoir associé le Groupe SNCF à cette procédure. SNCF agit en effet tant en son nom et pour son compte pour les fonciers lui appartenant, qu'au nom et pour le compte de SNCF Réseau, SNCF Voyageurs, SNCF FRET.

La commune est traversée par la ligne ferroviaire n°308000 « de Saint-Pol-sur-Ternoise à Etaples-sur-Mer », exploitée pour le transport de voyageurs.

Toutefois, après examen des documents mis à notre disposition et par suite d'un échange avec vos services, je vous informe que la SNCF n'a pas d'observations à formuler, le secteur et son zonage UE visés par cette modification étant suffisamment éloigné des emprises ferroviaires.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Laurent LESMARIE
Directeur Immobilier Territorial

PO *Doutriaux*

15 AVR. 2025

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2
BAIES DU MONTREUILLOIS
Monsieur le Président
11-13 PLACE GAMBETTA
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Service : Aménagement Territorial
Nos références : SB / AB / IM / 2025 - 243
Dossier suivi par : Antoine BAJEUX
antoine.bajeux@npdc.chambagri.fr
Vos références :
Objet : Modification Simplifiée du PLU d'Etaples-sur Mer

Saint-Laurent-Blangy, vendredi 28 mars 2025

Siège administratif

56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 Saint-Laurent-Blangy cedex
Tél : 03 21 60 57 57
Siret 130 013 543 00025

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité l'avis de la Chambre d'Agriculture sur le dossier de modification simplifiée du PLU d'Etaples-sur-Mer.

Après analyse du dossier, notre Etablissement vous informe que ce projet de modification n'appelle pas d'observation d'ordre agricole.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président,

Sébastien BOCQUILLON

Siège social
299 Boulevard de Leeds
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 9411Z



CABINET CA
reçu le

03 JUL. 2025

2025-2815



PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale
des territoires et de la mer

SUA/Planification

Affaire suivie par : Philippe Swiergiel

Tél : 03 21 22 99 33

Mél : philippe.swiergiel@pas-de-calais.gouv.fr

ddtm-sua-planification@pas-de-calais.gouv.fr

Objet : Modification simplifiée du PLU de la commune d'Étaples

Réf : 029/25/PS/SUA-P

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 17 mars 2025, mes services ont été destinataires du projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Étaples, conformément aux dispositions de l'article L 153-40 du code de l'urbanisme (CU).

L'objet de la modification simplifiée porte sur l'extension mesurée du secteur Uec sur la zone OPALOPOLIS, admettant les implantations nouvelles de commerces et services, tout en conservant « une emprise proportionnée et strictement dédiée à la vocation commerciale qui lui est allouée, de sorte à être un secteur économique complémentaire aux commerces et services de centre-ville ».

L'extension du secteur Uec sur la zone UE relève bien des dispositions de l'article L 153-45 du code de l'urbanisme.

La procédure engagée vise également à « mettre en cohérence le règlement écrit de la zone UE avec les occupations réelles en place sur l'ensemble des secteurs en actant la présence des commerces et services tout en permettant l'évolution de ces derniers ».

Parmi les évolutions réglementaires envisagées, il est prévu de faire évoluer les dispositions de l'article UE10 concernant les hauteurs. Les motivations sont ainsi précisées : « Les règles de hauteur sont adaptées à la marge afin de permettre la réalisation éventuelle d'activités de loisirs et sports, qui peuvent avoir des besoins spécifiques. Par exemple une activité de loisirs disposant d'un mur d'escalade requerra une hauteur plus importante. C'est pourquoi un ajustement est apporté à la règle de hauteur, portant cette dernière à 18m au point le plus haut contre 12,5m au faîtage dans l'écriture actuelle. L'enjeu est d'assouplir cette disposition afin de répondre aux besoins spécifiques des éventuels projets de sports et loisirs susceptibles de s'implanter dans le secteur ».

Monsieur le Président de la
Communauté d'Agglomération
des 2 Baies en Montreuillois
11 - 13 place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Sur le fond, se pose la question des conditions d'intégration de bâtiments de grandes hauteurs au sein de cette zone située en bord de Canche.

Aussi, il apparaît judicieux de reconsidérer cette majoration afin de limiter les impacts visuels que pourraient engendrer de telles structures. Parallèlement, la sécurité juridique de la procédure engagée serait renforcée au regard des dispositions des articles L 153-41 et L 153-45 du code de l'urbanisme

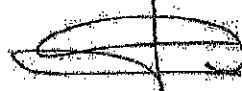
Par ailleurs, plus largement, s'agissant des procédures à engager sur la commune d'Étaples il me semble utile de rappeler que par décision N° 1603931 du 12 juillet 2019 le tribunal administratif de Lille a annulé la délibération du 16 décembre 2015 par laquelle le conseil municipal de la commune d'Étaples-sur-Mer a approuvé la révision du plan local d'urbanisme en tant qu'elle classe en zone 2AUe les parcelles cadastrées ZB n° 72, n° 74 et n° 76 et en tant que le règlement applicable au secteur Nta autorise des nouvelles constructions. Conformément à l'article L 153-7 du code de l'urbanisme, l'autorité compétente doit élaborer sans délai les nouvelles dispositions du plan applicable à la partie du territoire communal concernée par l'annulation. À ce jour, aucune procédure n'est venue intégrer les conséquences de ce jugement.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter tout complément d'explications ou d'informations souhaité.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur départemental
des territoires et de la mer

Signé par Edouard GAYET, directeur départemental des
territoires et de la mer, le 24/06/2023 à Arras



Copie :

- SAAT
- Sous-préfecture de Montreuil-sur-mer

23 MAI 2025

**PÔLE AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT
TERRITORIAL**

Direction du développement, de l'aménagement et de
l'environnement

Hôtel du Département – Rue Ferdinand Buisson
62018 ARRAS Cedex 9

Dossier suivi par : Jodie DUBOIS
Gestionnaire de dossiers urbanisme
Service développement territorial
dubois.jodie@pasdecals.fr - 03 21 21 91 58

Monsieur Bruno COUSEIN
Président
Communauté d'agglomération des deux baies
en Montreuillois
11 – 13 place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Vos réf : votre courrier du 13/03/2025

Nos réf : DDAE/SDT/U – AC/LCT/JD

Objet : avis du Département – modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'Étaples-sur-Mer

Monsieur le Président,

Par courrier susvisé, vous avez adressé au Département, la modification simplifiée du PLU sur la commune d'Étaples-sur-Mer.

Cette procédure a pour objectif d'apporter des précisions au règlement écrit de la zone UE et d'ajuster le plan de zonage :

- étendre le secteur UEc, en admettant les implantations nouvelles de commerces et services, afin de permettre le projet d'implantation commerciale en attente. Le secteur UEc conserve une emprise proportionnée et strictement dédiée à la vocation commerciale qui lui est allouée, de sorte à être un secteur économique complémentaire aux commerces et services de centre-ville ;
- mettre en cohérence le règlement écrit de la zone UE avec les occupations réelles en place sur l'ensemble des secteurs en actant la présence des commerces et services tout en permettant l'évolution de ces derniers.

L'extension du zonage UEc dans la zone d'activités Opalopolis permettra de développer les activités de commerce et services déjà existantes et de possibles nouvelles implantations, dans le but de structurer une vitrine commerciale en entrée de ville.

Les modifications du règlement visent également à intégrer les prescriptions de la loi climat et résilience de 2021, relatives aux performances énergétiques et environnementales des bâtiments et de la loi accélération de la production d'énergie renouvelable de 2023, relative à l'obligation d'implantation de panneaux photovoltaïques sur ombrières pour les parcs de stationnement extérieurs.

Le Département prend en considération plusieurs éléments de ce projet au regard de ses compétences :

- les mobilités alternatives, particulièrement les aménagements cyclables ;
- l'itinérance et la randonnée pédestre ;
- les espaces naturels sensibles ;
- la mobilité routière, particulièrement les routes départementales ;
- la biodiversité sur les propriétés départementales.

D'une part, les modifications du PLU n'impactent pas la route départementale 939. Toutefois, le Département souhaite attirer votre attention sur le trafic de cette route qui connaît une forte circulation de voitures en période estivale.

Le trafic futur de cette zone d'activités amènera des passages supplémentaires pouvant engendrer des congestions routières nouvelles.

D'autre part, le Département a identifié 2 itinéraires et 3 boucles cyclables sur la commune concernée :

- l'itinéraire EV4 « Vélomaritime » ;
- l'itinéraire V362 ;
- la boucle n° 15 « Les Eoliennes » ;
- la boucle n° 24 « La Fontaine aux linottes » ;
- la boucle n° 25 « Les Garnouilles ».

Ces éléments sont à prendre en considération dans votre projet pour la sécurité des usagers et les connexions possibles avec ces aménagements. Il serait opportun de connecter cette zone d'activités avec les aménagements cyclables existants pour proposer une alternative à la voiture.

Ainsi, le Département émet un avis favorable sur votre projet, et reste à votre disposition pour tout projet d'aménagement cyclable et de biodiversité.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Arras, le 20 mai 2025
Pour le Président du Conseil départemental,



Signé électroniquement par
Jean-Luc DEHUYSSER
DGA Directeur du pôle aménagement et développement
territorial



DREAL Hauts de France
Service IDDEE/AE
44 rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

Montreuil-sur-Mer, le 17/03/2025

**Pôle Aménagement
du Territoire**

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/SD/MB
N° 2025-1192

Objet :
Notification dossier
modification
simplifiée du PLU
d'Etaples-sur-Mer

PJ : Dossier de
modification

Monsieur le Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour examen au cas par cas, conformément aux dispositions mentionnées à l'article R.104-12 du code de l'urbanisme, le dossier de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer.

Cette transmission vaut saisine de l'autorité environnementale pour que cette dernière rende une décision relative à la nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en mes sentiments les plus dévoués.

Jean-Claude ALLEXANDRE



Vice-Président en charge de
la planification urbaine



Application interministérielle de la MCE pour
l'échange de fichiers volumineux par messagerie
Mélanissimo - Ng

Envoyé: « Modification simplifiée ETAPLES-SUR-MER - Formulaire - demande d'avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une étude environnementale »

Message

Date de validation du message : 18 mars 2025

Expéditeur : m.ludj@ca2bm.fr

A :

avis@ca2bm.fr
avis@ca2bm.fr

avis@ca2bm.fr

Cc :

avis@ca2bm.fr

Statut : Modification simplifiée ETAPLES-SUR-MER - Formulaire - demande d'avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une étude environnementale

Madame, Monsieur,

Lancé par arrêté du Président n°2024-116 en date du 23/12/2024, une procédure de modification simplifiée sur la commune d'Etaples-sur-Mer est en cours d'élaboration par la CA2BM.

Conformément au décret 2021-1345 du 13 octobre 2021, je sollicite votre avis sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Veuillez trouver ci-joint l'état au cas par cas et l'auto-évaluation, pour avis conforme ainsi que l'original des pièces du dossier de MS d'étaples.

En vous remerciant par avance,

Cordialement,

BODIN Mathias, Chargé d'études en Planification Urbaine, CA2BM.

Fichier(s) joint(s) disponible(s) jusqu'au 17/04/2025 à 10:25 (Europe/Paris)

2024-116 - Arrêté d'engagement de la procédure.pdf

Notice explicative - MS avec modification.pdf

Règlement opposable.pdf

Règlement avant-après.pdf

Règlement graphique opposable.pdf

Zonage avant-après.pdf

Courrier DREAL.pdf

Formulaire cas par cas.pdf

Auto-évaluation.pdf

Totaux : 9 fichier(s), 33 Mo

Mathilde BODIN

De: Robot Mélanissimo - SG/DNUM <robot-melanissimo.csac@developpement-durable.gouv.fr>
Envoyé: mardi 18 mars 2025 09:26
Objet: Accusé d'envoi - Modification simplifiée ETAPLES-SUR-MER - Formulaire - demande d'avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une étude environnementale

Bonjour !

Votre message a bien été envoyé à tous les destinataires de l'administration.

Un agent de l'administration doit valider votre message pour que le destinataire suivant le reçoive :

- s.quinbetz@ca2bm.fr

Le cas échéant, vous serez informé de sa décision (validation ou refus). Un refus peut être suivi ultérieurement d'une validation.

Les pièces jointes suivantes étaient associées à votre message :

- 2024-116 - Arrêté d'engagement de la procédure.pdf (445 ko)
- Notice explicative - MS avec modifications.pdf (2 Mo)
- Règlement opposable.pdf (10 Mo)
- Règlement avant-après.pdf (244 ko)
- Règlement graphique opposable.pdf (18 Mo)
- Zonage avant-après.pdf (961 ko)
- Courrier DREAL.pdf (176 ko)
- Formulaire cas par cas.pdf (569 ko)
- Auto-évaluation.pdf (3 Mo)

9 fichiers, taille totale: 35 Mo.

Les fichiers seront disponibles jusqu'au **jeudi 17 avril 2025 à 10:25 (CEST)**.

Vous pouvez suivre l'action de chaque destinataire de votre message ainsi qu'en supprimer les pièces jointes en cliquant sur le lien suivant :

- https://melanissimo-ng.din.developpement-durable.gouv.fr/gestion.jsf?expid=1S59GfSXYuPu_k3GGt2TRPY_QgTXFQi2cDBTJuRyMRs

Si le lien n'est pas cliquable, copiez-le dans votre navigateur Web préféré pour accéder à l'application.

À l'issue de la période de rétention des fichiers, vous recevrez un récapitulatif de consultation de votre message et de leur téléchargement.

Mathilde BODIN

De: robot-garance-prod - SG/DNUM/PNM/DPNM2 <robot-garance-prod@eco.developpement-durable.gouv.fr>
Envoyé: vendredi 28 mars 2025 11:12
À: a.crapoulet; Mathilde BODIN; Sandrine QUINBETZ
Cc: ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr;
arnauld.lefebvre@developpement-durable.gouv.fr
Objet: Dossier 2025-8708 Modification simplifiée du PLU d'Etaples-sur-Mer (62) - adhoc - Notification de complétude

Objet 8708_Modification simplifiée du PLU d'Etaples-sur-Mer (62) - adhoc
Bonjour,

Vous m'avez transmis un dossier de demande d'examen au cas par cas ad hoc préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet cité en objet.

Après examen, votre dossier est déclaré complet à compter du 18/3/2025.

L'avis conforme favorable (dispense d'évaluation environnementale) ou défavorable (soumission à évaluation environnementale) sera rendu par la MRAe dans les 2 mois à compter de la date de réception du dossier, soit au plus tard le 18/05/2025.

L'absence de réponse au terme de ce délai vaut avis conforme favorable.

Cordialement,

Le pôle autorité environnementale Secrétariat du pôle du site d'Amiens 03 22 82 92 30 Secrétariat du pôle du site de Lille 03 20 40 53 69 ou envoyer un mail sur la boîte ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr.



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France,
sur l'examen au cas par cas « ad hoc »,
réalisé par la communauté d'agglomération des 2 Baies en
Montreuillois sur la modification simplifiée du plan local d'urbanisme
d'Étaples (62)**

n°GARANCE 2025-8708

Avis conforme
rendu en application
du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 13 mai 2025, en présence de Philippe Gratadour, Guy Hascoët, Valérie Morel, Pierre Noualhaguet, Sarah Pischiutta, et Martine Ramel ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-33 à R.104-38 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 5 juillet 2024 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche du 21 janvier 2025 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois, le 18 mars 2025, relatif à la modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune d'Étaples ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 28 mars 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. la modification simplifiée du PLU a pour objet d'augmenter de 1,8 hectare le secteur UEc de la zone OPALOPOLIS au détriment de la zone UE pour permettre l'arrivée d'une nouvelle activité commerciale et adapter le règlement écrit de la zone UE pour tenir compte des activités de commerces et services existantes ;
2. il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le Code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ;

Rend l'avis qui suit :

La modification simplifiée du plan local d'urbanisme d'Étaples n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet peut être déposé si celui-ci fait l'objet de modifications après le présent avis conforme.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 13 mai 2025

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Son Président



Philippe GRATADOUR



Plan Local d'Urbanisme

Commune Etaples-sur-Mer

Modification simplifiée du PLU

SOMMAIRE - Dossier administratif

Partie 4 : Mise à disposition



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 21 mai 2025, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Daniel FASQUELLE a donné pouvoir à **Bruno COUSEIN**
Philippe COUSIN a donné pouvoir à **Hubert DOUAY**
Patrick HERLANGE a donné pouvoir à **Jacques FLAHAUT**
Pierre-Georges DACHICOURT a donné pouvoir à **MICHEL KUCHARSKI**
Jean-Marie MICHAULT a donné pouvoir à **Marie-France BUZELIN**
Claudine TORABI a donné pouvoir à **Jocelyne CAULIER**
Claudine OBERT a donné pouvoir à **Danièle BERTIN**
Jean-Jacques OPRESKO a donné pouvoir à **Bernard MORGENTHALER**
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à **Sébastien BAILLET**
Dominique DELSAUX a donné pouvoir à **Gérard ANDRÉ**
Bernard WAUQUIER a donné pouvoir à **Franck TINDILLER**
Josiane BOUTOILLE a donné pouvoir à **Maryse MAILLART**
Charles LANQUETIN a donné pouvoir à **Gaston CALLEWAERT**
Anthony JOUVENEL a donné pouvoir à **Madeleine DERAMECOURT**
Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à **Valérie DELORME**

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Thierry POILLET représenté par **Jean-Claude JOURDAIN**

Etaient absents excusés et non représentés :

Walter KAHN, Marc DELABY, Sébastien BETHOUART, Emile CREPIN, Christèle DEHARBE, Franck LEURETTE, Henri DELIANNE, Thierry SAMIEC, Daniel THILLIEZ, Jeannine SAMASSA

Secrétaire de séance : Marc BRIET

*Monsieur Jean-Luc BOUVIER est arrivé à 18h10 avant le vote de la délibération n°2025-121
Madame Françoise DENIS est arrivée à 18h13 avant le vote de la délibération n° 2025-122
Monsieur Hubert MAQUAIRE est arrivé à 18h15 avant le vote de la délibération n° 2025-126*

Fin de la séance : 19h58

- **Communication sur les décisions du Président et du Bureau**



Numéro de l'acte	2025-177
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1. Planification Urbaine

Objet : Planification - Définition des modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée du PLU de la commune d'Étaples-sur-Mer

• **Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants et R.153-20 et suivants ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Étaples-sur-Mer en date du 16 décembre 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2025-176 en date du 27 mai 2025 portant bilan de la concertation tout au long de la procédure de la modification du Plan Local d'Urbanisme d'Étaples-sur-Mer ;
- Vu l'arrêté du Président n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 décidant de la mise en œuvre de la procédure de modification simplifiée et définissant les modalités de concertation tout au long de la procédure ;
- Vu les pièces du dossier de modification du PLU notifiées aux personnes publiques ainsi qu'à la commune concernée ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 18 mars 2025 sur le projet de modification du PLU communal et l'avis de non soumission à évaluation environnementale ;
- Considérant la nécessité de procéder à diverses modifications du Plan Local d'Urbanisme afin d'adapter certains points réglementaires en vue de permettre à la municipalité de mener sa politique urbaine et d'être en accord avec son évolution sociétale, sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme, de modifier le document ;
- Considérant la nécessité de procéder à la modification du Plan Local d'Urbanisme afin de faire évoluer le règlement écrit et graphique du PLU communal sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme ;
- Considérant que la procédure de modification simplifiée porte sur l'adaptation de certaines dispositions du règlement écrit et graphique du PLU d'Étaples-sur-Mer, plus précisément au sein de la zone UE correspondant à la zone industrielle et artisanale du PLU et de son sous-secteur UEc spécifique aux commerces. Le but de cette procédure est d'apporter des modifications mineures au document ;

Elle prévoit notamment de mettre en cohérence le règlement avec les activités préexistantes sur la zone d'activité, d'adapter certains points au règlement écrit afin de mieux intégrer les projets (Introduction des objectifs de « verdissement » au sein de la zone, issues de la loi Climat & Résilience et de la loi APER, pour permettre une insertion paysagère de qualité des futurs aménagements projetés et apporter une plus-value à l'entrée de la commune) mais aussi d'étendre légèrement le sous-secteur UEc et enfin d'adapter et préciser les dispositions propres à ces secteurs au sein du règlement écrit ;

- Considérant qu'aux vues des modifications envisagées, il y a lieu d'adapter les pièces constitutives du PLU ;
- Considérant que la modification ne porte pas atteinte à l'économie générale du PLU et qu'elle rentre dans les champs d'application mentionnés à l'article L153-45 3° du Code de l'Urbanisme. A ce titre la modification proposée peut être apportée par le biais d'une procédure de modification simplifiée ;
- Considérant que l'article L 153-47 du Code de l'Urbanisme dispose que le projet de modification, l'exposé des motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées doivent être mis à la disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations qui devront alors être enregistrées et conservées.

Il mentionne également que les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Il revient au Conseil Communautaire de définir les modalités de mise à disposition ;

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie d'Étaples-sur-Mer ainsi qu'au siège de l'EPCI.

A l'issue de la mise à disposition, le Président en dressera le bilan devant le Conseil Communautaire qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

**Après avoir entendu l'exposé du Vice-Président et en avoir délibéré,
Le Conseil Communautaire décide :**

- de fixer les modalités de la mise à disposition comme suit :

1) Publicité de la mise à disposition

Un avis de mise à disposition sera publié en caractères apparents au moins huit jours avant le début de la mise à disposition dans un journal diffusé dans le département du Pas-de-Calais et en affichage (entrée de Mairie, CA2BM) ;

Ce même avis sera publié sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours ; www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public)

2) Consultation du dossier et observations

Le public pourra consulter le dossier mis à disposition et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre ouvert à cet effet en Mairie d'Étaples-sur-Mer (Place du Général du Gaulle, 62630 Étaples-sur-mer) aux jours et heures habituels d'ouverture au public du 23 juin 2025 au 25 juillet 2025 inclus (soit pendant 32 jours) ;

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours ; www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en Mairie d'Étaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la Mairie d'Étaples-sur-Mer et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier.

Le public pourra également adresser ses observations, propositions et contre-propositions écrites par correspondance au Président de la CA2BM (11-13 place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer) du 23 juin 2025 au 25 juillet 2025 inclus ;

Les observations pourront également être adressées par courriel à l'adresse modificationurbanisme3@ca2bm.fr accessible depuis l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique urbanisme dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-documents-durbanisme/les-procedures-en-cours> ;

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM et annexées, dans les meilleurs délais par la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, au registre. Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CA2BM. L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

- d'autoriser le Président à signer tous les actes concernant la modification simplifiée.

Adopté à l'Unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le secrétaire de séance,

Marc BRIET

Le Président,

Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20250527-2025-177-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2025
Publication : 28/05/2025

AVIS DE DÉCÈS



DUISANS

C'est avec tristesse que nous vous annonçons le décès de

Madame Marie-Luce PRUVOST née DELANNOY veuve de Jean PRUVOST Kinésithérapeute retraitée

survenu le dimanche 8 juin 2025, à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 14 juin 2025, à 10 heures, en l'église Saint-Léger de Duisans, où l'on se réunira à partir de 9 h 45.
L'offrande tiendra lieu de condoléances.
L'inhumation aura lieu au cimetière dudit lieu dans le caveau de famille.

De la part de

Vincent et Marie-Christine PRUVOST-COLOMBANI,
son fils et sa belle-fille,

ses petits-enfants et toute la famille.

Dans l'attente de ses funérailles, Marie-Luce repose à la chambre funéraire des pompes funèbres Duflos à Dainville, où la famille recevra ces jeudi 12 et vendredi 13 juin 2025 de 16 heures à 18 heures.

Un livre de condoléances est ouvert
sur www.pompesfunebres-duflos.com

Pompes Funèbres DUFLOS et Fils
DAINVILLE - 4 et 6, rue Ampère
☎ 03.21.71.01.96



DAINVILLE

C'est avec tristesse que nous vous annonçons le décès de

Madame Janine PAVY née WYDRA

survenu à Arras, le dimanche 8 juin 2025, dans sa 90^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 juin 2025, à 10 heures, en l'église Saint-Martin de Dainville, où l'on se réunira à partir de 9 h 45, suivie de l'inhumation au cimetière dudit lieu.
L'offrande tiendra lieu de condoléances.

De la part de

Bruno et Monique PAVY-LECONTE,
Isabelle et Michel MAILLOUX-PAVY, ses enfants,

Emilie et Arnaud, Florian et Marie, Laurine, ses petits-enfants,
Manon et Benjamin, Margaux, Léo, Romy, ses arrière petits-enfants,
Monsieur Georges et Josette WYDRA, son frère et sa belle-sœur,
Jacques PAVY, son beau-frère,
Annick PAVY, sa cousine,
toute la famille,
ses amis et voisins,
l'ensemble du personnel soignant l'ayant entouré à l'EHPAD Saint-François d'Arras.

Les fleurs artificielles ne sont pas souhaitées.

Un livre de condoléances est ouvert
sur www.pompesfunebres-duflos.com

Dans l'attente de ses funérailles, Madame PAVY repose au funérarium des pompes funèbres Duflos à Dainville, où la famille recevra ces mercredi 11 et jeudi 12 juin 2025 de 16 heures à 19 heures.

Pompes Funèbres DUFLOS et Fils
DAINVILLE - 4 et 6, rue Ampère
☎ 03.21.71.01.96

MAROEUIL

Madame Danielle HARABASZ-LEFER, son épouse,

Arnaud HARABASZ, son fils, et Natacha BAFFIE,

Hugo, son petit-fils,

ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

route la famille et ses amis,
son équipe soignante très dévouée,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Monsieur Serge HARABASZ Retraité de l'Éducation nationale

survenu à son domicile, le lundi 9 juin 2025, à l'âge de 82 ans.

La cérémonie d'au revoir aura lieu le lundi 16 juin 2025, à 15 heures, au crématorium de Beaurains, où l'on se rassemblera à 14 h 45.
Ni fleurs, ni plaques, s'il vous plaît.

Dans l'attente de ses funérailles, Serge repose au funérarium des pompes funèbres Duflos à Sainte-Catherine, où la famille recevra ces mercredi 11, jeudi 12 et vendredi 13 juin 2025, de 16 heures à 18 heures.

Un livre de condoléances est ouvert sur
www.pompesfunebres-duflos.com

62161 Maroeuil - 6, résidence du Général de Gaulle

Pompes Funèbres DUFLOS et Fils
SAINTE-CATHERINE - 7 et 9, route de Béthune
☎ 03.21.71.48.74

ARRAS, CAMBLAIN-L'ABBÉ

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

Monsieur Vincent BRIDELANCE

survenu subitement le dimanche 8 juin 2025, à l'âge de 62 ans.

Un hommage lui sera rendu le jeudi 12 juin 2025, à 14 h 30, au cimetière de Camblain-l'Abbé, suivi de l'inhumation.

De la part de

Pierre † et Germaine † BRIDELANCE-WALLOIS, ses parents,

Elisabeth BRIDELANCE et Jean-Pierre,

Pascal BRIDELANCE †,

Anne BRIDELANCE et Bernard,

Philippe et Brigitte BRIDELANCE,

Dominique BRIDELANCE,

Marie-Pierre BRIDELANCE et Bruno SENÉ,

Patrick BRIDELANCE et Brigitte,

Lucile et Christophe SEINGIER-BRIDELANCE,

ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,

Alexandra, François, Céline, Pascaline, Mathilde, Vaïda, Nina, Sarah,
Antoine, ses neveux et nièces et leurs enfants,

Brigitte DEPRET et sa fille Claire,
ses voisins et amis.

Dans l'attente de ses funérailles, Vincent BRIDELANCE repose au funérarium des pompes funèbres Duflos à Sainte-Catherine.
Vous pouvez lui rendre hommage de 9 heures à 19 heures.

Un livre de condoléances est ouvert
sur www.pompesfunebres-duflos.com

Pompes Funèbres DUFLOS et Fils
SAINTE-CATHERINE - 7 et 9, route de Béthune
☎ 03.21.71.48.74

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 16 décembre 2024 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.



Scannez ce QR code pour découvrir
l'intégralité du contenu **DES LÉGALES**
serviceclientslegales@rosselconseil.fr

09 70 80 86 12

VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

TREMPLIN TRAVAIL SOLIDARITÉ

Les membres adhérents de l'association TREMPLIN TRAVAIL SOLIDARITÉ sont invités à son Assemblée Générale Ordinaire Annuelle programmée le jeudi 26 juin 2025 à 17h30.
Merci de prévenir l'association de votre participation au moins 48 heures avant.
Lieu : 232 rue Roger Salengro 62700 BRUAY LA BUISSIÈRE

Le Président, Pierre MAERTEN

ANNONCES ADMINISTRATIVES

AVIS ADMINISTRATIFS

COMMUNE DE VIMY

Approbation de la déclaration de projet
entraînant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Par délibération en date du 13 mai 2025, le conseil municipal a approuvé la déclaration de projet entraînant mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme. Cette délibération est affichée en mairie pendant un mois à compter du 22 mai 2025.
Le dossier du PLU approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture. Il est également disponible sur le Géoportail de l'urbanisme : <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS AU PUBLIC
Mise à disposition de la modification simplifiée du PLU d'Étaples-sur-Mer

Objet de la mise à disposition :
Par délibération n°2025-177 en date du 27 mai 2025, le conseil communautaire a défini les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée du PLU d'Étaples. La mise à disposition se tiendra du 23 juin 2025 (9h00) au 25 juillet 2025 (17h00), soit pendant 32 jours consécutifs.

Consultation du dossier de mise à disposition
Pendant la durée de mise à disposition du 23 juin 2025 (9h00) au 25 juillet 2025 (17h00), le dossier sera tenu à la disposition du public :

- À la mairie d'Étaples aux heures et jours habituels d'ouverture au public.
- Sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public (www.ca2bm.fr/la-ca2bm/fles-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public) ainsi que dans la rubrique urbanisme (<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>).

• Un poste informatique sera mis à disposition des personnes souhaitant consulter les dossiers en version numérique en mairie d'Étaples aux jours et heures habituels d'ouverture au public pendant la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Étaples ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel. 03 21 06 66 56).
Toute personne pourra, sur sa demande adressée au siège de l'EPCL et à ses frais, obtenir communication du dossier.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions
Le public pourra consulter ses observations et propositions 23 juin 2025 (9h00) au 25 juillet 2025 (17h00), soit pendant 32 jours consécutifs.

• sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public en mairie d'Étaples aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;

• par correspondance au Président, au siège de la CA2BM – 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ;

• par courriel à l'adresse mail suivante : modificationurbanisme3@ca2bm.fr ;

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) – rubrique urbanisme ou mise à disposition.

Évaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale

Le dossier a été soumis au cas par cas auprès de l'autorité environnementale

Avis de l'autorité administrative de l'Etat complétant en matière d'environnement

Les éléments sont joints au dossier soumis à mise à disposition (décision de non soumission à évaluation environnementale).

Suites de la mise à disposition

À l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public en présente le bilan

devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui en délibère et adopte le projet

éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par

délibération motivée.

Le projet de modification simplifiée du PLU, éventuellement modifié pour prendre en

compte les observations du public, des personnes publiques associées, de la Mission

Régionale d'Autorité Environnementale, le bilan de la concertation, sera soumis pour

approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

MARCHÉS PUBLICS

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

PROCÉDURES ADAPTÉES DE + 90 000 EUROS



Procédure adaptée

Acheteur public : Mairie de Marck, 2 place de l'Europe, 62730 MARCK

Tel : 03.21.46.22.00 – mairie@ville-marck.fr

Objet du marché : Marché de travaux de rénovation de voiries rurales diverses sur la

commune de Marck

Durée du marché : la durée des travaux

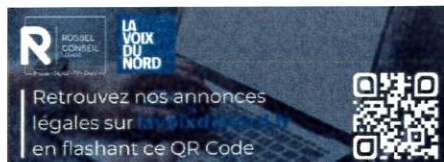
Critères de jugement des offres : énoncés dans le règlement de consultation

Date limite de réception des offres : 02/07/25 à 12h00.

Retrait des dossiers : le DCE est téléchargeable gratuitement sur

<https://marchespublics596280.fr/>

Date d'envoi du présent avis : 05/06/25



Montreuil-sur-Mer, le 04/07/2025

Certificat d'affichage

Délibération du conseil communautaire n°2025-177 en date du 27 mai 2025 définissant les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de la commune d'Etaples sur mer

Le Président de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois,

Certifie avoir fait :

- afficher la délibération n°2025-177 du 27 mai 2025, définissant les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU d'Etaples du 03 juin 2025 au 04 juillet 2025 en la forme habituelle et aux lieux accoutumés et publiée dans les mêmes conditions sur le site internet de la CA2BM
- publié un avis dans la presse, sur le site internet, en mairie d'Etaples et à la CA2BM au moins 8 jours avant la mise à disposition
- mis en place un registre papier en mairie ainsi qu'une adresse mail permettant au public de formuler ses observations du 23 juin au 25 juillet 2025
- mis à disposition le dossier en mairie d'Etaples ainsi que sur le site internet de la CA2BM du 23 juin au 25 juillet 2025.

Pour faire valoir ce que de droit.

Bruno COUSEIN



Maire de Berck-sur-Mer
Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU d'ETAPLES SUR MER

Lancée par arrêté du Président n°2024-116 en date du 23 décembre 2024 une procédure de modification simplifiée du PLU communal est en cours d'élaboration par la CA2BM. Les modalités de concertation tout au long de la procédure ont été définies par ce même arrêté.



Vous trouverez ci-dessous :

- Un arrêté d'engagement de la procédure de modification simplifiée
- Une note d'information relative au projet de modification simplifiée
- Délibération bilan de concertation préalable
- Délibération définissant les modalités de mise à disposition du public (2025-176)

Une mise à disposition du public a lieu du 23 juin au 25 juillet 2025. Vous pouvez retrouver les modalités au sein de l'avis de mise à disposition ici : [Avis de mise à disposition](#)

Vous pouvez retrouver le dossier en cliquant sur ce lien Dossier ainsi que formuler vos observations à l'adresse mail suivante : modificationurbanisme3@ca2bm.fr

DÉPARTEMENT PAS-DE-CALAIS

COMMUNE ETAPLES

Registre de concertation du public

Cocher la case correspondante

- ☐ Schéma de Cohérence Territorial (S.C.O.T.)
- ☒ Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)
- ☐ Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)
- ☐ Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.)
- ☐ Opération d'aménagement
- ☐ Autre

Relatif à : Mise à disposition de la
modification simplifiée du PLU de
la commune d'Étaples (SODEC)

du 23 juin au 25 juillet 2025

Lieu de la concertation : Mairie d'Étaples / M

REÇU LE

13 JUIN 2025

MAIRIE D'ETAPLES-SUR-MER

Berger
Levrault

Registre de concertation du public

Concertation préalable à :

Mise à disposition du Public du dossier
de modification simplifiée du PLU de
la commune d'Étampes / Aen.

En exécution de la délibération du ⁽¹⁾ conseil communautaire n° 825-177

en date du 27 mai 2025

je soussigné(e) ⁽²⁾ le Président Bruno COUSEIN

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, pour recevoir les observations du public.

À Nanteuil / Aen, le 23 juin 2025

signature

le

Bruno COUSEIN

(1) Conseil Municipal
Comité Directeur
Conseil Communautaire

(2) Maire de..., Président du..., Préfet de...

SUIVI DE LA CONCERTATION

Date	Personne de permanence	Nombre de visiteurs	Nombre de lettres recueillies
07/07/2015	Vincent Daquing Rem	demande : où est consulté	
		donc en haut	
		bureau d'observ	
07/07/2015	où est l'observateur du député Philip		
07/07/2015	vu la décision DINA-HSF 2015-8708 de		
	du dossier GARANCE 2011-5497 pour		
	contrefaçonnel du 11 juin 2015 que		
	de payer l'étude environnementale		
07/07/2015	Discrimination d'erreur matérielle		
	erreur matérielle non		
	LAUBA en UE		
	le 05/01/2016 avant		
	issue de la ZB9, Société de la		
	personnelle de Philippe FAIT ???		
	ayant exposé mon propos à M. FILIPPO		
	du SCOT n'est pas sincère !! Qu'il		
	je l'invite à se pencher sur		
	la forme Révision simplifiée n'existe pas, Révision		
	MODIFICATION PUI - Modification Su		
	profiter au L'EXÉCUTIF		
	Thomas BOWARD DCS ne reproche		
	explique les raisons leur pardon		
	J'ai encore lu mais suis persuadé		
	article 2153-65 du Code de l'urbanisme		
	de laisse à ma disposition se suffira		
	Vu ma demande à Bruno COURBIN		
	DONC VANG VANCEANCE		
	Vu lettre du 05/03/2015 BL/IB/SQ/SD/MB 2015-1016		

Annexe 1

Date	Personne de permanence	Nombre de visiteurs	Nombre de lettres recueillies
			Blanc dossier en version numérique sur ordinateur
			d'après, puisque non en place dans le
			d'après ?
			FAIT ?
			13 mai 2015 jointe à ce dossier, qu'en est-il
			lequel la CA2BA a dit au juge pénal en
			c'est à l'indivisa DAQUINGHA/HERTAULT
			d'un coût de 20000 € vingt mille euros ?!
			contigée pour CODRON de UC en ZAH et
			contigée pour DAQUINGHA Fernand de
			que la parcelle a été retirée du projet CATHOLIC
			le SCOT E1700091/59 " parcelle ZB323
			mechanceté gratuite ou de la vengeance
			celle-ci considère que la page extraite
			puer-je ?
			la REVISION du PUI du 12/07/2010
			Général Non plus, seuls termes REVISION PUI
			utilisée PUI → je lui suggère de
			mon comportement même quand je lui
			raisons de non indignation, je ne l'ai
			que la jurisprudence encaissée à
			me dont se prévaut M. FILIPPO et qui
			à lui même dès le 01/01/2017 au moins
			qui n'a su me dire que d'"ESTER"
			ALCUTEE Regard
			Avec Amour Toujours DAQUINGHA
			11/11/2015 10h00 Dan Quichette

OBSERVATIONS DU PUBLIC

23/06/25

RAS

24/06/25

RAS

25/06/25

RAS

26/06/25

RAS

27/06/25

RAS

30/06/25

RAS

01/07/25

RAS

02/07/25 Juncos DAQUINHA
 Qu'en est-il de l'arrêt CA2BN 2024-72
 suivi de recours administratif
 inférieurs de la CA2BN suivi
 de requête rejetée purement et
 simplement par le TA LILLE dossier
 n° 12249 suivi pourtant sans
 communication aucune si ce n'est
 qu'en OFF, de l'arrêt CA2BN
 2024-115 qui relève l'arrêt 2024-72?
 !!! ???
 suivi de l'arrêt CA2BN 2024-116
 non attaqué suivi de l'arrêt CA2BN
 2025-176 puis de l'arrêt CA2BN
 2025-177 " Brief.
 Procédure = façon de faire
 - dixit le service urbanisme

% Vivier PARVINGHAT

procédure énoncée en page (2)
sommaire - Dossier administratif

Chambre d'AGRICULTURE sait
l'impossibilité de zone
humide de la ZB 323
au dessus du Canal Enghien
Reuvre du Pas de CALAIS

lettre du 28 Mars 2020 SB/AB/IT 2020-247

SB = Sébastien BOCQUILLON

AB = Antoine BODDAERT

IB = je ne connais pas

en sachant l'absence de

BLP selon avis CADA 2018/18

GAU du 09/07/2018 gendarme

Fabrice PARQUET

Maquignie Vivier

Je viens de ~~voir~~ votre dossier

GARANDE 202-8708 où
d'un premier jet de lecture
sans approfondir, la prairie
permanente 323 est DISPARUE
du dossier où elle était au
dossier GARANDE 2020-5000
GARANDE 2021-5997

Vu la page 4 du Dossier de
Modification le ZB 72-74-76 ne
sont plus dans le projet car
à classer en zone naturelle
libre au GARANDE 2020-5000
2021-5997

Qu'en pense le Député Philippe
FAIT vu son rapport au

Vicent PACQUINOT
PARLERENT à l'Assemblée
Nationale sur la protection
du LITTORAL avec sa
colleque Sophie PANOVACIE?

Tout est fait - dans le
dos des administrés pour
arranger les bidons de la
CAZBN où était employé
en FPT ~~Niel~~ Niel FLIPO
époux d'Eléine FLIPO chef de
service du Bureau d'ETAPLES
et j'ai versé 1250€ à Niel FLIPO
rela avec CARATION NISSISS
du 05 12 2023 sur internet

Jean PACQUINOT
Puis par le Temps
je demande que soit
joint à ce registre l'avis
de mise à disposition officielle
car devant de la mairie
dans le panneau vitré

Non EXHAUSTIF vu Disque
+ enregistrement 10 minutes
avec Franck ~~PACQUINOT~~ je ne
Tirer d'aller Mais Etape batte

En transparence Toute
avec Amour Toujours

Vincent NAQUIGHEN 02/07/2025
178 20

ci joint page 10 Audition de Gérard
HAGNERE au PV 296/1944/2010
pages 197/249 et 198/249 jointes au
dossier TALUE No 6561 avec ordonnance
du 04/07/2012 juge Thierry VANHULST

Annexe 2

Naquighen Ines

→ idem sauf pour audition de
Pascal HAGNERE dit Wénest
chef de SU Scylla audition au
PV 296/1944/2010 page 199/249 et
page 200/249

Annexe 3

PLAQUINGHEN Jucen

idem pour ma deposition ^{page 12}

mon audia au PU 236/1944/2010

page 201/249

Annexe 4

PLAQUINGHEN Jucen

PU 236/1454/2021 ^{page 13}

2 pages AR 1A 172 325 66020

je suis observé par deux
policiers municipaux

Jimmy DECORTE
et policier municipal
non inconnu

~~PLAQUINGHEN~~

DON QUI CHOTTE

Annexe 5

TAQUINGHER Vincent 23/07/2025

"j'ai appelé l'urbanisme et ils 0321 83 62 66
ce matin 04 juillet 2025 à 11h28 pour
demander si Madame FERRAULT a lu
les PV 296/1944/10 jours ci avant page 12 et 13 ainsi
que Monsieur AGNES et M. FLIPO

Rehan : "M. TAQUINGHER est de retour"
D. HANDEL - je lui demande de fournir
connaissance ainsi des auditions de
Gerard HAGNERE - Pascal HAGNERE - Vincent

Procédure = façon de faire
La procédure de la délibération du 12 juillet 2024 a été mal faite
donc viciée et prouvée par la sommation inopprimée
La Police Municipale me dit
de quitter la MAIRIE

BORDEL DE

avec la
réponse
messagerie
de Franck Tindell
de Sébastien Bado
Naguib
et inopprimée
de Franck
Aury

Je demande à la cloffe du
Service Urbanisme de se pencher sur
cette réponse et d'avoir le courage de
confronter le pouvoir EXECUTIF du Maire
d'ETAPES OPT qui plus est

TAQUINGHER Vincent 04/07/2025

En page 4/5 de la Commission qui per durablent
la ville au cadre N° 05 (ordre du jour ?)
au 1 Modification du PLU il est écrit :
La procédure de modification avec enquête
publique est suffisante pour un conseil
qui ne diminuera ni les zones Agricoles, ni
les zones Naturelles, ni les Espaces Boisés classés

Il a cru cet écrit me disant que avec
Enquête publique, il y aura un
commissaire enquêteur désigné par Eric
KOLBERT Président du Tribunal Administratif
de CICE.

OR Pas de commissaire enquêteur
égal tromperie donc,

donc Zone 1AUE OPALOTONS Propriété
Zone 2AUE avec erreur matérielle
non reprise au SCOT de 2017

pour la ZB 323 en discriminant
donc de la parcelle de
Monsieur GODRON classée
etc par erreur et
erreur corrigée

au SCOT 2017 en la classant
2AUE
Franck Tindell
et Bruno Cousein doivent reclasser la
ZB 323 en 1AUE puisque cette

PARQUINGEN de car

parcelle provient de la ZB9 classée
au PLU de 2005 1AU B1 comme la
zone artisanale mais pas dans la
zone artisanale donc le bien

Ci joint Compte Rendu commission
EQUIPER LA VILLE

du 28 Novembre 2023
d'où mon mécontentement

plus la délibération n° de décembre 2023
qui donne suite à la CA2B1.

Suite →

→ d'où l'arrêt CA2B1 2024-72 du 23/07/2024
objet de mon RAP à CA2B1 qui ne
donne pas suite entraînant ma saisine
du TALUE Domicile 24/12/24 9 rejeté sans
aucune communication ni de ma requête ni de
mes mémoires à la CA2B1 qui prend le 23/12
2024 arrêt 2024-115 pour retirer l'arrêt 2024-72
et qui prend arrêt CA2B1 2024-116 pour relancer
la communication en off entre TALUE
et CA2B1 qui prend aucun arrêt 2025-17
carquel y a fait RAP puis Saisine TA
LUE dossier 250534

La Commune d'Églis s'est saisie du TALUE
dossier 2503734 car délibération 30 ANS SODEC
Parquet VAIAR

PARQUINGEN de car

Annexe 2

Annexe 6
Rene 1 Au B = sans savoir si faut le mode
pour du logement à côté
ZB323

Ci joint page 4 du Rapport Courtois
E09000086/59

Concertation du Public
le rapport = email du 19 mai 2020 qui
m'a été remis en mairie, certes mais
pas que
car mail adressé à qui ?

Ci joint ~~mon audition~~ ma plainte du 15/10/2020
2020 (après mon audition) au
PU 296 / 1946 / 2020 pour le
fameux email objet du
Parquet 14/244/061 HALENSI
Instruction 2/15/10 PRADARELLI

Annexe 8

Dne marche forcée contraire

- a la fois vu dossier 1106561 ci joint
avec ordonnance du juge administratif
de Lille Thierry VANPLEGHEBUS
série EDJA 357-120674-130616
2008262 Merci

Pas d'obstacle à 22/07. PARQUINGEN

Suivi de la procédure.

Au 07/07/2025 = Observations de M. Vincent
TAQUINGHEM.

Pas de nouvelle observation: 09/07/2025 (HF); le 10/07/25 (HF)
le 11/07/25; le 15/07 (HF);

Pas de nouvelle 17/07/2025 (AA); 18/07/2025 (HF).

TAQUINGHEM Jean le 21/07/2025

Difficile d'être renseigné puisque Sadrine
QUINBETZ en congé, c'est madame
GEST de l'inséance CA2BR qui me
permet d'annoter sur le dossier 2025 17 objet
de recours TA CUE dossier ES340

ce jour, n° Enregistrement 2024-8504
demande d'examen avec par
cas de Nassad DATAR du 11/12/24
en 13 Pages

la délibération n° 7 du 13/03/2017
conseil municipal ETAPLES avant

la délibération n° 617-330 CA2BR
de décembre 2017 folio 14 et notamment
page 5/7 pour correction d'inséance
dans vu page 10 de VDU du 07/11/26
ci joint 2 pages sur

objet du TA CUE dossier 2412249 donnant
arrêt CA2BR 2024-115 suivi de l'arrêt
CA2BR 2024-116.

Codron [Uc]

AVANT

TAQUINGHEZB9 [1Au B1]

APRES CORRECTION
selon délibération 2017-330

Fodron 2AUC

TAQUINGHEM 2AUC

alors que le
zonage de la ZB9 est 1Au B1

Ce n'est plus une erreur, c'est de
la méchanceté gratuite.

mon portail, est soit long soit court de couleur
jaune ou rouge, c'est selon le
réglement en zone balnéaire

Le zonage est avec règlement adapté/ok

Qui a le droit de baisser mon portail hormis
les pompes en cas de force majeure

Qui a le droit de changer le zonage sans
raison majeure ou supérieure dans le dossier
du propriétaire

Registre de concertation clos le 25 juillet 2025 à 16h34.

5

observations ont été consignées au registre successivement. M. Maquignon

12

lettres ou notes écrites sont annexées au présent registre. (4 PV auditions gendarmes de 2010; 1 Chrono municipale 2023; 1 autre numération AD44 2023; 1 décision TA Lille 11 06561; 1 extrait déroulement Eng. Public revision PLV; 1 copie examen cas par cas SCI 2005; 1 délibération 2017 Engles; 1 délibération CAGM 2017; 1 article Voies de l'Ordre) La Responsable Urbaine



FLIPO

[Signature]

Qu'on change le règlement soit mais pas le zonage. C'est pourquoi j'ai demandé qu'on se classe la ZB 323 en zone UE de suite, immédiatement SUP merci
PS: je viens de voir 360 observation en concertation même pas une !!!
il va y avoir des singes à Étales
Vu le tour d'escalade selon lettre du 11/07/2025 ref 023/25/PS/SUA-P

TAQUINGEN J'incise le 23 juillet 2025

Je viens de recevoir le CU simple Information
n° 062 318 25 00 113 qui classe la ZB 323 en

Zone 2 AUE !!

Je reprends le dernier alinéa de la page 9
paragraphe III. Objet de la Procédure: Modification
du Règlement écrit de la Zone UE

1. Enjeux et objectifs de la modification
au 5^e alinéa en bas de page 9: "Telle qu'elle
existe aujourd'hui, la zone UE proscrit le commerce,
ce dernier n'étant admis qu'en zone UEC. La zone UE
accueille en outre des activités de commerce et service
déjà existantes. [« Lesquelles? OPALOPOLUS est hors
périmètre OPALOPOLUS puisque issu de FZAMEU issu du
garage DELIANNE FORD » « autre commerce ??? »]. Cela
est contradictoire avec la philosophie (« laquelle? »)
de l'aménagement (« lequel? voir convention Aménageur
Délégué groupe PBR de 12 février 2009 et 39 mandats
de 8850 € HT/m² pour rien !! ») gérée.

Eh oui, TOUT EST GELÉ vu l'AVORTON
OPALOPOLUS d'une et le rapport du député
FAIT sur "le Territoire face au changement

climatique »

LA CONTRADICTION EST AU ZENITH!!!
vu dossier TA 2412249-2503739-2505360

Berger
Levrault

climatique »

TAQUINGEN

et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal. — [Anc. art. L. 123-13-2, al. 7.]

Débat sur les conclusions défavorables du commissaire enquêteur. L'art. L. 123-12 C. envir., applicable à la modification du PLU, n'impose pas que l'examen des conclusions défavorables du commissaire enquêteur fasse l'objet d'une réunion distincte de celle au cours de laquelle le conseil municipal approuve la modification du PLU, ni d'une délibération matériellement distincte de la délibération approuvant le projet. Il n'exige pas non plus

Art. L. 153-44 L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-23 à L. 153-26. — [Anc. art. L. 123-15, al. 1^{er}.

SOUS-SECTION 2 MODIFICATION SIMPLIFIÉE

COMMENTAIRE

La procédure de modification simplifiée pourra être mise en œuvre dans tous les cas où la modification de droit commun n'est pas requise, notamment pour rectifier une erreur matérielle (art. L. 143-45).

Elle pourra, en outre, être utilisée pour mettre en place les majorations de possibilité de construire accordées pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation, pour favoriser la diversité de l'habitat ou la performance énergétique et les autres renouvelables dans l'habitat (art. L. 151-28).

La simplification de la procédure tient à ce que le projet de modification n'est pas soumis à l'enquête publique mais fait l'objet d'une mise à disposition du public pendant trois mois. L'hypothèse d'une modification « allégée » d'un PLU intercommunal, la mise à disposition ne s'avère pas que dans les communes concernées par la révision (V. art. L. 153-47). Il n'est pas comme le prévoit l'article L. 153-47, à l'organe délibérant de l'EPCI ou au conseil municipal de préciser les modalités de cette mise à disposition du public et de les porter à sa connaissance au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. L'article R. 123-20-2, qui fixe le cadre réglementaire de cette mise à disposition, a été abrogé par le décret n° 2013-1462 du 14 février 2013, afin de laisser une plus grande marge de manœuvre aux collectivités dans la définition de ces modalités.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'EPCI (ou le maire) en dresse un rapport devant l'organe délibérant qui en débat et adopte le projet éventuellement modifié.

Art. L. 153-45 (L. n° 2019-1461 du 27 déc. 2019, art. 17) La modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :

- 1° Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 ;
- 2° Dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-31 ;
- 3° Dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Cette procédure peut être à l'initiative soit du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire d'une commune membre de cet établissement public si la modification ne concerne que le territoire de cette commune, soit du maire dans les autres cas.

Rectification d'une erreur matérielle. La procédure de modification simplifiée d'un PLU peut être mise en œuvre dans tous les cas où une modification de droit commun n'est pas requise, notamment pour rectifier une erreur matérielle. Le recours à cette procédure est légalement possible en cas de malfron redactionnelle ou cartographique portant sur l'intitulé, la délimitation ou la réglementation d'une parcelle, d'un secteur ou d'une zone ou le choix d'un zonage, dès lors que cette

PLAN LOCAL D'URBANISME

L. n° 2014-366 du 24 mars 2014 « ALUR », l'ancien art. L. 123-13-3 C. urb. prévoyait que, « lorsque la modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ou porte uniquement sur des éléments mineurs dont la liste est fixée par décret en CE, à l'exclusion de modifications sur la destination des sols, elle peut, à l'initiative du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, être effectuée selon une procédure simplifiée ». La suppression de cette loi, de la référence à l'art. L. 153-45, ne s'accompagne pas d'une redéfinition des éléments permettant de la qualifier. Ainsi, dans le cas d'une erreur matérielle affectant le zonage, le juge administratif se réfère notamment aux éléments de justification de sa délimitation dans le rapport de présentation. Des lors que le

Art. L. 153-46 Le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une modification simplifiée afin de supprimer le dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines. La modification des majorations des droits à construire prévue au 3° de l'article L. 151-28 ne peut être modifiée ou supprimée avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'adoption de la modification simplifiée du règlement qui l'a instaurée. — [Anc. art. L. 128-2, al. 1^{er}, phrase 2 et al. 2.]

Art. L. 153-47 Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent (L. n° 2019-1461 du 27 déc. 2019, art. 17) « dans un délai de trois mois à compter de la transmission à l'établissement public du projet de modification simplifiée lorsque celui-ci procède de l'initiative du maire d'une commune membre et ne porte que sur son territoire », ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal s'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. (L. n° 2019-1461 du 27 déc. 2019, art. 17) « Lorsque le projet de modification motivée, le territoire de celle-ci, le bilan de la mise à disposition est présenté par ce maire devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui délibère sur le projet dans les trois mois suivant cette présentation. » — [Anc. art. L. 123-13-3, al. 2 à 4.]

Art. L. 153-48 L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'État dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. — [Anc. art. L. 123-15, al. 3.]

Art. L. 153-48 L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'État dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. — [Anc. art. L. 123-15, al. 3.]

Pourquoi La CAEBA a attendu

↓ 8 ans pour prendre ARRÊT 2025 17 D
Objet de Recours TALLUE 2505340.

Annexe 1

Annexe 2

GENDARMERIE NATIONALE

Compagnie

MONTREUIL - ECUIRES

BTA ETAPLES

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

BT 21/34

PROCÈS-VERBAL D'AUDITION

Code Unité	P.V	Année	Nmr Dossier Justice
00296	01944	2010	

VICTIME

110 6561

N° place 5 N° feuillet 1/2

Le mardi 5 octobre 2010 à 14 heures 20 minutes

Nous soussigné MDL/CHEF Valérie DUFRAICHE, Officier de Police Judiciaire en résidence à BTA ETAPLES

Vu les articles 16 à 19 et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale

Nous trouvant au bureau de notre unité à ETAPLES 62630, rapportons les opérations suivantes :

REÇU LE

Nom	HAGNERE	Prénom	Gerard	02 JUL. 2025	
Sexe	M	Situation de Famille	Marié(e)	Commune Naissance et Code Postal	62560
Adresse	9 rue eugène boudin			Validité état-civil	Identité déclarée
Commune et Code postal	ETAPLES 62630 (France)	Insee	62318	Profession	Nationalité (si étranger)
		N° de Téléphone	03.21.84.63.71 06.59.47.70.66	Adjoint administratif	Française

Entendons la personne dénommée ci-dessus qui nous déclare : ---

Je prends connaissance du motif pour lequel je suis convoqué à votre unité à savoir qu'un courrier a été envoyé à Mr le Procureur de la république à BOULOGNE ou je fais état de menace proférées sur mon lieu de travail par Mr MAQUINGHEN Vincent le 10 aout 2010. ---

Je travaille en tant qu'adjoint administratif au service de l'urbanisme à la ville d'Etaples depuis 1989. ---

Question : Quel est votre rôle ?

Réponse : Je suis instructeur ADS (autorisation du droit des sols). Je m'occupe de toute l'instruction du permis de construire, du PLU, enquête publique. ---

Mr HAGNERE Pascal exerce le même emploi.

Nos bureaux sont en vis à vis. Au fond du bureau se trouve la secrétaire de Mr CANUT, Mme MARGOLLE Patricia et dans un autre bureau Mr CANUT.

Question : Pouvez vous me relater les faits ?

Réponse : Le 10 aout 2010 vers 17 heures, Mr MAQUINGHEN s'est présenté à mon bureau pour réclamer une copie de la délibération d'approbation de la révision simplifiée du PLU.

Je lui ai remis copie de ce document.

En poursuivant la conversation, il m'a réclamé la copie d'un mail que le commissaire enquêteur de l'enquête publique Mr COURTOIS Jean Marie aurait reçu de la société ADEVIA via Mr LALOIX (société qui s'occupait du PLU de la zone Opalopolis). Ce mail a été transmis entre ADEVIA et le commissaire enquêteur. Mr COURTOIS a fait allusion qu'il avait reçu un email dans les conclusions de son rapport.

C'est cet email que Mr MAQUINGHEN me réclame alors que nous ne l'avons pas. Je lui ai dit que je ne l'avais pas qu'il devait se rapprocher du commissaire enquêteur ou de la société ADEVIA.

Devant cela, il s'est monté.

Il a alors proféré des propos suivants : "de toute façon, je suis à bout et je n'ai plus à rien à perdre. je sais que je finirais en prison avec les honneurs, et ça finira dans un bain de sang" et il a levé les bras et les a mis en croix.

Je lui ai répondu tu dis n'importe quoi et sur le ton de la rigolade je lui ai dit " le jour que tu viens, préviens moi que je puisse me barrer. il m'a répondu : " de toute façon je vais tirer sur tout ce qui bouge et t'a pas intérêt de bouger".

Après avoir dit cela, Mr MAQUINGHEN est parti. J'ai relaté les faits à mon chef Mr CANUT qui m'a demandé de faire un rapport adressé à Mr le maire. Le jour des faits, j'ai eu très peur. j'étais tout blanc.

Question : Y a t il eu des témoins des faits

Réponse : Non mes collègues de bureau étaient absents. Mr CANUT se trouvait dans son bureau la porte ouverte.

La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire

Question : Est ce la première fois que Mr MAQUINGHEN a ce genre de comportement envers vous ?

Réponse : Non. En fait, lorsqu'il a n'a ce qu'il désire, il se monte et devient agressif. Il lui arrive de soulever le bureau du collègue, jeter les papiers ou fouiller dans des documents lors de notre absence.

En juin 2010, alors que je me trouvais en présence du commissaire enquêteur, lors d'une journée de permanence du commissaire enquêteur, Mr MAQUINGHEN m'a bousculé en disant "toi qui c'est tout". J'ai voulu que le commissaire enquêteur le mentionne sur son rapport, le commissaire a répondu qu'il savait ce qu'il faisait mais ce fait n'a jamais été mentionné.

Mr MAQUINGHEN s'est permis de mettre des annotations sur des papiers officielles d'enquête publique alors que c'est strictement interdit. Il a le droit de mentionner que sur le registre d'enquête du PLU.

Question : Mr MAQUINGHEN vient il régulièrement ?

Réponse : Oui, des qu'il y a quelque chose sur le Plan local d'urbanisme il vient, une enquête publique. Je lui remets les documents que j'ai le droit de lui donner. Des fois, il reste plusieurs heures dans le bureau à vérifier les documents du PLU. Il critique les documents, la procédure.

Ses propos sont souvent incohérents. des fois, il a raison mais qu'il arrête d'être agressif et de nous emmerder tout le temps.

S'il n'a pas satisfaction, il nous écrit des courriers que nous ne répondons plus. Ces courriers n'ont ni queue ni tête.

Mr MAQUINGHEN se sent persécuter et il croit que le service le roule. Je lui ai expliqué que je n'ai rien à voir là-dedans. Mr MAQUINGHEN en veut également à l'ancienne municipalité.

La semaine dernière, il est venu demander si on avait déjà engagé la procédure sur la révision générale du PLU. Le conseil avait eu lieu la veille ou soir. Donc, ce n'était pas possible. Ce jour là, tout s'est bien passé et il est reparti sans rien dire.

Une révision du PLU peut durer 04 - 05 ans.

J'ai peur qu'un jour il mette à exécution ses menaces pour moi et mes collègues.

Il est vrai qu'il peut aussi bien être ange ou démon.

Il vient également réclamer le problème d'affichage que c'était trop haut. Il titille sur des futilités.

Question : Est ce que MR MAQUINGHEN vous agresse hors mairie ?

Réponse : Non. Il y a des fois, il est copain avec moi et me sert la main et des fois il m'agresse.

En fait, je pense qu'il est malade. Il est om nibulé par le PLU, urbanisme. Il a l'impression que tout le monde le roule. Nous n'y pouvons rien c'est la décision des élus.

Son comportement agressif a évolué au cours des années. c'est de pire en pire.

C'est de l'obsession.

Question : Désirez vous déposer plainte sur les faits à l'encontre de Mr MAQUINGHEN Vincent ?

Réponse : Oui. Je désire que cela cesse.

Je voudrais rajouter qu'il vient plusieurs fois par semaine et il aime à dire que "La mairie c'est la maison du peuple".

Information à l'intéressé(e):

Les informations vous concernant collectées dans le présent procès-verbal peuvent être enregistrées et utilisées dans un traitement de données à caractère personnel de la gendarmerie nationale.

Vous pouvez obtenir communication de ces données, ainsi que, en cas d'erreur, leur rectification ou leur suppression. Ces droits s'exercent indirectement par l'intermédiaire de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 8 rue Vivienne, 75083 Paris CEDEX 02.

A ETAPLES 62630, le 05 octobre 2010 à 15 heures 15, lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire

REÇU LE

02 JUL. 2025

MAIRIE D'ETAPLES-SUR-MER

Annexe 3

GENDARMERIE NATIONALE

Compagnie,

MONTREUIL - ECUIRES
BTA ETAPLES

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

PROCÈS-VERBAL D'AUDITION

TÉMOIN

N° pièce N° feuillet
6 1/2

Code Unité	P.V.	Année	N° Dossier Justice
00296	01944	2010	

Le mardi 5 octobre 2010 à 14 heures 20 minutes

Nous soussigné MDL/CHEF Denis NAVARRO, Officier de Police Judiciaire en résidence à BTA ETAPLES
Vu les articles 16 à 19 et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale

Nous trouvant au bureau de notre unité à ETAPLES 62630, rapportons les opérations suivantes :

REÇU LE

02 JUL. 2025

Nom	HAGNERE			Prénom	Pascal		
Sexe	M	Situation de Famille	Marié(e)	Date Naissance	23/03/1960		
Code Postal et Commune Naissance	BOULOGNE SUR MER (France)			Insee	62630		
Filiation	père : HAGNERE Lucien			mère : CALOIN Liliane			
Adresse	68, avenue des Noisetiers			Validité état-civil	Identité confirmée		
Commune et Code postal	ETAPLES 62630 (France)	Insee	62318	N° de Téléphone	03.21.89.62.65		
Profession	Responsable du service urbanisme			Nationalité (si étranger)	Française		

Entendons la personne dénommée ci-dessus qui nous déclare :

« Je prends connaissance du motif pour laquelle mon audition est requise à savoir qu'un courrier a été adressée par M Le Maire d' ETAPLES, à M Le Procureur de la République à BOULOGNE SUR MER, suite aux menaces de M MACQUINGHEM Vincent à l'encontre de Gérard HAGNERE.....

Je travaille depuis 30 ans au service technique de la commune et depuis 2006 nous sommes instructeur des autorisation des droits du sol. Nous avons également le cadastre, les arrêtés municipaux, les autorisations du domaine public. Lorsqu'il y a une révision du PLU c'est nous également qui effectuons les démarches.....

Je connais M MACQUINGHEM Vincent depuis que je suis jeune, je jouais au football avec lui. Il était plutôt calme à l'époque. Je ne sais pas ce qu'il a, ça remonte déjà avec l'ancienne municipalité, il est contre le projet d'OPALOPOLIS. Il mélange tout, parfois il dit des choses censées mais souvent il repart on ne s'est ou. J'ai déjà reçu un recommandé de lui concernant l'urbanisme, il attendait de mes nouvelles, c'était avant 2006. Tout ce qu'on lui dit oralement, il faut après l'écrire. Ce que je lui reproche c'est que sur la dernière enquête publique, il avait fait des annotations sur les pièces officielles du dossier, il revenait 20 ans en arrière sur Léonce DEPREZ.....

Question : En ce qui concerne les faits du 10 août 2010, avez-vous été témoin ?Réponse : Non, j'étais absent en vacance, j'étais même pas sur ETAPLES.....Question : Avez-vous été témoin de faits de violences ou de menaces du même type que le 10 août 2010 ?Réponse : Non il n'est jamais allé aussi loin, il y a eu des paroles. Il nous posait des questions, on lui répondait et il était toujours sceptique sur nos réponses. On le voyait tellement qu'à la fin on ne faisait plus attention à lui mais on faisait attention à ce qu'il écrivait sur le registre.....Question : M HAGNERE Gérard déclare qu'à plusieurs reprises, en votre présence et d'autres collègues, M MACQUINGHEM Vincent aurait déclaré « " je finirai en prison avec les honneurs et ça finira dans un bain de sang de tout façon je vais tirer sur tout ce qui bouge.....Réponse : Non je ne l'ai pas entendu mais par contre je l'ai entendu dire " je m'en fous de finir en prison" dans le coup de la colère lorsque l'on avait pas le papier qu'il demandait. Il mélange employés et choix des politiques ; on n'a pas de pouvoir de décision.....

Dés qu'il y a une enquête publique, des révisions ou des modifications simplifiées concernant le plan local d'urbanisme, il intervient et demande des papiers à ne savoir qu'en faire.....

Tout ce qu'il écrit, il fait une photocopie

Question : Avez-vous fait l'objet de menace ou d'insulte de la part de M MACQUINGHEM Vincent ?Réponse : Non, pas spécialement, il nous énerve avec ses visites, il venait tous les jours lors des enquêtes publiques, et cela tant qu'il n'avait pas écrit ses 20 pages. Le commissaire enquêteur lors de la dernière révision simplifiée d'OPALOPOLIS, a vu M MACQUINGHEM à toutes ses permanences pratiquement ; il en a le droit. Au lieu de faire avancer les choses, il perturbe le déroulement de l'enquête.

La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire

Natif : 023913 - MENACE DE CRIME OU DELIT CONTRE LES PERSONNES OU LES BIENS A L'ENCONTRE D'UN CHARGE DE MISSION DE SERVICE PUBLIC - Période du 10/08/2010 à 17:00 au 10/08/2010 à 17:30 - Bureau d'urbanisme - ETAPLES 62630 (France) (Insee 62318)

Question : Quelle solution pouvez-vous apporter ?

Réponse : Aucune car il revient dès fois 20 ans ou 30 ans en arrière et il pose les même questions. Il demande dès fois des papiers qui nécessitent un certain délai et il ne l'admet pas....

Dernièrement il m'a demandé un EMAIL adressé par le commissaire enquêteur à l'aménageur ADEVIA de la zone OPALOPOLIS, cela ne fait pas parti directement de l'enquête publique ; il n'avait qu'à le demander directement au commissaire enquêteur

Question : Recevez-vous des écrits de M MACQUINGHEM Vincent ?

Réponse : Oui, deux à mon nom personnel, un en recommandé avant 2006 dont on a parlé au-dessus et l'autre il y a peu de temps c'était du charabia, ça porte sur 36 choses.....

Je lui fournis les documents auxquels il a le droit d'accès mais je ne discute plus avec lui pour rien.....

Question : Avez-vous assisté à des manifestations de violences de sa part ?

Réponse : non, il m'a dit seulement une fois "Je peux retourner ton bureau" , je lui ai dit essayer et il ne l'a pas fait.

Question : Pourquoi avez-vous mis une table à l'extérieure de votre bureau ?

Réponse : Il se permettait de regarder les dossiers personnels au service ou d'intervenir dans les dossiers permis en cours.....

Il n'y a pas que le service de l'urbanisme qui a affaire avec M MACQUINGHEM , il y a également l'accueil au niveau de la mairie pour l'affichage des pièces administratives, la sous-préfecture qui d'ailleurs ne lui répond plus, la Communauté de Commune de Mer Terre d'Opale.....

Il faut qu'il se calme, je n'ai rien d'autre à ajouter.....

A ETAPLES 62630, le 05 octobre 2010 à 15 heures 20, lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire

110 6361
2009/10/09

[Signature]

REÇU LE

02 JUL. 2025

MAIRIE D'ETAPLES-SUR-MER

Annexe 4

GENDARMERIE NATIONALE

grie

REUIL - ECUIRES
APLES

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

PROCÈS-VERBAL D'AUDITION

PERSONNE MISE EN CAUSE

BT 25.34

1106561

201/249

P.V	Année	Nmr Dossier Justice
01944	2010	

N° pièce	N° feuillet
7	1/1

Le 15 novembre 2010 à 16 heures 05 minutes
assigné MDL/CHEF Valérie DUFRAICHE, Officier de Police Judiciaire en résidence à BTA ETAPLES
rticles 16 à 19 et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale
uivant au bureau de notre unité à ETAPLES 62630, rapportons les opérations suivantes :

REÇU LE

02 JUL. 2025

Nom	MAQUINGHEM	Prénom	Vincent
Sexe	M	Date Naissance	03/02/1963
Situation de Famille	Marié(e)	Code Postal et Commune Naissance	CUCQ 62780 (France)
Filiation	père : MAQUINGHEM Fernand	mère : DELATTRE Marguerite	
Adresse	5, rue du MOULIN	Validité état-civil	Identité confirmée
Commune et Code postal	ETAPLES 62630 (France)	Insee	62318
N° de Téléphone	06.26.98.18.85	Profession	Chauffeur livreur
Nationalité (si étranger)	Française		

Entendons la personne dénommée ci-dessus qui nous déclare :

Question : Faites-vous l'objet d'une mesure de tutelle ou de curatelle ou de protection de justice ?

Si oui, qui est votre curateur, tuteur ou protecteur ?

Réponse : Non, je ne suis ni sous tutelle, ni sous curatelle ou protection de justice.

« Je prends connaissance des faits pour laquelle mon audition est requise et qui concerne des paroles que j'aurai adressé à M HAGNERE Gérard, le 10 août 2010....

Le 10 août 2010, c'est possible vue mon emploi du temps professionnel que je me sois présenté à la mairie, d'habitude j'y vais le vendredi. En ce qui concerne les paroles je les ai dites et comme M HAGNERE Gérard le dit, c'était sur le temps de la rigolade. A partir de quand fallait-il arrêter de rire, il a pris ma menace aux sérieux, c'est que j'étais convaincant.

Il vaut mieux comme le dit le dicton, un chien qui aboie qu'un chien qui mord.....

Question : Avez-vous effectivement menacée cette personne et à travers celle-ci le personnel de la mairie ?

Réponse : Ce n'était pas une menace, c'était une provocation pour les faire sortir de leur gond. C'est pour faire avancer les choses, le dossier. Pourquoi je n'ai pas le document que je demande, c'est à dire le rapport de fin de concertation page 4 "concertation du publique" du rapport du commissaire enquêteur....

Je suis prêt à présenter mes excuses si c'est nécessaire. ...

Je n'ai jamais eu l'intention de tirer avec une arme sur qui que ce soit. Tout ce que j'ai à la maison c'est une carabine à plomb.

Je reconnais les propos que j'ai déclaré ce jour là mais sur le ton de la rigolade comme M HAGNERE Gérard et aussi sur le ton de la provocation. D'ailleurs il reconnaît qu'il n'avait pas le document que je lui ai demandé. En ce qui concerne des menaces régulières à l'encontre du personnel communal, c'est faux. Eux ils ont le droit de dire que je suis "chiant" que je raconte des conneries et j'en passe...

Je n'ai rien d'autre à ajouter si ce n'est que je présenterai mes excuses à m HAGNERE Gérard pour ce qu'il a pris pour des menaces.....

A ETAPLES 62630, le 15 novembre 2010 à 16 heures 50, lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire

MAQUINGHEM

Waltner

Annexe 5

101 01.03.2022

annexé 11/12

GENDARMERIE NATIONALE

Compagnie ou escadron

ECUIRES

BTA

ETAPLES

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

PROCÈS-VERBAL DE PLAINTE CONSÉCUTIVE À UN
SIGNALEMENT PAR INTERNET

Code unité	Nmr P.V.	Année	Nmr dossier justice
00296	01454	2021	

AR-AA 17232566020

Nmr pièce	N° feuillet
	1/2

Le samedi 13 novembre 2021 à 11 heures 10 minutes.

Nous soussigné Major Yanick ZIMNY, Officier de Police Judiciaire en résidence à ETAPLES

Vu les articles 16 à 19 et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale.

Vu les articles 10-2 à 10-6 du Code de Procédure Pénale.

Nous trouvant au bureau de notre unité à ETAPLES 62630, rapportons les opérations suivantes :

A la réception d'un courriel sur la boîte aux lettres organique de notre unité, nous constatons que :

IDENTITE DE LA PERSONNE VICTIME

Sexe	M	Nom	MAQUINGHEM	Prénom	VINCENT BERTRAND
Situation de famille	Marié(e)	Epoux		Validité état-civil	Identité déclarée
Date naissance	03/02/1963	Commune naissance et Code Postal	CUCQ 62780	Pays	France
Adresse	5 RUE Du moulin			INSEE	62261
Commune résidence et Code Postal	ETAPLES 62630			Pays	France
N° de téléphone	N° tph portable	Profession	NATIONALITÉ		
	06.40.09.09.19	CHAUFFEUR LIVREUR	Française		
e-m@il	vincent.maquinghem@orange.fr			Fax	

EVALUATION PERSONNALISÉE

Au regard de l'évaluation personnalisée de la victime réalisée par nous, Major Yanick ZIMNY, Officier de Police Judiciaire en résidence à ETAPLES, aucune mesure particulière de protection ne nécessite d'être mise en œuvre, à ce stade.

La personne entendue est informée qu'à tout moment de l'audition, une nouvelle évaluation et des mesures de protection pourront être décidées, à sa demande ou à notre initiative.

a réalisé sur le site Internet pre-plainte-en-ligne.gouv.fr le samedi 13 novembre 2021 à 01 heures 14 un signalement indexé sous le numéro D85e43a56d, au travers duquel il souhaite déposer plainte selon les termes suivants :

MOTIF(S) DE LA PLAINTE

Quels sont les faits dont vous avez été victime ?

Dénonciation de délit imaginaire

REÇU LE

02 JUL. 2025

NATURE, DATE ET LIEU INFRACTION(S)

Informations concernant la ou les infractions :

ETAPLES

89 appels téléphoniques de ma part du 06 40 09 09 19 au 03 21 89 62 62 à l'accueil de la Mairie (témoins maryliné, Rachel, Christine leur cheffe) ou aux différents services et jamais au grand jamais à Monsieur le MAIRE ETAPLES

DESCRIPTION DU OU DES FAIT(S)

Décrivez les faits.

Ayant reçu la procédure 18/256/34 suite au pv 296/369/18, la "victime" Pascal HAGNERE n'ayant pas désiré porter plainte et pour cause vu sa déposition mensongère concernant l'email adressé à son subalterne feu Gérard HAGNERE, établi par Olivier ALOUX de la société ADEVIA, mail imprimé qui a été remis en mairie d'étaples par qui ? au commissaire enquêteur Jean Marie COURTOIS lors l'ep rs plu 2010 selon pv 296/1944/2010 ; vu aussi donc sa faute professionnelle couverte par sa hiérarchie administrative voire exécutive en irrespect total de la loi du 13 juillet 1983 dite loi LE PORS, le maire d'étaples seul à porté plainte en ligne, ce qui m'a valu rappel à la loi près Didier CANIVEZ. Comment sa plainte de quelle nature a-t-elle pu être encore pour qu'elle soit être attachée au PV 296/321/20 ? Pour lequel j'ai été auditionné le 2 novembre 2020 sous le régime de gardé à vue ; Pour les plaintes des F.P.TCA2BM SAILLY, Myriam, FLIPO Noël, d'une part avec Maître ROBILLARD, avocat qui entend de documents administratifs lors de l'audience publique correctionnelle du 7 juillet 2021 parquet 203848 où forcément je n'ai pu produire au juge ZIEGLER, ni au Substitut PENLOUP la décision du 16 juillet 2021 dossier 208262-7 du juge PAGANEL, rendant publique la contre vérité de la commune d'ETAPLES énoncée au dossier 116561 jugé le 4 juillet 2021 voir maîtres des requêtes au conseil d'état LALET et

ma demande

LALET

PV 13.11.2024 11h45. 2022

POLGE et d'autre part VANDENEDE Emmanuel avocat Maître BAUWELS (Coup de fait sous la ceinture puisque je 'ai pas fait l'objet d'audition: *de la plainte du maire d'Etaples*

VIOLENCES SE RAPPORTANT À L'INFRACTION

Les faits ont-ils été accompagnés, précédés ou suivis de violences ?

Non renseigné

PRÉJUDICE PHYSIQUE ET/OU MORAL

Avez-vous été blessé(e) et/ou subi un préjudice moral ?

Oui L'article 222-10 du code pénal ci-dessus, n'aurait-il pas du mettre en garde Mr le Maire d'ETAPLES ? D'avoir refusé la médiation avec Mr Marc LECUYER, de n'avoir tenu débat, lors le Débat National Publique initié par le Président de la République suite « aux gilets jaunes » cabane et café, d'être continuellement absent lors des audiences en correctionnelles auxquelles je me suis toujours rendu en respect de la justice, d'être toujours absent aussi aux audiences au tribunal administratif de LILLE dont la dernière le 02/07/21, jour du trophée truqué. 20/10/2015 donne PARQUET 1536215 où le Procureur dit que le Maire est fada:.

ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'ORIENTER L'ENQUÊTE

Avez-vous des éléments pouvant servir à l'identification du ou des auteurs de l'infraction ?

PRÉJUDICE MATÉRIEL

INFORMATIONS SUITES JUDICIAIRES

Voulez-vous connaître les suites judiciaires données à votre pré-plainte ?

Oui

Le samedi 13 novembre 2021 à 11 heures 10 minutes, l'intéressé(e) se présente à notre unité et déclare ce qui suit:

- Je tiens à ajouter: Quand le Maire d'ETAPLES vous avouera-t'il avoir insulté tacitement deux maîtres des requêtes au Conseil d'Etat que sont messieurs LALLET Alexandre et POLGE Nicolas selon leurs avis CADA (Service du Premier Ministre) 20104113 et 20111987 ? De même au Député de la 4^e du Pas de Calais, au médiateur de la République LEVEL Sophie, au Juge du TA LILLE ?, à vous, forces de l'ordre public, également ?

Je déclare la réalité des faits énoncés ci-dessus et avoir pris connaissance de cette information. Je dépose plainte et j'ai reçu un récépissé de dépôt de plainte.

Information à l'intéressé :

La personne entendue est informée que conformément à la loi du 6 janvier 1978, ses données à caractère personnel collectées dans le présent procès-verbal sont enregistrées et utilisées par la gendarmerie nationale dans le traitement LRPNGN autorisé par décret n° 2011-111 en date du 27 janvier 2011 modifié et destiné à faciliter le traitement de la procédure.

Elle est également informée :

- que le délégué à la protection des données du ministère de l'intérieur sis Place Beauvau, 75008 Paris Cedex contrôle ce traitement.
- que pour exercer ses droits d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation, elle doit adresser directement auprès de la direction générale de la gendarmerie nationale sise au 4 rue Claude Bernard, 92130 Issy-les-Moulineaux.
- qu'elle peut également adresser une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) sise au 3 place de Fontenoy, TSA 80715 75334 PARIS Cedex 7

Lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

A ETAPLES 62630, le 13 novembre 2021 à 11 heures 45 minutes.

La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire

REÇU LE

02 JUL. 2025

MAIRIE D'ETAPLES-SUR-MER

13.11.2021 11h45

Annexe 6

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LILLE

N°1106561

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Vincent MAQUINGHEM

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Vanhullebus
Rapporteur

Le Tribunal administratif de Lille

M. Baillard
Rapporteur public

(6^{ème} chambre)

Audience du 20 juin 2012
Lecture du 4 juillet 2012

26-06-01

C



communiqué à la
rédaction d'Etaples
de la voix du nord
le 12 juillet 2012

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M' followed by a flourish.

Vu la requête, enregistrée le 14 novembre 2011, présentée par M. Vincent MAQUINGHEM, demeurant au 5 rue du Moulin à Etaples sur Mer (62630); M. MAQUINGHEM demande au Tribunal d'annuler la décision par laquelle le maire de la commune d'Etaples lui refuse la communication du rapport de fin de concertation de la procédure de révision simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune établi par la société Adévia, de la délibération faisant le bilan de la concertation et du bilan de concertation établi par le conseil municipal ;

Vu la mise en demeure adressée le 30 janvier 2012 à la commune d'Etaples, en application de l'article R. 612-3 du code de justice administrative, et l'avis de réception de cette mise en demeure ;

Vu l'ordonnance en date du 30 janvier 2012 fixant la clôture d'instruction au 1er mars 2012, en application des articles R. 613-1 et R. 613-3 du code de justice administrative ;

Vu l'ordonnance en date du 23 février 2012 rouvrant l'instruction et fixant une nouvelle clôture au 2 avril 2012 ;

Vu l'ordonnance en date du 22 mars 2012 rouvrant l'instruction et fixant une nouvelle clôture au 15 avril 2012 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

Vu le décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 20 juin 2012 :

- le rapport de M. Vanhullebus ;
- les conclusions de M. Baillard, rapporteur public ;
- et les observations de M. MAQUINGHEM ;

Considérant que M. MAQUINGHEM a demandé au maire de la commune d'Etaples, le 19 juillet 2010, de lui communiquer le rapport de fin de concertation de la procédure de révision simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune établi par la société Adévia, la délibération du conseil municipal tirant le bilan de la concertation et le bilan de concertation établi par le conseil municipal ; que sa demande étant restée sans suite, l'intéressé a saisi la Commission d'accès aux documents administratifs qui a émis un avis favorable à la communication de ces trois documents lors de sa séance du 14 octobre 2010 ; que ces documents ne lui ayant pas été communiqués, M. MAQUINGHEM a présenté, le 14 novembre 2011, une requête qui doit être regardée comme tendant à l'annulation du refus de communication que le maire d'Etaples lui a opposé ;

Considérant que la circonstance que la commune d'Etaples aurait communiqué au requérant, par courrier du 23 décembre 2011, des documents afférents à la création de la zone d'aménagement concerté du domaine du chemin des prés n'a pas pour effet de priver d'objet la demande de M. MAQUINGHEM qui tend à la communication de documents relatifs à la procédure, distincte, de révision simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune ;

Considérant qu'il résulte de ce qui a été indiqué plus haut que les fins de non-recevoir opposées par la commune d'Etaples et tirées du caractère prématuré de la requête et de l'absence de production de la décision attaquée ne peuvent qu'être écartées ; que, dans sa requête, M. MAQUINGHEM demande que la commune lui communique des documents administratifs communicables en se prévalant de l'avis favorable du 14 octobre 2010 de la Commission d'accès aux documents administratifs ; qu'ainsi, sa requête comporte, contrairement à ce que soutient la commune, des conclusions et un énoncé suffisant des faits et motifs ;

Considérant que le rapport établi par la société Adévis, organisée à l'occasion de la procédure de révision simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune d'Etaples, la délibération du conseil municipal faisant le bilan de la concertation et le bilan de concertation établi par le conseil municipal, dont l'existence n'est pas contestée par la commune, constituent des documents administratifs communicables ; qu'il ne ressort pas des pièces du dossier qu'ils auraient été communiqués au requérant ; que ces documents ayant trait à la procédure d'élaboration d'un document d'urbanisme distinct de celui pour lequel M. MAQUINGHEM avait précédemment exercé son droit d'accès, la demande tendant à leur communication ne présente pas, dans les circonstances de l'espèce, un caractère abusif au sens des dispositions du dernier alinéa de l'article 2 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ; qu'il y a lieu d'annuler le refus tacite du maire d'Etaples de les communiquer à M. MAQUINGHEM ;

Considérant que les conclusions à fin d'annulation d'une enquête publique, d'une convention publique d'aménagement et de délibérations du conseil municipal d'Etaples ou du conseil communautaire de la communauté de communes Mer et terre d'Opale présentent à juger des questions différentes et constituent un litige distinct de celles dirigées contre un refus de communication de documents administratifs ; qu'à la suite de la demande de régularisation qui lui a été adressée le 30 mai 2012, M. MAQUINGHEM a présenté ces conclusions dans une requête distincte ; que ces conclusions doivent dès lors être disjointes de la présente instance ;

Considérant que le présent jugement n'implique pas nécessairement que la commune d'Etaples produise un exemplaire lisible de la totalité des documents du commissaire enquêteur des enquêtes publique et parcellaire organisées dans le cadre de la procédure de création de la zone d'aménagement concerté du domaine du chemin des prés ; que les conclusions à fin d'injonction présentées à cette fin par M. MAQUINGHEM ne sont pas recevables ;

Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de M. MAQUINGHEM, qui n'est pas la partie perdante dans la présente instance, la somme que la commune d'Etaples demande au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

LA VOIE DU NORD

Grand Quotidien d'Information
Rédaction - Publicité - Abonnements
155, rue de Camiers - B.P. 95
62690 ETAPLES SUR MER
Tél. 21 94 60 00 - Fax 21 94 89 03

Article 1^{er} : Les conclusions à fin d'annulation d'une enquête publique n° E09000080/59 réalisée à Etaples du 10 mai au 9 juin 2010, d'un contrat conclu entre la communauté de communes Mer et terre d'Opale et le groupe PBR, d'une délibération n° 2010/09/30/02, d'une délibération n° 2009/07/08/06 prescrivant la révision simplifiée du plan local d'urbanisme, d'une délibération n° 2010/12/07/02, d'une délibération n° 19/10/06/01 du 19 octobre 2006 relative à la révision générale du plan local d'urbanisme, d'une délibération du 9 octobre 2003 du conseil communautaire de la communauté de communes Mer et terre d'Opale relative à une convention d'aménagement pour la réalisation du parc d'activités Opalo-plis et d'une "enquête publique non référencée" menée du 29 décembre 2008 au 15 janvier 2009, sont disjointes de l'instance n° 1106561.

Article 2 : Le refus du maire de la commune d'Etaples de communiquer à M. MAQUINGHEM le rapport établi par la société Adévia à l'issue de la concertation organisée à l'occasion de la procédure de révision simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune d'Etaples, la délibération du conseil municipal faisant le bilan de la concertation et le bilan de concertation établi par le conseil municipal, est annulé.

Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 4 : Les conclusions présentées par la commune d'Etaples en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à M. Vincent MAQUINGHEM et à la commune d'Etaples.

Délibéré après l'audience du 20 juin 2012, à laquelle siégeaient :

M. Vanhullebus, président,
Mme Stefanczyk, conseiller,
M. Martin, conseiller,

Lu en audience publique le 4 juillet 2012.

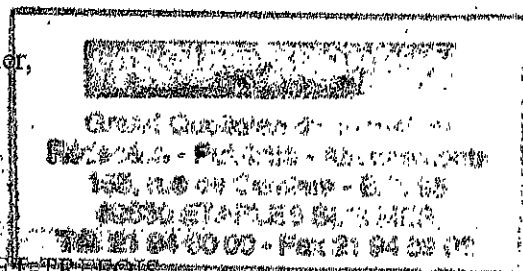
Le président-rapporteur,

L'assesseur le plus ancien
dans l'ordre du tableau,

Signé : T. VANHULLEBUS

Signé : S. STEFANCZYK

Le greffier,



Signé : N. GINESTET-TRÉFOIS

La République mande et ordonne au préfet du Pas-de-Calais, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,



Étaples-sur-mer, le 5 Décembre 2023

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION MUNICIPALE ÉQUIPER DURABLEMENT LA VILLE D'ÉTAPLES-SUR-MER DU 28 NOVEMBRE 2023

Étaient présents :

Membres Élus :

TINDILLER Franck
MAILLART Maryse
GHESELLE Bernard
WAUQUIER Bernard
DUFOUR Lyliane
BONVOISIN René
LISIK Marie-Antoinette
RAMET Philippe
LAMOUR Jean-Pierre

Absent excusé :

GOLDSTEIN Anne-Marie

Absents non excusés :

ANDRE Gérard
HURTREL Grégory
ANDREA Elyse
GOSSELIN Justine
BOUVILLE Jean-Pierre
HAGNERE Jean-Paul

Maire

Adjointe

Adjoint

Adjoint

Conseillère Municipale Déléguée

Conseiller Municipal Délégué

Conseillère Municipale Déléguée

Conseiller Municipal Délégué

Conseiller Municipal

Conseillère Municipale

Conseiller Municipal Délégué

Conseiller Municipal Délégué

Conseillère Municipale Déléguée

Conseillère Municipale Déléguée

Conseiller Municipal Délégué

Conseiller Municipal

Invités :

FLIPO Hélène
MITERNIQUE André
GOSSELIN Sabine

Responsable du Service Urbanisme
Directeur des Services Techniques
Responsable du service des Logements

ORDRE DU JOUR

1. HABITAT

1. BILAN DES DEUX ANNEES DE L OPAH de la CA2BM
2. BILAN DE LA DEMANDE EN LOGEMENTS SOCIAUX
 - Demandeurs sur Etaples et attributions
 - Perspective d'une hausse des demandes pour les sinistrés Inondations ;
3. PERSPECTIVES SUR LE QUARTIER PRIORITAIRE DE LA VILLE : EVOLUTION DU PERIMETRE / ACTIONS EN 2024
4. PERMIS DE LOUER EN 2024
5. DECRET LOI PINEL – classement de Etaples en secteur B1
6. ETAT DU LOGEMENT INDIGNE ET SIGNALEMENTS PERIL

2. PREVENTION

1. Réactualisation du Plan Communal de Sauvegarde , avec l'arrivée de David FASQUEL au servie Urbanisme .
2. Relancer le PPR Cavités souterraines auprès de l'Etat

3. URBANISME

1. Recensement des points appelant une modification du PLU : erreurs matérielles de zonage et dans le règlement ; ajout de zone non aedificandi ; révision des OAP et ajouts s'il y a lieu. Examen des demandes individuelles d'évolution du zonage.

4. FONCIER

1. Demande en cours de rétrocession rue de la MOTTE / Foncifrance

5. TRAVAUX

1. Points d'actualités

2/5

EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR ET DÉCISIONS

HABITAT

N° OJ	Dossiers étudiés, avec ou sans délibération à suivre.
1 Bilan de 2 années de l'OPAH	<p>Contenu et discussions :</p> <p>L'OPAH est partie, fin 2021, avec un objectif de 355 dossiers (335 pour propriétaires occupants avec conditions de ressources ; et 20 de propriétaires Bailleurs sans conditions de ressources. L'an 1 a vu 57 dossiers déposés, sur toute la CA2BM.</p> <p>En année 2, 53 dossiers réalisés, dont 19 sur Etaples : 13 PO en performance énergétique et 6 PO en maintien à domicile / accessibilité du logement.</p> <p>Motivations, décision et suites :</p> <p>Les résultats sont donc présents. Un surcroît de communication pourrait encore améliorer le nombre de dossiers subventionnés sur Etaples.</p> <p>Pas de délibération à suivre.</p>
2 Bilan de la demande en logements sociaux	<p>Contenu et discussions :</p> <p>M. GHESELLE et Mme GOSSELIN commentent les chiffres sur les 4 dernières années. La progression de la demande, soutenue par la réalisation des programmes de la ZAC Domaine des Prés, se confronte désormais à une raréfaction de la production de logements. Le nombre de demandeurs augmente donc, et la proportion de dossiers venant d'une autre commune qu'Etaples, est passée de 20% à 52%.</p> <p>Quant aux permanences, les demandes sont aussi en hausse, avec un pourcentage de demandes étaploises diminuant, entre 2022 et 2023, de 81% à 64%.</p> <p>Toutes ces tendances risquent de s'aggraver avec les besoins de relogements des sinistrés. Mme GOSSELIN rappelle que, dès lors qu'une personne est propriétaire, elle est exclue de l'accès au logement social.</p> <p>M. GHESELLE interroge la Commission sur les critères de priorité à donner dans ces cas-là. Il rappelle également que les attributions ne dépendent pas de la commune ou du bailleur, mais selon les disponibilités du contingent Etat, ou d'Action logement, ou des listes DALO.</p> <p>Motivations, décision et suites :</p> <p>La discussion porte sur la marge de Manoeuvre dans les attributions. M. GHESELLE rappelle qu'Etaples conserve un droit à intervenir parce que la commune garantit les emprunts des bailleurs sociaux.</p> <p>Pas de délibération à suivre.</p>
3 Perspectives 2024 sur le Quartier Prioritaire de la Ville	<p>Contenu et discussions :</p> <p>Etaples est la seule commune de la CA2BM à comporter un site « Quartier Prioritaire de la Ville ». Les budgets de travaux 2023 ont déjà été présentés. Une proposition reste à valider en 2024, relative à l'extension du périmètre QPV sur tout un ensemble de résidences ou de pavillons appartenant aux bailleurs sociaux.</p> <p>En cas de validation, une proposition, engageant une cession de parcelle communale, pour 5 pavillons de plain-pied, rue des Embruns, est présentée.</p> <p>Motivations, décision et suites :</p> <p>La Commission donne un avis favorable sur le principe. La question de l'attribution des locataires continue d'être considérée comme prioritaire, par rapport aux aménagements de l'existant.</p> <p>Pas de délibération à suivre.</p>
N° OJ	Dossiers étudiés, avec ou sans délibération à suivre.

<p>4</p> <p>Permis de louer au 1^{er} janvier 2024</p>	<p>Contenu et discussions :</p> <p>Cette nouvelle obligation pour les propriétaires a été délibéré par la CA2BM dans le cadre de ses compétences Habitat. Elle s'applique sur un périmètre très restreint d'Etaples (363 locatifs potentiels) et uniquement pour les nouveaux locataires en résidence principale. Les locatifs touristiques ne sont donc pas concernés, ni les reconductions de bail. La CA2BM a fait 2 réunions d'information et il est proposé de diffuser les points principaux sur le site de la ville. La démarche passe par une demande du propriétaire en direct à la CA2BM, par courrier ou courriel ou dépôt en direct à la direction Habitat. La CA2BM a recruté 3 agents pour intervenir dans le délai d'un mois, une fois le dossier complet (cerfa n°15 652*01).</p> <p>Suite à visite du logement en présence du propriétaire ou de l'agence missionnée, la CA2BM formule un avis qui sera joint au bail :</p> <ul style="list-style-type: none"> • accord ; • accord sous condition de travaux mineurs ; • refus. Une sanction financière est prévue en cas de mise en location malgré cela. <p>Le permis de louer et les diagnostics techniques doivent être joints au contrat de bail, ce qui permet de bien objectiver l'état du logement avant location. La loi qui a prévu ce dispositif a aussi posé un calendrier relatif à l'exigence de performance énergétique pour mettre en location.</p> <p>2025 verra le début des interdictions de mise en location des logements classés G; 2028 : classés F; 2034 : classés E.</p> <p>Motivations, décision et suites :</p> <p>La Commission valide l'intérêt de faire une forte diffusion vers les propriétaires, les notaires et les agences immobilières, avec indication des rues et numéros. Un flyer peut aussi être mis dans les boîtes à lettres des rues concernées. Pas de délibération à suivre.</p>
<p>5</p> <p>Décret « loi Pinel » 2024</p>	<p>Contenu et discussions :</p> <p>Cette réduction d'impôt sur le revenu accordée aux particuliers est pour la 1^{ère} fois ouverte au territoire d'Etaples. La condition est d'acquérir et de mettre en location un logement neuf; ou les logements anciens achetés entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2024 ET avec des travaux de rénovation représentant au moins 25 % du coût total de l'opération. L'entrée dans ce dispositif s'arrête au 31/12/2024, mais les modalités se poursuivent pour les dossiers qui auront été retenus.</p> <p>Motivations, décision et suites :</p> <p>La Commission prend acte de ces informations. Pas de délibération à suivre.</p>
<p>6</p> <p>Etat du logement indigne Et insalubre</p>	<p>Contenu et discussions :</p> <p>Le bilan sur Etaples, à fin 2023, fait apparaître 3 arrêtés de péril, relevant de la compétence du Président de la CA2BM. Il y a aussi 22 signalements d'habitat indigne ou insalubre, dont les visites sur site sont faites ensuite par les agents de la Direction Habitat de la CA2BM, souvent M. HOUDANT, qui renvoie un Relevé des Observations du Logement (ROL) exclusivement à l'élu, M. GHESELLE, en charge du dossier.</p> <p>Motivations, décision et suites :</p> <p>La Commission prend acte de ces informations et rejoint M. GHESELLE sur la difficulté de connaître les suites données une fois le courrier demandant les travaux faits par l'Etat / DDTM. L'amélioration de ce circuit serait à viser, en 2024.</p>

PREVENTION

N° OJ	Dossiers étudiés, avec ou sans délibération à suivre.
1 : Plan communal de Sauvegarde	<p>Contenu et discussions : Les récents évènements climatiques ont montré la nécessité pour chaque commune, de disposer d'un PCS à jour. L'arrivée d'un agent en janvier 2024 pour le service Urbanisme peut permettre de relancer par un travail transversal, sur ce dossier qui doit analyser les modalités de réaction des pouvoirs publics face à l'ensemble des atteintes possibles à la sécurité des personnes.</p> <p>Motivations, décision et suites : Ce dossier n'appelle pas de délibération.</p>
2 : PPR Cavités	<p>Contenu et discussions : Un récent effondrement au 7, rue des Courlis, sur le terrain d'un pavillon, remet la priorité sur cette thématique. L'urgence d'obtenir les études globales, en lien avec les communes de Montreuil-sur-mer et de Camiers, est à nouveau formulée. La compétence revient à la CA2BM, dans le cadre de la réalisation du PLU intercommunal, pour lequel elle doit enclencher les études permettant de définir la constructibilité résiduelle, hors les périmètres des PPR.</p> <p>Motivations, décision et suites : Ce dossier n'appelle pas de délibération. Cependant, la réflexion sur un document fort de demande conjointe pour interpeller directement le Président de la CA2BM.</p>

URBANISME

N° OJ	Dossiers étudiés, avec ou sans délibération à suivre.
1 Modification du PLU	<p>Contenu et discussions : Le PLU n'a pas été modifié sur le fond depuis 2015 et n'a pas non plus intégré les changements de réglementation souvent majeurs. Le cours ordinaire des PLU prévoit une réactualisation tous les 5-6 ans. Etapes doit réactualiser le Règlement, peu prescriptif, reprendre des erreurs matérielles, prévoir l'aménagement des secteurs de projet, et réajuster les possibilités de construction des zones urbaines. La procédure de modification avec enquête publique est suffisante pour un contenu qui ne diminuera ni les zones A agricoles, ni les zones N naturelles, ni les Espaces Boisés classés.</p> <p>Motivations, décision et suites : Ce dossier donnera lieu à une délibération demandant à la CA2BM de prescrire en 2024 cette procédure et de co-construire le contenu précis avec la commune et les Personnes publiques associées (Etat, Chambres consulaires, Département et Région).</p>

FONCIER

N° OJ	Dossiers étudiés, avec ou sans délibération à suivre.
1 Future Rétrocession Rue de la Motte	<p>Contenu et discussions : M. le DST présente la demande de principe par Foncifrance. En lien avec la CA2BM, la procédure réglementaire pour obtenir les attestations de conformité des réseaux et éléments repris au domaine public, sera lancée sur 2024.</p> <p>Motivations, décision et suites : Ce dossier n'appelle pas de délibération.</p>

FONCIER

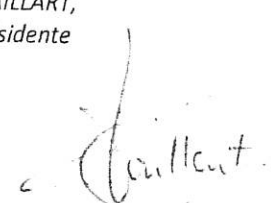
N° OJ	Dossiers étudiés, avec ou sans délibération à suivre.
2 Parcelle AW139 sans maître	<p>Contenu et discussions : Cette parcelle sans propriétaire connu avait fait l'objet d'une demande de cession du voisin. Un courrier de M. le Maire de juin 2022 avait acté la position communale, consistant à ne pas devenir propriétaire de ce bien. En séance de la Commission, la nécessité d'une délibération a été énoncée.</p> <p>Motivations, décision et suites : Ce dossier n'appellera pas de délibération au CM du 18/12/2023. Un arrêté du maire et des transmissions au Préfet seront suffisantes, suite à une nouvelle confirmation reçue des Impôts. La commission valide que cette parcelle, touchée par le PPR Submersion, soit avec une servitude non aedificandi à la prochaine modification du PLU.</p>

TRAVAUX

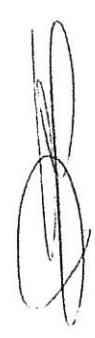
N° OJ	Dossiers étudiés, avec ou sans délibération à suivre.
1 Actualités	<p>Contenu et discussions : Le dossier papier « ETAT DES TROTTOIRS » est distribué en séance. Il doit donner lieu à un examen par les élus pour fixer les priorités, dans le cadre d'un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).</p> <p>L'avancement des travaux des espaces publics, écoles et de la gare est présenté. Les facturations des espaces plurivalents doivent être fournies le plus rapidement, afin de demander les subventions à la CAF avant le 31/12.</p> <p>Le PAV sur le Port n'a pas encore trouvé son emplacement du fait des multiples contraintes, dont l'accès du PL pour décharger les bacs.</p> <p>Une étude d'aménagement pour la valorisation de l'entrée nord, par le RD940, et comprenant le linéaire du Cimetière militaire, devenu Patrimoine mondial de l'UNESCO, jusqu'à l'entrée du panneau de ville routier au centre Leclerc, donne lieu à une présentation. Un travail avec le département et l'ABF sera enclenché, afin de valoriser les trois équipements majeurs de cette entrée.</p> <p>Motivations, décision et suites : Ce dossier n'appelle pas de délibération.</p>

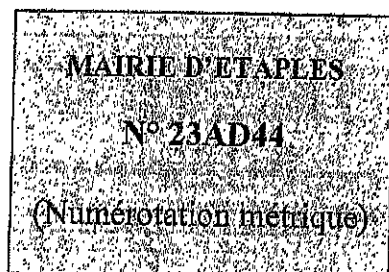
5/5

Maryse MAILLART,
La Vice-Présidente



Franck TINDILLER,
Le Président





**ARRETÉ PRESCRIVANT LE NUMEROTAGE DES MAISONS
DELIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Le Maire de la Ville d'ÉTAPLES

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2213-28 ;

VU l'article R 610-5 du code pénal qui prévoit que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1^{re} classe ;

CONSIDERANT que le numérotage des bâtiments en agglomération constitue une mesure de police générale que seul le maire peut prescrire ;

CONSIDERANT que dans les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des bâtiments est exécuté pour la première fois à la charge de la commune ;

CONSIDERANT que les parcelles reprises dans le tableau ci-dessous sont localisées à ETAPLES 62630 (plan joint)

ARRETE

Article 1 : Il est prescrit la numérotation (*métrique pair et impair*) suivante sur la voie : RUE VERTE 62630 ETAPLES et il est attribué les numéros suivants pour l'Adressage :

N° VOIE	OCCUPANT(S)	NOM PARCELLE	NOM VOIE	COMPLEMENT
N°2	MEDICAL ETAPLES	318 ZB 157	RUE VERTE	ENTREPRISE
N°24	LOCABOX	318 ZB 156	RUE VERTE	ENTREPRISE
N°46	LM FINANCES	318 ZB 155	RUE VERTE	ENTREPRISE
Possibilité N°75 à N°103 selon projet	TERRAIN 891m²	318 ZB 143 318 ZB 147 318 ZB 148 318 ZB 159	RUE VERTE	COMMUNE D'ETAPLES
N°138	TEXTI	318 ZB 142 318 ZB 153	RUE VERTE	HANGAR (Sortie arrière)
N°180	DECO VRAC	318 ZB 255 318 ZB 251 318 ZB 152 318 ZB 141	RUE VERTE	ENTREPRISE
N°222	PARTICULIER	318 ZB 250 318 ZB 254	RUE VERTE	HANGAR
N°260	DECHETTERIE ACCES PROFESSIONNELS	318 ZB 248	RUE VERTE	CA2BM
N°241	DECHETTERIE ACCES PARTICULIERS	318 ZB 248	RUE VERTE	CA2BM
N°229	MENUISERIE CYRIL VILLENEUVE	318 ZB 249	RUE VERTE	ENTREPRISE
N°207	PARTICULIER	318 ZB 149	RUE VERTE	HANGAR
Possibilité N°185 à N°205 selon projet	TERRAIN 1478m²	318 ZB 150	RUE VERTE	SCI JSG
N°133	C.E.R (Centre d'Entretien Routier)	318 ZB 151	RUE VERTE	DEPARTEMENT PAS DE CALAIS
Possibilité N°1 à N°99 selon projet	TERRAIN 3421m²	318 ZB 323	RUE VERTE	PARTICULIER

Vu pour être
annexé à mon arrêté
en date du

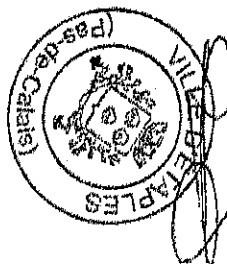
21 DEC. 2023



Article 2 : Le pétitionnaire devra se rendre au service urbanisme en mairie pour recevoir un kit en plastique pour la première numérotation, à installer par vos soins.

Article 3 : Cet arrêté sera transmis aux services de la Poste et à l'ensemble des services concernés.

Pour servir et valoir ce que de droit,



ÉTAPLES, le 21 décembre 2023
Le Maire,

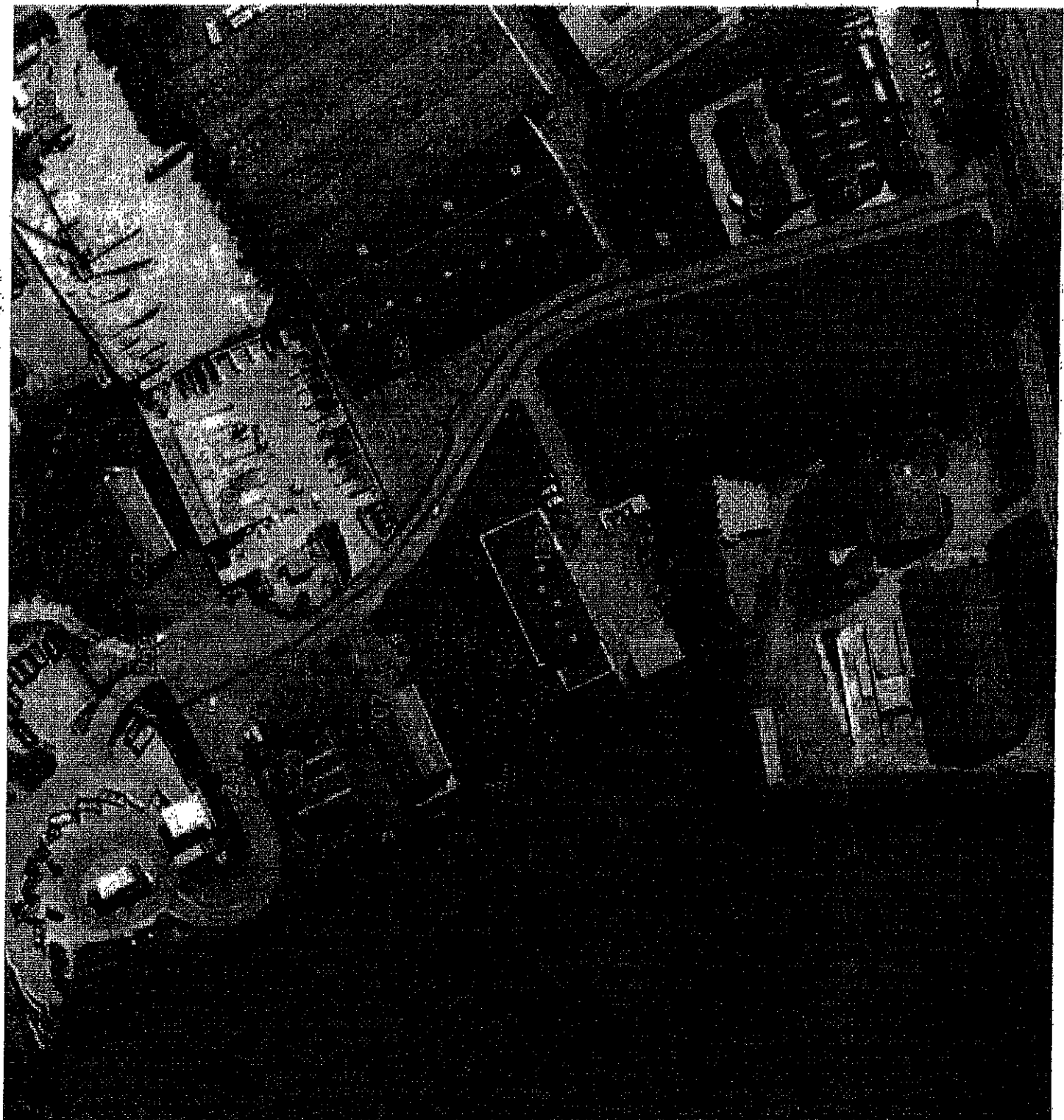
Franck TINDILLER

Fibre :

*Rappel aux citoyens : retrouver toutes les informations relatives à la fibre optique : www.capfibre.fr
Si un problème ne parvient pas à être solutionné par le Fournisseur d'Accès, le numéro vert reste disponible
N° vert : 0 800 159 162*

Vu pour être
annexé à mon arrêté
en date du

21 02 2023



GENDARMERIE NATIONALE
Compagnie
MONTREUIL - ECUIRES
BTA ETAPLES

1106561

12/249

Annexe 8

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

PROCÈS-VERBAL D'AUDITION

VICTIME

ANNEXE E

TA 7 mars 12

N° pièce 1
N° feuillet 1/2

Nous soussigné MDL/CHEF Denis NAVARRO, Officier de Police Judiciaire en résidence à BTA ETAPLES
Vu les articles 16 à 19 et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale
Nous trouvant au bureau de notre unité à ETAPLES 62630, rapportons les opérations suivantes :

Nom	Prénom	Sexe	Situation de Famille	Date Naissance	Code Postal et Commune Naissance	Insee
MAQUINGHEM	Vincent	M	Marié(e)	03/02/1963	CUCQ 62780 (France)	62261
Filiation	père : MAQUINGHEM	Fernand	mère : DELATTRE	Marguerite		
Adresse	5, rue du MOULIN					
Commune et Code postal	ETAPLES 62630 (France)	Insee 62318	N° de Téléphone 06.26.98.18.85	Profession Chauffeur livreur	Validité état-civil Identité confirmée	Nationalité (si étranger) Française

Entendons la personne dénommée ci-dessus qui nous déclare :
« Je me présente suite à votre convocation écrite. Je suis bien effectivement le signataire de la lettre écrite à Monsieur le Procureur de la République à BOULOGNE SUR MER, en date du 10 juillet 2010. Je vous ai envoyé cette lettre toujours dans le cadre de la zone OPALOPOLIS. Il s'agit de la dixième plainte toujours pour le même sujet. Je vous fournis la feuille avec la chronologie de mes plaintes. »

Question : Qu'elle a été le résultat de vos précédentes plaintes ?
Réponse : La première avait abouti à un classement sans suite. J'ai été entendu pour la troisième et la deuxième manquante à l'audition et que j'ai alors fourni. Je ne sais pas ce que le pv 1149 de 2009 a donné. En fait à part ma première plainte, toutes les autres, je ne sais pas où elles en sont. ...

Cette plainte du 10 juillet 2010 fait suite à la prescription de la révision simplifiée du PLU, dont la concertation a eu lieu du 18 mars au 19 avril 2010, à laquelle a suivi l'enquête publique du 10 mai au 09 juin 2010. A ce sujet il serait bon de voir le registre de la concertation et de l'enquête publique où je m'exprime. Suite à cela le commissaire enquêteur a rendu son rapport avec conclusion motivée. Ce n'est que le 09 juillet et que je l'ai lu.

Question : Le premier mensonge que vous dénoncez concerne M COURTOIS, qu'en est-il ?
Réponse : Il fait une mauvaise interprétation de ce que j'ai dit. Soit disant j'aurai dit que la DUP de 1999 d'OPALOPOLIS est caduque. J'en sais rien.

Question : Le deuxième mensonge que vous dénoncez concerne la convention SEPAC Communauté Mer et Terre Opale de 2003, d'OPALOPOLIS ?
Réponse : Dans ce document il y a une contradiction entre la page 7 et 28, ou dans un premier temps la DUP en cours de validité p7 et déjà existante en p28. Je n'arrive pas à comprendre ; j'ai demandé les documents de la DUP 1999 et 2009 en mairie d'ETAPLES et je ne les ai jamais eu.

Question : Le dernier mensonge concerne la concertation pour la révision simplifiée du PLU art L302, du 18 mars au 19 avril 2010 ?
Réponse : Il y a eu un registre de concertation pour la révision du PLU mais il aurait fallu une réunion de concertation avec toutes les personnes concernées et non pas nous mettre devant le fait accompli.

Question : Les faits que vous signalez aujourd'hui, ont-ils déjà été signalé dans vos autres dépôts de plainte ?
Réponse : Oui, mais les choses ont évoluées avec le temps, mais je n'ai toujours pas le rapport de fin de concertation du PLU SIMPLIFIÉ.

Question : Vous déposez plainte contre qui et pour quoi ?
Réponse : Avant je vous donne ma onzième plainte, et dernière et qui reprend le courrier pour lequel vous m'entendez. Il s'agit d'une escroquerie de première classe car les propriétaires de terrain n'ont jamais été informé officiellement par la mairie d'ETAPLES, ni de CMTO, ni de qui que ce soit concernant OPALOPOLIS. En 2003 on aurait du nous dire voilà on a le projet de faire ceci ou cela et au lieu de ça on nous a pondu OPALOPOLIS sans rien nous dire. Je porte plainte au final pour tentative d'action frauduleuse en vue d'acquiescer le bien d'autrui par publicité avec abus de pouvoir de qualité vrai envers personne vulnérable, contre X.

A ETAPLES 62630, le 15 novembre 2010 à 15 heures 40, lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.
La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire

MAQUINGHEM

[Signature]

Examen du dossier

1106561

15/11/09

Courrier du Conseil Général du Pas de Calais direction des infrastructures, des transports et du patrimoine départemental, daté du 15 avril 2010.
Ce courrier fait plusieurs remarques

ANNEXE G TA 07. mai 12

Courrier de la Préfecture du Pas de Calais direction départementale des territoires et de la mer du Pas de Calais daté du 08 avril 2010

Réponse par un courrier de M. Le Maire d'ETAPLES daté du 4 mai 2010

Courrier de la Préfecture du Pas de Calais direction départementale des territoires et de la mer du Pas de Calais daté du 20 avril 2010 (Ce courrier fait suite au courrier du 08 avril 2010)

Réponse par un courrier de M. Le Maire d'ETAPLES daté du 4 mai 2010

Orientations d'aménagement particulières.

EAS

Notice de présentation

Cette notice appelle les observations suivantes :

- Elle est principalement celle du projet OPALOPOLIS.
- La date de délibération du conseil municipal est le 8 juillet 2009 et non le 10 juillet 2009.
- Page 24 on indique « modification du PLU » alors qu'il s'agit d'une demande de révision simplifiée. *erreur valeur*
- Les images pages 30 et 31 ne correspondent pas à la surface du projet. Les surfaces semblent être beaucoup plus importantes que celles du projet.
- Il est regrettable que soit associé à cette notice très peu d'avis des services de l'état.
- Il est regrettable que les images et plans ne soient pas fournis à plus grande échelle.
- Certaines images et plans dans cette notice ne représentent pas la réalité au niveau des limites du projet, l'observation en a été faite à ADEVIA, il est néanmoins indiqué sous certaines images contestables qu'elles ne sont pas contractuelles. (Cette observation concerne plus particulièrement les limites Est et Nord Est)

*c'est bête que ça soit**alors c'est bête que ça soit*Projet de règlements de zones

Ce projet correspond aux objectifs décrits dans la notice de présentation. A signaler néanmoins quelques modifications sans grande importance à y apporter pour rectifier certaines erreurs dues à des manipulations « copier-coller » — *sur dates de juillet 2007 encore*

Ce projet de règlements de zones sera naturellement à actualiser pour tenir compte des décisions qui seront prises après cette enquête.

ANNEXE Y

Autres documents

T.A 23.09.2010

Courriers reçus :

En mairie, la photocopie d'un courrier du Maire d'ETAPLES à la Préfecture du Pas de Calais à Mr STOUMBOFF daté du 4 mai 2010. (En annexe)

A mon adresse personnelle à BOISJEAN, un courrier R avec AR daté du 07 juin de la part de M. Vincent MAQUINGHEM. (En annexe)

A mon adresse personnelle à BOISJEAN, un courrier R avec AR daté du 22 juin de la part de la Sté VALEO. (En annexe)

*pas d'égard*Concertation du public*à quel point il faut*

Le rapport de fin de concertation établi par M. Olivier LALOUX de la Sté ADEVIA (mail du 19 mai 2010) qui m'a été remis en mairie fait état d'une manière très rapide du déroulement de cette concertation.

Donc, mis à la disposition éventuelle des élus après la signature de l'arrêté prescrivant l'enquête publique signé le 14 avril 2010.

et qui n'a pas été mise à disposition

TAQUINGHE V&A

Annexe 9



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

Joint le 21 juillet 2025

CERFA

cerfa

N° 14734 * 04

7/13

à l'avis de mise à disposition
du public avec enquête publique
sans commissaire enquêteur et en

**Demande d'examen au cas par cas préalable à la
réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale**

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement absence

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous
pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement [via ce lien](#)

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : 1 6 / 1 2 / 2 0 2 4

Dossier complet le : 1 6 / 1 2 / 2 0 2 4

N° d'enregistrement : 2024-8504

de Madame Sandrine
QUIMBETZ CARRON Encargé

Madame FLIPO

Abelene

est donnée de ce

dossier GARANCE

non complètes qui plussent

1 Intitulé du projet

Projet "Les deux Baies", ensemble commercial, boulevard Edouard Leveque à Etaples-Sur-Mer

manque
les pages 7
9/13
et 10/13

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination

Raison sociale

DES DEUX BAIES

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

9 7 7 7 5 7 6 7 3 0 0 0 1 6

SCI

Représentant de la personne morale : ☐ Madame

☒ Monsieur

Nom

Prénom(s)

MATAR

MASSAAD

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

NW 2/13

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
39	- Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m ²
41	- Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☒ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☒ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet de la ZAC d'Opalopolis correspond à l'aménagement d'un ensemble commercial boulevard Edouard Levêque à Etaples-sur-Mer. Ce projet a été découpé en 6 lots allant de A à H. Le présent cas par cas concerne les lots A et B (partie sud du projet Opalopolis). Pour le lot A, le projet prévoit la réalisation d'un ensemble commerciale de 17 258 m² de SDP dont 13 625 m² de surface de vente répartie en 3 volumes : un premier au Nord intégrant une grande surface alimentaire, un second à l'Ouest développant 6 commerces et un troisième à l'Est, d'une taille plus modeste, accueillant 4 cellules commerciales. Un parc de stationnement de 400 places, situé au centre du projet permettra de répondre aux besoins des usagers. Ce lot A sera implanté sur la parcelle cadastrale AW335 de 47 258 m². Pour le lot B, le projet prévoit la réalisation d'un ensemble commerciale de 7 199 m² de SDP dont 5 995 m² de surface de vente répartie en un seul volume découpé en 2 commerces. Comme pour le lot A, un parc de stationnement de 180 places situé au centre du projet permettra de répondre aux besoins des usagers. Ce lot B sera implanté sur la parcelle cadastrale AW336 de 18 000 m². Les lots A et B seront développés de plain-pied. Les parcelles concernées sont situées le long d'une voie nouvelle raccordée au rond-point de la route d'Hilbert au Sud et se terminant en cul de sac au Nord. Le site est actuellement en friche, répertoriée sous le nom de "friche Axial-Wallon", donc vide de toute construction mais majoritairement artificialisée au sol (cf: annexe 8 sur l'artificialisation de l'emprise Opalopolis).

4.2 Objectifs du projet

Le projet "Les deux Baies" s'inscrit dans la ZAC Opalopolis.

Les objectifs globaux du projet Opalopolis sont de :

- Permettre d'organiser l'accueil d'activités commerciales dans le respect des objectifs du SCOT
- Qualifier l'entrée de ville de la commune d'Etaples
- Conforter le rayonnement économique de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale

Le projet contribuera à l'équilibre et à l'autonomie du territoire, car il répond aux besoins du bassin de vie et d'emploi dans lequel il s'inscrit tout en intégrant les contraintes environnementales qui l'entourent.

4.3 Décrivez sommairement le projet

NV 3/13

4.3.1 Dans sa phase travaux

Lot A comprend : GSA+2 boutiques, 14 commerces, un mail piéton extérieur qui longe le linéaire commercial et un stationnement paysager de 400 places.

Lot B comprend : 2 commerces, un mail piéton extérieur qui longe le linéaire commercial et un stationnement paysager de 180 places.

Le terrain est accessible depuis la voie de la ZAC qui se raccorde à un carrefour à sens giratoire, le long de la D939, reliant l'A16 au centre d'Etaples.

Les bâtiments seront raccordés aux réseaux en limite, le long de la voie nouvelle pour : le réseau gaz, le réseau électrique, le réseau téléphonique, le réseau fibre optique, le réseau AEP (Adduction d'Eau Potable) et le réseau d'eaux usées. Les eaux pluviales seront infiltrées en partie et rejetée en partie vers les bassins de rétention de la ZAC prévus à cet effet. Un revêtement perméable sera mis en place sur une grande surface du parking. De plus, des noues paysagères seront présentes entre chaque rangée de stationnements.

Le projet prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques sur 65% de la surface de la toiture pour le lot A et 61% pour le lot B. De plus, la possibilité d'avoir recours à la géothermie sous condition des études de sol favorable à un tel projet est envisagée.

Deux postes de transformation sont prévus à proximité pour approvisionner le projet, y compris les bornes de recharge des places IRVE.

Le chantier suivra la charte « chantier vert ».

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

Pour le lot A, 4 accès sont prévus : un accès de service au nord (entrée uniquement), un accès sécurité incendie à proximité de la GSA, un accès principal (entrée/sortie) raccordé au carrefour à sens giratoire et une sortie mutualisée pour la voie de service et le parking, à l'extrémité sud.

Pour le lot B, 3 accès sont prévus : un accès de service à l'extrémité sud (entrée uniquement), un accès principal (entrée/sortie) raccordé au carrefour à sens giratoire et une sortie pour la voie de service et le parking à l'extrémité Nord.

Une voie d'accès de service est créée afin de faciliter les livraisons et la collecte des déchets avec des aires de stationnement pour poids lourds et une aire de service de 1361 m² propre à la grande surface alimentaire, située au Nord du terrain. Le projet prévoit des aires de précollectes des poubelles réparties en fonction des commerces. La majorité se situe le long de la voie de service, excepté pour le bâtiment Est du lot A, qui possède 2 aires de précollecte en extrémité nord et sud de la construction. Il y est privilégié des petites surfaces commerciales afin de réduire le volume et la fréquence de livraison qui se feront par la voie de desserte du parking. L'état existant du site étant largement artificialisé, la plupart des arbres des lots A et B seront conservés, essentiellement le long des limites nord et ouest de la parcelle. Un traitement paysager sera effectué, il permettra de requalifier les parcelles en offrant des espaces libres largement paysagers (plantation de 194 arbres sur les lots A et B (meilleur bilan carbone + limitation îlot de chaleur), sélection d'essences locales qui favorisent les services écologiques (régulation des eaux ...), toitures végétalisées, etc.

Il a été décidé de prévoir l'installation de panneaux photovoltaïques sur 2/3 de surface de la toiture pour le lot A et pour le lot B. Enfin, la possibilité d'avoir recours à la géothermie sous condition des études de sol favorable à un tel projet est envisagée.

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

① La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet sera soumis à un permis de construire et à un permis d'aménager.

Le projet se situe dans un périmètre qui a déjà fait l'objet :

- D'un dossier loi sur l'eau (friche axial Wallon) en 2010 et d'un modificatif loi sur l'eau en 2016.
- D'une étude d'impact (2010) et mise à jour 2016
- D'un permis d'aménager en 2011, un permis modificatif en 2015.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

TV 4/13

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
Lot A : s parcelle = 47 258 m ² , s projet = 17 258 m ² (dont 13 625 m ² de SDP), parking de 400 places. Lot B : s parcelle = 18 000 m ² , s projet = 7 199 m ² (dont 5 995 m ² de SDP), parking de 180 places.	Total parcelles = 65 258 m ² Total projet (lot A et B) = 24 456 m ² dont 19 615 m ² de SDP Total places de parking = 580 places

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : _____ Voie : Boulevard Edouard Levêque

Lieu-dit : _____

Localité : Etaples

Code postal : 6 2 6 3 0 BP : _____ Cedex : _____

Coordonnées géographiques^[1]

Long. : 0 1 ° 6 6 ' 5 8 " E Lat. : 5 0 ° 5 0 ' 9 5 " N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°, 11°a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : _____ ° _____ ' _____ " _____ Lat. : _____ ° _____ ' _____ " _____

Point de d'arrivée : Long. : _____ ° _____ ' _____ " _____ Lat. : _____ ° _____ ' _____ " _____

Communes traversées :

Etaples (62630)

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

PLU d'Etaples, secteur UE (espace industriel)

ⁱ Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☐ Oui ☒ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☐ Oui ☒ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

TV 5/13

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

① Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet longe la ZNIEFF de type 1 « Zone humide du Fond du Valigot à Étaples » (310030106). Il se situe à proximité immédiate (~ 100 m) de la ZNIEFF de type 2 « La basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin » (310013699).
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site du projet ne se situe pas dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope. La zone la plus proche se situe à ~ 7,2 km du site du projet sur la commune de Camiers « Coteau de Dannes - Camiers » (FR3800587)
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune d'Étaples est une commune littorale, située sur la baie de Canche.
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet se situe à ~ 1,4 km du parc national marin « Estuaires Picards et Mer d'Opale » (FR9100005) . De plus, il ne situe pas dans un parc national, dans une réserve naturelle nationale (la plus proche se situe à 2,8km du site du projet « Baie de Canche » (FR3600087) ou régionale, dans une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional.

TUV 6/13

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit. Cependant, à 1,3 km du site, on recense un plan d'exposition au bruit qui concerne l'aéroport du Touquet Côte d'Opale (cf : annexe 10).
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas à proximité d'un bien inscrit au patrimoine mondial ou de sa zone tampon, ni d'un monument historique et de ses abords (le monument historique le plus proche est celui de l'Hôtel Souquet-Marteau, situé à 1,7 km du site), ni d'un site patrimonial remarquable (cf : annexe 11).
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Une étude sur la caractérisation et la délimitation des zones humides, a été réalisée sur le site du Valigot en 2013 (annexe 12a). Cette étude a mis en évidence une zone humide qui correspond à la ZNIEFF de type 1 "Zone humide du Fond du Valigot à Etaples". Cette zone humide de 12,2 ha est située en limite nord de la parcelle. De plus, le site du projet se situe à ~ 100 m d'une zone à dominante humide qui correspond à la Canche (annexe 12b).
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune d'Etaples est concernée par : le PPRN Inondation par submersion marine et le PPNR Mouvement de terrain par recul du trait de côte et de falaises du Montreuillois et le PPRN Inondation par crue de la Canche (annexe 13a).
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PPRN Inondation et Mouvement de terrain du Montreuillois ont été approuvés le 11 avril 2016. Le PPRN Inondation de la Canche a été approuvé le 26 novembre 2003. Nota: le projet n'est pas concerné par les zonages réglementaires de ces plans (annexes 13b et 13c).
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet se situe à l'est de l'entreprise Valéo (usine automobile), qui est recensée comme site pollué ou site potentiellement pollué appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif sur Géorisques. Le projet n'est pas sur sols pollués (cf: annexe 14).
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune d'Etaples ne fait pas partie d'une zone de répartition des eaux (ZRE).
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Au nord du site du projet (cf: annexe 15), 6 captages d'eau potable ont été recensés. Ces captages sont à destination de la CA des Deux Baies en Montreuillois. Cependant, le projet n'est pas concerné par ces captages ni par leurs périmètres de protection.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site du projet ne se situe pas dans un site inscrit, le site le plus proche est celui des Dunes d'Etaples (~ 2 km du site).

TLV 7/13

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas dans ou à proximité directe d'un site Natura 2000. Les sites les plus proches sont : - « l'Estuaire de la Canche » (FR3110038), site Natura 2000 (Directive Oiseaux), ~ 3,3 km du site - « La Baie de Canche et couloir des trois estuaires » (FR3102005), site Natura 2000 (Directive Habitats), ~ 1,9 km du site (cf: annexes 7a et 7b)
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas dans un site classé, le site le plus proche est celui de la Pointe du Touquet, 62SC37 (~ 3,7 km du site).

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

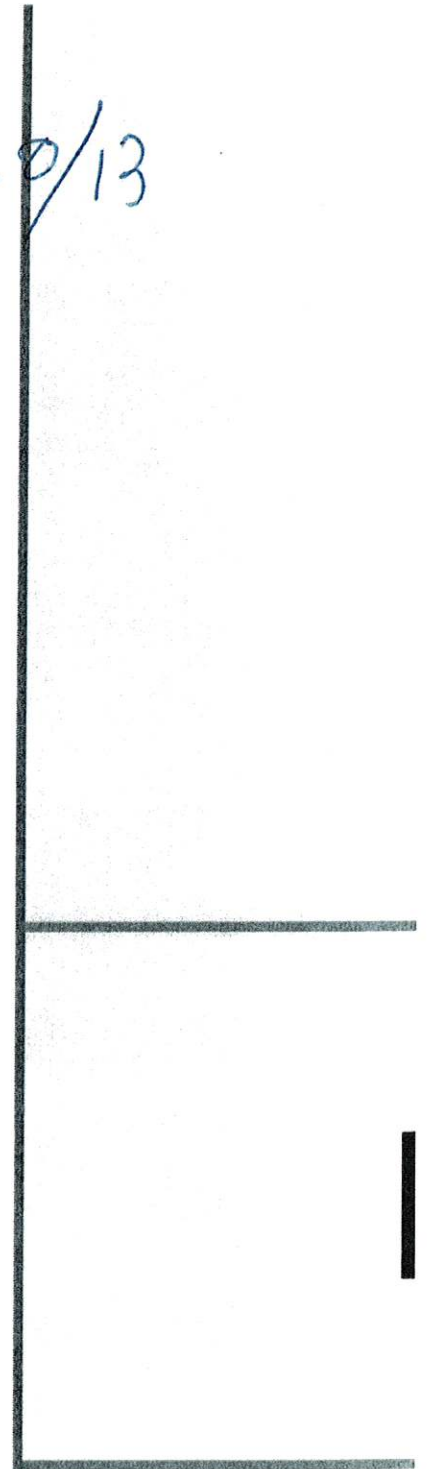
Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne prévoit pas de prélèvement d'eau autre que la consommation assimilée domestique d'eau potable pour les sanitaires et lavage de locaux.
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'impliquera pas de drainage ou de modifications prévisibles des masses d'eau souterraines
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non le projet n'est pas excédentaire en matériaux
	Est-il déficitaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des travaux liés au terrassement du terrain, à la construction de nouvelles infrastructures et la plantation de végétaux pourraient entraîner un besoin de remblais.
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Apports de matériaux de construction et apports de terre végétale pour les plantations

TV 8/13

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet se situe dans le parc d'activités avec une voie de desserte existante et des réseaux existants en eau et assainissement. Le réseau d'assainissement est de type séparatif avec une gestion des eaux pluviales à la parcelle et à l'échelle du parc d'activités. Les besoins du projet en eau potable ne sont pas significatifs et correspondent à des besoins assimilés domestiques (sanitaires...).
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	A la suite d'un diagnostic écologique réalisé sur les années 2023 et 2024 (cycle annuel), il apparaît que plusieurs espèces protégées sont situées sur le projet. De ce fait, un dossier de dérogation à la protection des espèces a été réalisé. Ce dernier met en évidence qu'avec la prise en compte des différentes mesures d'évitement, de réduction et de compensation, le projet n'affecte pas de manière significative les différentes espèces. Il permettra d'assurer leur présence pérenne par la mise en oeuvre de différentes mesures.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune zone N2000 n'est située sur ou à proximité immédiate du site. Le diagnostic écologique de 2023/2024 (voir annexe 19) met en évidence qu'aucun habitat/espèce inscrit au FSD n'est présent sur le site. L'enjeu écologique concernant la flore est considéré comme faible. Pour la faune, l'enjeu écologique est considéré comme modéré pour l'avifaune, faible pour les insectes, modéré pour l'herpétofaune et les chiroptères, faible pour les mammifères terrestres.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une analyse du caractère « artificiel » de la zone d'étude à l'appui d'indicateurs écologiques a été réalisée. La végétation, la pédologie et l'histoire du site ont été étudiés. Il apparaît le site présente en 2023 entre 0.65 et 0.75 ha de zones à dominante « naturelle », c'est-à-dire n'ayant jamais été artificialisée de manière importante. Le Lot A est le seul à avoir des surfaces naturelles : avec 0.65 à 0.75 ha de zones à dominante « naturelle ». La totalité du lot B est occupée par des surfaces minéralisées.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	On recense les risques technologiques suivants sur la commune d'Étapes : 1 site pollué ou potentiellement pollué (Valéo, usine automobile située à l'ouest du projet), 14 sites Basias, le site le plus proche encore en activité (~ 1,5km du site) est une blanchisserie - teinturerie, « De Fonseca », plusieurs canalisations de matières dangereuses, à savoir du gaz naturel (la plus proche étant située à ~ 500m du projet). Le site du projet n'est pas concerné par ces risques.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est concerné par les risques naturels suivants : retrait de gonflement des argiles (exposition faible), cavités souterraines non minières abandonnées non localisées, inondation : enveloppes approchées des inondations potentielles cours d'eau et submersion marine de plus d'un hectare + zone potentiellement sujette aux débordements de nappe et aux inondations de cave.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'engendre pas de risques sanitaires
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas concerné par des risques sanitaires

rw 9/13

RV 10/13



6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☒ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

NU 11/13

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Selon le dossier de dérogation pour la protection des espèces, avec la prise en compte des différentes mesures d'évitement, de réduction et de compensation, le projet n'affecte pas de manière significative les populations locales des différentes espèces protégées référencées qui sont bien représentées en périphérie du site et permettra d'assurer leur présence pérenne par la mise en oeuvre de mesures de restauration/création d'habitat, d'entretien et de gestion adaptés. En effet comme le démontre le dossier, les effectifs et/ou surfaces d'habitats avant mise en oeuvre du projet (état initial) et les effectifs ou habitats projetés après la mise en oeuvre du projet sont sensiblement identiques. De plus, les habitats impactés ne sont qu'une partie des habitats occupés par la plupart des individus d'espèces animales observés sur le site et il existe, en périphérie du site, des habitats similaires à ceux de la zone d'étude, limitant d'autant les effets du projet sur les espèces concernées.

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en oeuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en oeuvre, suivi, durée).

Un travail d'insertion paysagère va être effectué : noues plantées pour un paysage arboré dans les stationnements avec des essences adaptées, utilisation de plantes phyto-restauratrices et filtrantes vis-à-vis des hydrocarbures (alnus glutinosa, slix petraea, carex remota ...), haie bocagère composée d'essences adaptées (coronilla emerus, ceanothus thyrsiflorus) réservoir de biodiversité et protection aux animaux et aux petits rongeurs), talus sauvage (composé avec l'existant, réservoir de biodiversité), bosquets, des toitures en partie végétalisées qui permettront de lutter contre l'effet îlot de chaleur (sedum acre, sedum album ...), des portiques support de plantes grimpantes (architecture verte).

Le projet prévoit l'emploi d'énergies renouvelables : panneaux photovoltaïques en toiture sur 2/3 de la surface des 2 lots. Il est envisagé la possibilité d'avoir recours à la géothermie sous condition des études de sol favorable à un tel projet.

Enfin, selon le dossier de dérogation pour la protection des espèces, avec la prise en compte des différentes mesures d'évitement, de réduction et de compensation, le projet n'affecte pas de manière significative les populations locales des différentes espèces protégées référencées qui sont bien représentées en périphérie du site et permettra d'assurer leur présence pérenne par la mise en oeuvre de mesures de restauration/création d'habitat, d'entretien et de gestion adaptés. En effet comme le démontre le dossier, les effectifs et/ou surfaces d'habitats avant mise en oeuvre du projet (état initial) et les effectifs ou habitats projetés après la mise en oeuvre du projet sont sensiblement identiques. De plus, les habitats impactés ne sont qu'une partie des habitats occupés par la plupart des individus d'espèces animales observés sur le site et il existe, en périphérie du site, des habitats similaires à ceux de la zone d'étude, limitant d'autant les effets du projet sur les espèces concernées en permettant leur report temporaire sur ces espaces. Le projet ne remet donc pas en cause l'état de conservation actuelle de ces espèces

RV 12/13

7 Auto-évaluation (facultatif)

i Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet des 2 Baies, aménagement d'une zone commerciale, devrait être dispensé d'une évaluation environnementale, il ne se situe pas dans une zone naturelle protégée ou un périmètre de protection, il se situe dans la continuité de l'urbanisation existante (au sein d'une zone d'activité), sur une ancienne friche industrielle. Il ne consommera pas de foncier agricole. Les études préalables (étude d'impact, faune-flore, zone humide, circulation ...) ont permis d'analyser les impacts du projet sur l'environnement. Les différentes mesures préconisées (éviter, réduire, compenser, etc.) qui seront prises, permettront de limiter au maximum les impacts du projet sur l'environnement. Enfin le projet comprend un aménagement paysager de qualité et une gestion des eaux pluviales via les toitures végétales, les noues, etc. Enfin, un arrêt de bus sera mis en place à proximité immédiate et des aménagements pour les piétons et les cyclistes seront prévus sur le projet.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié.	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	<input type="checkbox"/>
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	<input checked="" type="checkbox"/>
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

① Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

		Objet	
1	Annexe 8 : Diagnostic ZAN Annexe 9 : Etude d'impact (2016) Annexe 10 : Carte du PEB de l'aéroport		<input checked="" type="checkbox"/>
2	Annexe 11 : Carte des monuments historiques Annexe 12 : Délimitation des zones humides (2013)		<input checked="" type="checkbox"/>
3	Annexe 13a: Zonage réglementaire du PPRL du Montreuillois Annexe 13b: Zonage réglementaire du PPRN de la Canche		<input checked="" type="checkbox"/>
4	Annexe 14 : Carte des sites et sols pollués Annexe 15: Localisation des captages d'eau potable Annexe 16: Etude faune-flore (2015)		<input checked="" type="checkbox"/>
5	Annexe 17: Etude de trafic Annexe 18 : Note chantier vert Annexe 19 : Diagnostic écologique, habitats, faune et flore + dossier de dérogation		<input checked="" type="checkbox"/>

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables ☒

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☒

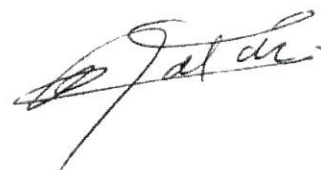
Nom MATAR

Prénom MASAAD

Qualité du signataire PRESIDENT SCI "LES DEUX BAIES"

À PARIS

Fait le 1 1 / 1 2 / 2 0 2 4



Signature du (des) demandeur(s)

1/7

CA2BM
agglomération

PAQUIN GHERA

Vincent

jour de 21 juillet 2025
au dossier not final
Simplifié de PLU et dossier
Arrêt 2025-17

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS

L'an deux mille dix-sept, le quatorze décembre à dix-huit heures trente, le Conseil s'est réuni à la salle du COSEC 1 à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 08 décembre 2017, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Bruno COUSEIN, Michel FOUQUES, Philippe COUSIN, Philippe FAIT, Sébastien BETHOUART, Philippe FOURCROY, Joël LEMAIRE, Walter KAHN, Jacques FLAHAUT, Claude VILCOT, Geneviève MARGUERITTE, Jean-Claude ALLEXANDRE, Pierre-Georges DACHICOURT, Gaston CALLEWAERT, Jean-Claude GAUDUIN, Jean-Claude DESCHARLES, Mary BONVOISIN, Claude COIN, Hubert DOUAY, Patrick HERLANGE, Danièle BERTIN, Jean-Marie MICHAULT, Jocelyne CAULIER, Jean-Jacques OPRESKO, Jean-Claude RICART, Marie-France BUZELIN, David CAUX, Yannick VEREZ, Gérard JEGOU, Roberte SENNINGER, Emile CREPIN, Evelyne LENGLET, Didier BOMY, Margarete BARBARA, Daniel JUMEZ, Hubert MAQUAIRE, Josiane BOUTOILLE, Dominique DELSAUX, Maryse MAILLART, Pascal THIEBAUX, Jean-Pierre LAMOUR, Norbert MAGNIER, Maurice NEUVILLE, Patrick VIOLIER, Jean LEBAS, Jean-François ROUSSEL, Daniel FASQUELLE, Sascha MAIGNAN, Laurent SAGNIER, Cécile MIOTTI, Michel PETIT, Jean-Paul de LONGUEVAL, François DESRUES, Daniel BOURDELLE, Michel MEURILLON, Maryse JUMEZ, Bruno DELENCLOS, Alain SALOMON, délégués titulaires.

Roger NOEL, Louis DELENCLOS, délégués suppléants.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Marc DELABY a donné pouvoir à Bruno DELENCLOS
Valérie DECLERCQ a donné pouvoir à Jean-Jacques OPRESKO
Claudine OBERT a donné pouvoir à Jean-Claude RICART
Claudine TORABI a donné pouvoir à Jocelyne CAULIER
Jérôme DELETRE a donné pouvoir à Marie-France BUZELIN
Gérard RATYNSKA a donné pouvoir à Laurent SAGNIER
Marie-Claude LAGACHE a donné pouvoir à Sébastien BETHOUART
Christelle BEURAIN a donné pouvoir à Josiane BOUTOILLE
Benoît ROUZE a donné pouvoir à Hubert DOUAY
Lilyane LUSSIGNOL a donné pouvoir à Daniel FASQUELLE
Sophie MOREL a donné pouvoir à Michel FOUQUES
Charles BAREGE a donné pouvoir à François DESRUES
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à Claude COIN
René VAMBRE a donné pouvoir à Bruno COUSEIN
Jeannine SAMASSA a donné pouvoir à Joël LEMAIRE
Véronique GRAILLOT a donné pouvoir à Jacques FLAHAUT

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Dominique MASSON représenté par Roger NOEL
Christine LAUTROU représentée par Louis DELENCLOS

Etaient absents excusés et non représentés :

Michel HEDIN, Lucien BONVOISIN, Francis LEROY, Bertrand LEFEBVRE, Hubert DEGREVE.

Jean LEBAS est parti à 20h00 avant le vote de la délibération n° 2017-351

Secrétaire de séance : François DESRUES

Voir

Page

5/7

fluor

Vh

MAH

GEST

Secrétaire

de Nadane

Sandrine

QUINBETZ

de la CNEB

en congé

111

Comment être
renseigné ?

(2/7) Naqugh Viner

2017-330 - Aménagement du Territoire – Annulation de la délibération n° 2017-296 du 16 novembre 2017 – Nouvelle délibération portant adoption de la déclaration de projet et de la mise en compatibilité du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer avec la déclaration de projet « Opalopolis »

Le président expose à l'assemblée,

Considérant que l'approbation de la mise en compatibilité du SCOT du Pays Rural et Maritime du Montreuillois est un prérequis à l'adoption de la Déclaration de Projet ;

Considérant que le conseil syndical s'est vu dans l'obligation de délibérer à nouveau pour approuver la mise en compatibilité du SCOT avec la Déclaration de Projet ;

Considérant qu'il y a lieu d'annuler la délibération de la CA2BM n° 2017-296 du 16 novembre 2017 et de la remplacer par la présente délibération ;

Rappel de l'exposé

Le projet de territoire OPALOPOLIS est localisé sur la commune d'Etaples-sur-Mer. Il est situé en façade de la RD 939, en entrée de la commune en provenant de l'A16.

Le projet s'intègre dans la continuité urbaine de la ville d'Etaples-sur-Mer, entre la zone artisanale et la zone industrielle du Valigot au nord, opale Evasion et la ferme d'Hilbert au sud-est, l'entreprise VALEO au sud-ouest et la ZAC d'habitat des Prés et les lotissements Pas-de-Calais Habitat / Coopartois à l'ouest.

Dans le cadre du SCOT approuvé, le Document d'Orientation et d'Objectif prévoit de s'appuyer sur des projets vitrines pour développer l'économie et l'emploi autour d'un pôle d'excellence « bien vivre ». Ainsi, il est notamment envisagé de faire d'OPALOPOLIS, l'un des points d'appui du développement de l'industrie et des PME/PMI sur des filières ou produits innovants au service des utilisateurs (Pôles de compétitivité du NPC, construction/rénovation notamment).

La collectivité et son concessionnaire, de manière concertée, ont affiné à partir de données environnementales et réglementaires récentes le périmètre du projet. Le périmètre actuel prend en compte la sensibilité écologique de la zone humide. De nouvelles études ont permis de réorganiser la programmation.

Aussi, le projet est aujourd'hui ramené à 54 ha (contre 230 hectares initialement).

Ces études ont permis, par ailleurs, d'amener de nouveaux éléments quant aux types d'activités et de fonctions urbaines accueillies dans la zone et de proposer un périmètre plus pertinent, notamment par rapport à la sensibilité de la zone humide.

La programmation et l'aménagement du projet de territoire d'OPALOPOLIS permettra d'intégrer l'opportunité d'améliorer très significativement une des entrées principales de la ville d'Etaples-sur-Mer. Une recherche de qualité urbanistique, paysagère et architecturale est posée comme un des enjeux fondamentaux de l'aménagement de ce site.

Le projet OPALOPOLIS vise à développer de nouvelles capacités d'accueil pour les entreprises et valoriser la vitrine économique de la Commune, de l'intercommunalité et du Pays, tout en confortant les emplois présents sur les zones d'activités de l'est de la commune d'Etaples (VALEO et ses 1500 emplois, la trentaine d'entreprises composant la ZA et ZI du Valigot notamment).

L'aménagement de terrains disponibles pour l'implantation des entreprises sera vecteur d'augmentation de l'emploi et facteur de dynamisme économique sur cette dernière opportunité foncière du secteur.

3/7 NAQUINGEN J. C.

Par la création de logements, le projet OPALOPOLIS vise également la mise à disposition auprès des ménages d'une offre diversifiée sur un segment manquant du territoire.

Le périmètre de la déclaration de projet porte sur environ 54 hectares, dont :

- 8 hectares de zone humide sanctuarisée (non acquisition du foncier et non aménagements sur ces terrains classés en zone humide et en Znieff)
- 12 hectares d'une ancienne friche industrielle (ancien Axial Wallon, activité installée sur place de 1976 à 2005)
- 32 hectares de terres agricoles (dont un bâtiment agricole). Une convention Safer de constitution de réserves foncières a été menée afin de permettre des compensations de terres agricoles aux exploitants (46 hectares environ sur les communes voisines).

Précédemment, le projet OPALOPOLIS se déclinait en une programmation mixte développement économique (dont une partie commerces) et habitat.

- Dont 8 ha de zone humide sanctuarisée
- Environ 36.7 hectares de développement économique (30 à 40 parcelles cessibles de surfaces variables et modulables)
- Environ 9.3 hectares d'habitat (260 logements environ)

Le projet de territoire d'OPALOPOLIS a pour objectif :

- Sanctuariser la zone humide du Valigot
- Permettre d'organiser l'accueil d'activités artisanales, industrielles, tertiaires et commerciales dans le respect des objectifs du SCOT
- Développer une offre d'habitat compatible avec les objectifs du SCOT
- Permettre l'accueil d'entreprises porteuses d'une offre d'emploi pérenne sur le territoire de l'ex CCMTO (en dehors des emplois saisonniers)
- Répondre à la demande des entreprises souhaitant s'implanter ou se développer sur le territoire de l'ex CCMTO.
- Qualifier l'entrée de ville de la commune d'Etaples
- Fluidifier et sécuriser la desserte des zones économiques de l'est de la commune d'Etaples
- Conforter le rayonnement économique et équilibrer l'offre de la CA2BM.

OPALOPOLIS est un projet conçu de manière cohérente et pérenne. Il contribue à l'équilibre et à l'autonomie du territoire car il répond aux besoins du bassin de vie et d'emploi dans lequel il s'inscrit, tout en intégrant les contraintes environnementales qui l'entourent.

Le projet OPALOPOLIS est donc un **projet de développement urbain mixte d'intérêt général** : quartier à vocation principale d'habitat et d'activités économiques, d'intérêt communautaire. Il est donc essentiel de mettre en œuvre ce projet de développement urbain mixte.

Ce projet revêt un intérêt général pour le territoire car il participe de son rayonnement et de sa dynamique économique. Il complète le maillage d'équipements sur le territoire intercommunal de façon équilibrée. Il renforce l'offre en matière d'emplois sur un secteur différent de l'offre touristique et industrielle.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 143-44 à L.143-50, L. 153-54 et suivants, L. 300-6, R. 143-11 et suivants et R. 153-15 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les dispositions du chapitre III du titre II du livre 1^{er} ;

4/7 DAQUINGHEN Vaco

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu l'arrêté du Préfectoral prescrivant l'ouverture d'une **enquête publique unique** relative à la déclaration de projet dans le cadre du **projet « Opalopolis »** et la mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays Maritime et Rural du Montreuillois et du Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Etaples-sur-Mer en date du 12 juillet 2017 ;

Vu le SCOT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois approuvé par délibération du conseil syndical en date du 30 janvier 2014 ;

Vu le Plan local d'urbanisme de la commune d'Etaples approuvé par délibération du conseil municipal en date du 16 décembre 2015 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de l'ex CCMTO portant engagement de la procédure de déclaration de projet emportant modification du SCOT en date du 3 avril 2015 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de l'ex CCMTO tirant le bilan de la concertation préalable à l'élaboration du projet Opalopolis et actant l'évolution du projet en date du 21 janvier 2016 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de l'ex CCMTO en date du 21 janvier 2016 portant engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du SCOT et du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer (complément de la délibération du 3 avril 2015) ;

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) de la Région Hauts de France du 19 décembre 2016 ;

Vu l'avis de la commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du Pas-de-Calais en date du 27 juin 2016 ;

Vu la réunion d'examen conjoint du 26 juin 2016 concernant la mise en compatibilité du SCOT du Pays Maritime du Montreuillois et du Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'Etaples-sur-Mer et le procès-verbal de la réunion, joint au dossier d'enquête publique ;

Vu l'ordonnance n°E17000091/59 datée du 19 juin 2017 par laquelle Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lille a désigné le commissaire enquêteur ;

Vu l'enquête publique unique qui s'est déroulée du 4 août 2017 au 4 septembre 2017 inclus ;

Vu les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur ;

Vu le mémoire en réponse de la CA2BM aux observations formulées dans le registre d'enquête publique en date du 18 septembre 2017 ;

Vu le dossier de mise en compatibilité du SCOT transmis au Syndicat Mixte du Montreuillois par la CA2BM en date du 09 novembre 2017, conformément aux dispositions de l'article R 143-12 du code de l'urbanisme.

Vu la délibération du conseil syndical en date du 13 décembre 2017 approuvant la mise en compatibilité du SCOT avec la déclaration de projet « Opalopolis » ;

ZB 323 en lien avec dossier GARAULE
 Modification du PLU vu arrêté 2024-116
 - qui suit délibération n° 6
 120500 2021 599

Considérant que le siège de l'enquête publique a été désigné en mairie d'Etaples-sur-Mer, seule commune concernée ;

de décembre 2023 o b j e t

Considérant que l'ensemble des modalités de mise à disposition définies dans l'arrêté portant organisation de l'enquête publique unique ont été respectées (affichage, parutions, site internet, avis informant le public,...) ;

de recours au TA LILLE 2503739

Considérant que les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-8 du code de l'urbanisme ont été invitées à participer à la réunion d'examen conjoint qui s'est déroulée le 26 juin 2016. Le procès-verbal de cette réunion a été joint au dossier d'enquête publique.

Considérant que durant l'enquête publique, 10 courriers ont été annexés au registre, 11 observations faites par courrier électronique, 3 observations figurent sur le registre d'enquête et 15 personnes se sont présentées aux permanences ;

Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public auxquelles la CA2BM a répondu.

Considérant que les réponses aux observations figurent dans le mémoire en réponse de la CA2BM ;

Considérant que, postérieurement à l'enquête publique, le projet n'a pas fait l'objet de modifications qui remettraient en cause l'économie générale ;

Considérant qu'à l'issue de cette enquête publique, un avis favorable au projet a été prononcé par le commissaire enquêteur.

Les observations, limitées en nombre ne remettent pas en cause le projet.

- un avis favorable au projet « Opalopolis » sans réserve assorti d'une recommandation : réaliser la liaison routière entre le giratoire de la RD 939 et le boulevard du Valigot.
- avis favorable à la mise en compatibilité du PLU de la ville d'Etaples-sur-Mer sans réserve assorti d'une recommandation : ne pas supprimer dans les Orientations d'Aménagement et de programmation (OAP) concernant les transports et déplacements, la mention « le projet intégrera à terme une liaison avec la zone d'activités du Valigot ».
- avis favorable à la mise en compatibilité du SCOT du Pays maritime et Rural du Montreuillois.

Il y a discrimination

Au terme de l'enquête et compte tenu de ses résultats et des observations du public, le responsable du projet peut être amené à modifier de manière non substantielle le dossier de mise en compatibilité du SCOT et du PLU communal.

Considérant que la seule modification du document porte sur une erreur matérielle figurant sur le plan de zonage en page 143 du dossier de déclaration de projet (classement d'une parcelle appartenant à Monsieur Codron en zone UC en lieu et place de la zone 2AU, secteur non compris dans le périmètre de la déclaration de projet). Cette erreur matérielle sera modifiée sur le plan de zonage approuvé.

Il est proposé au conseil communautaire :

- D'annuler et remplacer la délibération n° 2017-296 du 16 novembre 2017.
- De déclarer d'intérêt général l'opération d'aménagement du site « Opalopolis », telle que définie dans la déclaration de projet ci-annexée.
- D'adopter la déclaration de projet

vu le retrait de la parcelle ZB9 du projet
 A OPALOPOLIS le 05/01/2016 et mon intervention
 publique au conseil CA2BM de 27 AVRIL 2017

6/7 DAQUINGHMAN J-C

- D'approuver la mise en compatibilité du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer, telle qu'annexée à la présente délibération avec la déclaration de projet prononçant l'intérêt général de l'opération.
- D'acter la mise en compatibilité du SCOT dans le cadre de la déclaration de projet « Opalopolis » telle qu'elle est annexée à la présente délibération.

La présente délibération :

- sera transmise à Monsieur le Préfet

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège du syndicat mixte, à la CA2BM ainsi qu'en mairie d'Etaples et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs.

Le dossier sera tenu à la disposition du public en mairie d'Etaples ainsi qu'au siège du syndicat mixte et de la CA2BM aux jours et heures d'ouverture habituels.

La présente délibération sera exécutoire à compter de la date à laquelle aura été effectuée la dernière des formalités ci-après :

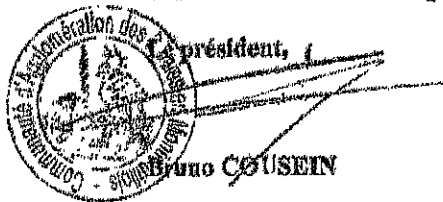
- La réception en sous-préfecture de la délibération d'approbation accompagné du dossier de déclaration de projet.
- L'accomplissement des mesures de publicité : affichage en mairie et au siège du syndicat et de la CA2BM et mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

Vote de l'assemblée.

Adopté à la majorité
(2 Abstentions)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre des délibérations.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

082-200069029-20171214-2017-330-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Publication : 18/12/2017

Annexe 11

Délibération n° 7	Conseil Municipal du 13 mars 2017
Direction des affaires générales et juridique	Domaine de compétence : 8.4 – Aménagement du territoire
<p>Le Lundi 13 Mars deux mille dix-sept à 19 h 00, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en réunion publique, à la Mairie, sous la présidence du Maire, Monsieur Philippe Fait.</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 200px; float: left; margin-right: 10px;"> <p><u>Date de convocation :</u> 07/03/2017</p> <p><u>Membres présents :</u> 24</p> <p><u>Membres ayant donné pouvoir :</u> 8</p> <p><u>Membre(s) excusé(s) :</u></p> <p><u>Membre(s) non excusé(s) :</u> 1</p> <p><u>Nombre de votants :</u> 32</p> <p>Affiché le 15/03/2017</p> </div> <p>Présents : Monsieur Philippe FAIT, Monsieur Bernard GHESELLE, Monsieur Sébastien BAILLET, Monsieur Frédéric CADET, Monsieur Lucien BONVOISIN, Madame Dominique DELSAUX, Madame Christelle BEURAIN, Madame Kathy HANQUEZ, Madame Laurence LEDOUX, Adjoints, Monsieur Gérard ANDRE, Monsieur Richard KAPZAK, Madame Maryse MAILLART, Monsieur Joël DACHICOURT, Monsieur Jean-Michel GOSSELIN, Madame Josiane BOUTOILLE, Monsieur Pascal THIEBAUX, Monsieur Stéphane SAGNIER, Madame Stéphanie CODRON, Monsieur Francis GRAVET, Madame Monique VAMBRE, Monsieur Yvon BRIHIER, Monsieur Jean-Paul HAGNERE, Monsieur Francis LEROY, Monsieur Jean-Pierre LAMOUR, conseillers municipaux.</p> <p>Absents excusés ayant donné pouvoir : Monsieur Bagdad GHEZAL, Madame Charlotte PERRAULT, Madame Martine GHEZAL, Madame Stéphanie DANNE, Madame Martina DESCHARLES, Mme Laurie CAFFIER, Madame Angélique COUSIN, Monsieur Edouard YDEE.</p> <p>Absent (s) excusé (s) :</p> <p>Absent (s) non excusé (s) : Monsieur Christian RAMET</p> <p>Votants : 32 :</p> <p>Secrétaire de séance : Monsieur Sébastien BAILLET</p> <p>Objet : Accord de la commune d'Etaples-sur-mer pour la finalisation du plan local d'urbanisme et transfert à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois.</p> <p>Rapporteur : Philippe FAIT maire</p>	
Synthèse de la délibération	<p>Dans le cadre de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale en communauté d'agglomération, certaines compétences ont été transférées de plein droit. La présente délibération vise à recueillir l'accord du conseil municipal pour la poursuite de la modification du plan local d'urbanisme, décidée par délibération du conseil municipal n°4 du 7 avril 2016, par la communauté d'agglomération.</p>

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, et notamment son article 136 ;

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et notamment son article 13 ;

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, publiée le 28 janvier 2017 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment l'article L.153-9 ;

Vu les dossiers GARANCE 2020-5000 et 2021-5997
la parcelle 323 est rattachée aux parcelles
ZB 72-74-76 devant être classées

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29 relatif à la compétence du conseil municipal pour délibérer sur les affaires de la commune ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;

Vu la délibération n°4 du 7 Avril 2016 ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Considérant le transfert de droit de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme » précisé dans l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 ;

Considérant que la commune d'Etaples-sur-mer a prescrit la modification de son plan local d'urbanisme par délibération n°4 du 7 avril 2016.

Considérant que l'article L 153-9 I modifié par la loi égalité et citoyenneté précitée prévoit que l'EPCI peut achever les procédures d'élaboration ou d'évolution engagées avant la fusion. « Lorsque la procédure a été engagée par la commune, l'accord de celle-ci est requis ». La communauté d'Agglomération se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagées avant la fusion ;

Considérant que pour permettre la poursuite de la procédure engagée, le conseil municipal doit dans ces conditions délibérer afin de donner son accord à la poursuite de cette modification par la communauté d'agglomération ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- de donner son accord à la poursuite de la modification de son plan local d'urbanisme par la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois tel qu'elle a pu être prescrite par sa délibération du n°4 du 7 avril 2016 à savoir ; de classer les parcelles ZB72, ZB74 et ZB76 d'une superficie respective de 7 160 m², 10 977 m² et 2 927 m² de la zone 2AUe à la zone N, pour permettre de réaliser toutes les affectations envisageables par les qualifications naturelles relevées sur ce périmètre.

La délibération est adoptée par **25 voix pour et 7 contre**.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

Délibération rendue exécutoire
en vertu de sa publication
et de sa transmission au Contrôle de
légalité le (voir visa)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-216203182-20170313-del7-130317-DE

Le Maire certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/03/2017
Philippe Falt

La présente délibération peut faire l'objet dans les deux mois suivant leur publication

d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire
d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille

AN A/2 2025-12

et Annecy Bleu

Enlisé dans les dissensions, Opalopolis n'a pas fini de faire des vagues

Une réunion de concertation publique sur Opalopolis était proposée mardi soir. S'il a permis de revenir sur les fondamentaux du projet, le rendez-vous n'en a pas moins été houleux. D'un côté, les propriétaires de terrains ne comptent pas se laisser spolier. De l'autre, les élus poussent à la roue pour faire avancer le projet.



Neuville du 05 janvier 2016 avec donc délibération CA 2017-330 - donc délibération 2017/22



Daniel Fasquelle et Philippe Falt (à gauche) estiment qu'Opalopolis, est un projet « vital pour le territoire ».

PAR CÉCILE LEGRAND-STEELAND
montreuil@laorixanord.fr

ÉTAPLES. On n'irait pas jusqu'à dire qu'on hésite à écrire encore sur Opalopolis. Avouez toutefois que le dossier a un sacré profit d'Arlésienne à force d'annonces avortées. Seul le centre d'affaires sature la mise. Inauguré en juin, il accueille quatre entreprises. Trois autres les rejoindront d'ici fin mars. Il ne restera alors qu'une cellule disponible *. Mais de l'aveu même de Daniel Fasquelle, président de la com-

muneauté de communes Mer et Terres d'Opale (CCMTO) portuse du dossier, Opalopolis, « c'est un couchemur ». Entre les recours en justice, la révision nécessaire du plan local d'urbanisme (PLU) d'Étapes et le palatisme des terrains en zone de submersion marine (ils étaient submersibles, ils ne le sont plus), le dossier prend racine. Sans oublier le rétrécissement au lavage du périmètre, passé de 235 hectares en 2008 à 54 aujourd'hui « dont huit hectares sanctuarisés en zone humide », soit 46 au final. Le projet prévoit des logements,

des entreprises, des commerces « complémentaires » de ceux se trouvant dans Étapes, et un hôtel.

« Tant qu'on n'aura pas débloqué le dossier du point de vue juridique et que le PLU ne sera pas adopté, il sera difficile de négocier les terrains. »

Le tout desservi par une route permettant, dans l'idéal, de relier Opalopolis à la ZI du Valligot.

2025-17 et meuf/PLU

Dans l'idéal, parce qu'on vient d'apprendre que l'État compte classer en zone écologique protégée des terrains entourant Opalopolis et que la route devrait donc traverser la zone protégée en question. Encore des soucis en perspective.

La-dessus, les propriétaires de terrains compris dans le périmètre d'Opalopolis s'inquiètent : quel prix leur proposera-t-on pour leurs terres ? Ils ne le sauront pas tout de suite. Daniel Fasquelle s'en est expliqué : « Tant qu'on n'aura pas débloqué le dossier du point de vue juridique et que le PLU ne sera pas adopté, il sera difficile de négocier les terrains. » Des rencontres avec les propriétaires seraient prévues entre février et juin 2016. Le but serait d'acquiescer les terrains entre 2016 et 2017. Encore un effet d'annonce ?

Le président de la CCMTO dit être ouvert au dialogue. « Notre drame, ce n'est pas de manquer d'entreprises. C'est de ne pas pouvoir les accueillir. On n'a pas d'espace disponible et on en crée (...) Ce dossier est un couchemur mais on ne lache pas l'affaire, car il est vital pour notre territoire. »

* Nous reviendrons sur ce sujet dans une prochaine édition.

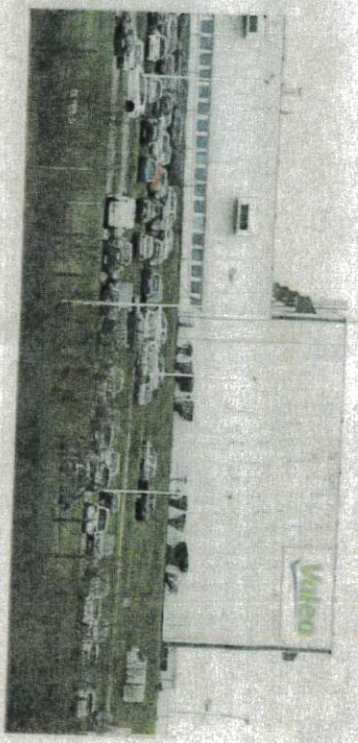
Les autres questions du public

- EN DATES, EN CHIFFRES**
- 1989 : Léonce Deprez, maire du Touquet, lance l'idée d'Opalopolis.
 - 2005 : on fixe à 235 hectares la taille d'Opalopolis. Le projet comprend des logements, des entreprises et un golf.
 - 3 000 : le nombre d'emplois promis en 2005.
 - 2008-2009 : Opalopolis tombe à 70 hectares.
 - 2009 : Pascal Boulenger est recruté pour développer le site en plus de l'aménageur. Il est payé 92 000 € par an par la CCMTO. A ce stade, l'aménageur a dépensé 8,5 millions pour des études et l'achat de terrains.
 - 2011 : on annonce l'installation des premières entreprises, les travaux pourraient commencer en 2012. Les écologistes du CDEAM attaquent le PLU d'Étapes.
 - 2015 : inauguration du centre d'affaires, à l'entrée de la zone.
 - 4,7 : en millions, le déficit du budget de financement de la zone, en 2015.

Valeo pourra-t-il s'agrandir ? L'aménagement lui est ouvert, l'entreprise sera associée.

Quelle taille les parcelles commerciales font-elles ? Elle commencent à 2 500 m². L'aménageur peut toutefois étudier les demandes au cas par cas.

Combien de logements sont prévus, ce nombre correspond-il à un besoin réel pour Étapes ? « Il ne faut pas raisonner que pour Étapes. La tendance, c'est de rapprocher les gens de leur lieu de travail. Le nombre de logements sera déterminé après étude très fine des besoins et de l'offre » selon Daniel Fasquelle. ■



Annexe 12

Sandrine QUINBETZ

De: Vincent v2mrp <vincentvmrp@gmail.com>
Envoyé: lundi 21 juillet 2025 08:59
À: modificationurbanisme3
Cc: Greffe TA de LILLE; greffe@conseil-etat.fr; sec.pr.tj-boulogne-sur-mer@justice.fr; TJ-BOULOGNE-SUR-MER/INSTRUCTION; Charles Lecointre; Théophile De Weirdt; Secretariat Lecointre; yanick.zimny@gendarmerie.interieur.gouv.fr; jeremy.legros@gendarmerie.interieur.gouv.fr; valery.deleglise@gendarmerie.interieur.gouv.fr; nblaringhem@orange.fr
Objet: MODIF PLU DU 23 JUIN AU 25 JUILLET 2025

32 jours consécutifs moins 9 jours pour ceux qui , combien seront-ils ? , viennent observer physiquement en MAIRIE D'ETAPLES dans la salle qui jouxte le service urbanisme D'ÉTAPLES cheffé par Hélène FLIPO épouse de Noël FLIPO ex FPT CCMTO puis ex FPT CA2BM auquel j'ai versé 1250€ suite à ma condamnation en CASSATION selon ARRÊT n°51555 du 05 décembre 2023 lisible sur internet tout comme l'avis CADA 20181165 qui énonce l'absence de DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE pour le projet et uniquement projet OPALOPOLIS à géométrie variable

J'ai adressé mon recours administratif contre l'arrêt CA2BM 2024-72 qui ne donnant pas suite , j'ai adressé mon recours au TA LILLE enregistré au dossier 2412249 dont ni mon recours ni mes mémoires n'ont été communiqué à la CA2BM qui prend pourtant arrêt CA2BM 2024-115 pour retirer son arrêt CA2BM 2024-72 se déjugant donc certes mais d'elle même ou bien en off de la section du contentieux du TA LILLE ? , arrêt CA2BM 2024-115 suivi de l'arrêt CA2BM 2024-116 contre lequel je ne formule aucun recours pensant que enquête publique suppose nomination de commissaire enquêteur désigné par Eric KOLBERT président du Tribunal Administratif de LILLE...

Eh bien non , quel con fais-je...

Avis de Mise à disposition avec enquête publique mais sans COMMISSAIRE ENQUÊTEUR !!!!!

À quelle personne neutre s'adresser ???

Je demande ici TENUE DE RÉUNION PUBLIQUE !!!

Bref...

J'informe ici et Hélène FLIPO et Sandrine QUINBETZ que la délibération du conseil municipal d'ETAPLES de décembre 2024 pour 30 ans avec convention SODEC fait l'objet de mon recours administratif à Franck TINDILLER Maire D'ÉTAPLES qui silencieux donne recours au TA LILLE et dossier enregistré sous n°2503739 où l'avocat de la commune d'ETAPLES est Maître Julien ROBILLARD sauf erreur car je pense que l'avocat de la CA2BM à la CORRECTIONNELLE du 11 juin 2025 engendrée par la plainte de Bruno COUSEÏN président de la CA2BM du 07 novembre 2023 pour 50 appels en 7 mois...est Maître Pierre Étienne ROBILLARD ...

Enfin l'un ou l'autre , le coût d'avocat n'est supporté ni par Franck TINDILLER défendeur au TA LILLE ni par Bruno COUSEÏN accusateur au TJ BOULOGNE SUR MER

Concernant le juge des référés au Tribunal Administratif de LILLE , la VOIX DU NORD et la radio nous apprennent la volonté contrariée du Maire de BERCK Bruno COUSEÏN quant au tapis vert dans l'ex gare routière...

J'informe ici aussi Daniel FASQUELLE premier vice-président de la CA2BM via Isabelle BLANCHARD chef du service juridique de la Mairie du TOUQUET ainsi que Nicolas BLARINGHEM candidat déclaré à l'élection municipale de 2026 au Touquet ainsi que la gendarmerie nationale brigade d'ETAPLES

Non exhaustif

Vincent Maquinghem

Sandrine QUINBETZ

De: Vincent v2mrp <vincentvmrp@gmail.com>
Envoyé: vendredi 25 juillet 2025 16:06
À: modificationurbanisme3@ca2bm.fr
Cc: Charles Lecointre; Théophile De Weirdt; Secretariat Lecointre
Objet: Fwd: Affaire Maquingham. Demande de grosse , de copie de l'ordonnance dossier TA LILLE 1603931 citée le 24/06/2025 dans courrier préfectoral ci joint

Il est 16 H . Comment cette procédure simplifiée qui n'est que complication encore et toujours peut-elle être alors que le préfet dit que la délibération approuvant la révision générale du PLU d'ETAPLES du 16 décembre 2015 , avant le 05 janvier 2016 voir dossier TA LILLE 2412249 ZB 323 Dossiers GARANCE MRAEHDF 2020-5000 & 2021-5997 ...voir lettre D'AVEU sans aucune excuse du 05 mars 2025 référencée BC/IB/SQ/SD/MB 2025-1016 ... PARQUET 23/325/111 du 24 juillet 2025...etc etc etc...???

Vincent Maquingham

----- Forwarded message -----

De : Vincent v2mrp <vincentvmrp@gmail.com>

Date: ven. 25 juil. 2025, 15:54

Subject: Affaire Maquingham. Demande de grosse , de copie de l'ordonnance dossier TA LILLE 1603931 citée le 24/06/2025 dans courrier préfectoral ci joint

To: Greffe TA de LILLE <greffe.ta-lille@juradm.fr>

Cc: Charles Lecointre <charles.lecointre@lecointre-avocats.com>, Théophile De Weirdt

<theophile.deweirdt@lecointre-avocats.com>, Secretariat Lecointre <secretariat@lecointre-avocats.com>

Sur le fond
de cette zo

Aussi, il ap
pourraient
serait renfo